





LE PROBLÈME TURC

* * *

LE PROBLÈME TURC

PRÉFACE

DE

VICTOR BÉRARD

PARIS

MAISON ERNEST LEROUX, ÉDITEUR

28, RUE BONAPARTE-VIe

1917

AU GÉNÉRAL LYAUTEY

Hommage de sincère admiration.

PRÉFACE

Ce livre est pour défendre la vraie tradition de la France au Levant. Je sais bien que tout le monde s'en réclame, même parmi ceux qui l'ignorent. Mais il est bon parfois de la rappeler et d'en faire l'application aux circonstances présentes.

M. de Noailles, évêque d'Acqs, ambassadeur du roi Charles IX auprès de la Sublime Porte, écrivait en mars 1572 (1) :

« Sire, les rois vos prédécesseurs ont recherché et entretenu l'intelligence de Levant

(1) De Testa, *Recueil des Traités de la Porte Ottomane*, I, pp. 99 et suivantes.

pour trois causes principales. La première et la plus ancienne était fondée sur leur piété et religion, laquelle tendait à la conservation du tombeau de Jésus-Christ en Jérusalem avec la sûreté de passage des pèlerins tant par terre que par mer... La seconde a été pour établir et conserver le trafic que vos sujets ont eu de tout temps par deçà... La troisième a été pour contrepeser l'excessive grandeur de la maison d'Autriche qui avait accumulé sous la domination sienne ou des siens, par succession ou usurpation, les meilleures couronnes et États de l'Europe, hors la France, laquelle a toujours été seule au combat tant pour ravoir le sien *que pour aller au-devant de* (*cette*) *ambition qui a troublé le monde pour parvenir à la tyrannie de toute la chrétienté.* »

Remplacez deux mots en cet exposé : mettez « *Allemagne* » *au lieu de* « *Autriche* » *; dites que la France est au combat,*

non plus « seule », mais avec tous les peuples libres, ses alliés... Et le reste demeure. La source de toute politique française au Levant devrait être le besoin que nous avons toujours eu, que nous aurons toujours, d'aller au-devant de toute combinaison germanique qui tende à l'invasion de notre Méditerranée, à la servitude des nations balkaniques, à la tyrannie du monde chrétien...

La France autrefois fut « seule au combat » pour cette défense des libertés méditerranéennes : elle en eut alors toutes les charges et, dans l'Empire turc, les principaux avantages.

Au dix-neuvième siècle, l'Angleterre adopta la même politique et, si Londres et Paris eussent toujours été d'accord, c'est un effort franco-anglais qui, prenant la défense de l'intégrité ottomane et la réforme de l'administration turque, eût installé un

ordre durable en ces contrées levantines où le Turc est toujours campé, mais non pas établi.

Au vingtième siècle, d'autres se joignent à la France et à l'Angleterre pour libérer et assainir tout ce fond de Méditerranée : Italie d'abord, puis Russie, États-Unis enfin. Si les cinq alliés veulent être fidèles à leurs principes et, par là même, sauvegarder à jamais leurs intérêts vitaux, ils doivent comprendre que tout partage pur et simple de l'Empire ottoman et tout asservissement des provinces musulmanes à une domination chrétienne n'est pour l'avenir qu'une prolongation des querelles anciennes et des misères présentes. Puisque le Turc est incapable de gérer lui-même sa conquête, il faut, en attendant mieux, qu'un contrôle général des Alliés lui assure, à lui, l'existence et à ses peuples le présent et l'avenir. La France avait jadis son

blic : « Ceci n'est pas seulement un livre de grande science et de pensée généreuse ; c'est encore le vrai programme de la France au Levant. »

VICTOR BÉRARD.

Le 20 juillet 1917.

LE PROBLÈME TURC

La diversion turque machinée par l'Allemagne donne à la conflagration européenne une importance d'objet que n'eut peut-être encore jamais guerre humaine, puisque à la question d'Europe, que posera la liquidation de l'Autriche, elle ajoute la question d'Asie, que posera la liquidation de l'Empire ottoman.

Or, qu'est-ce tout d'abord et au juste que cette Turquie dont on sonne le glas? Quelques spécialistes mis à part, on ne la connaît guère que par les descriptions fa-

meuses de Th. Gautier et les exquis romans de Pierre Loti, comme on connaît généralement l'Orient arabe et la question du Califat par ce qu'en peuvent révéler les Mille et une Nuits. *Or, l'heure n'est plus aux romans et aux contes même quand ce sont des chefs-dœuvre. La Turquie, qu'on y songe bien, est un immense empire, s'étendant de la mer Noire à l'Océan Indien, des contreforts du plateau Persan à la Méditerranée. Plus de vingt millions d'hommes la peuplent ; non point une masse amorphe et anonyme de pauvre humanité noire comme dans l'Afrique centrale, mais des hommes de grandes races historiques, de haut renom intellectuel ou militaire. Voilà ce qu'il s'agit de liquider. Ce n'est pas une petite affaire. Et cette affaire nous concerne singulièrement. Des intérêts directs, s'étendant et s'enchevêtrant de génération en génération depuis*

quatre siècles, ont fini par nous y constituer un patrimoine moral et matériel d'une valeur immense. Outre ces intérêts directs, la gigantesque opération met en cause des intérêts indirects mais très considérables encore : intérêts de sympathies et d'équilibre, comme aussi l'intérêt, essentiellement français, dans sa haute et profonde généralité, à ce que le nouvel ordre de choses, en Orient comme partout, soit une œuvre de bon sens, de justice, de générosité, présentant la seule garantie sérieuse de la paix dans la stabilité : un accroissement voulu et méthodique de la liberté et du bien-être, et une diminution voulue et méthodique de la somme de souffrance humaine. Voilà la question, dans toute l'importance de son intérêt national, dans toute la grandeur de son intérêt mondial. On accordera qu'il vaut la peine d'essayer d'y voir clair, et de démêler,

derrière les mirages des romanciers et des poètes, la réalité de cette Turquie qui sera bientôt le passé, mais dont ce passé même est l'unique et inévitable matière première dont se puisse faire l'avenir.

I

La Turquie...

Quel Français qui ne serait jamais sorti de France, c'est-à-dire du pays le plus prodigieusement un et homogène qui existe au monde, pourrait se faire une conception exacte de la Turquie?

Sans doute, ses souvenirs du cours d'histoire sont encore là, bien que vagues et effacés ; des noms de royaumes disparus bruissent confusément à son oreille : Pont, Bithynie, Pergame, Lydie; plus loin Tyr et Sidon; et la Bagdad des Califes, et la biblique Judée ; et surtout Byzance, 1453, la grande

catastrophe, l'empereur Constantin tombant sur les remparts, et les Janissaires du conquérant turc se ruant par les brèches dans Constantinople devenant Stamboul. Il sait que la Turquie, c'est nécessairement le résidu de tout cela. Mais que vaut le raisonnement contre la toute-puissance d'un spectacle de tous les jours? La France est le pays habité par les Français; la Turquie est le pays habité par les Turcs. Voilà la suite inévitable, l'association invincible des images. Une dame française, née à Constantinople, me racontait qu'aux premiers temps d'un séjour en Touraine, elle remarqua qu'on s'arrêtait au passage pour la regarder curieusement. Elle demanda si par hasard, dans sa toilette, il y avait quelque chose de démodé ou de bizarre. « Mais pas du tout, répondit son amie en souriant. On sait que vous arrivez de Turquie. On veut voir la Turque. » Des âmes simples, qui ont cependant par

métier, vu beaucoup d'hommes et de villes, nos marins du Levant, ne s'embarrassent pas non plus d'analyses ethniques. Pour eux, la Turquie est peuplée d'hommes qui portent le fez, ou, comme on dit là-bas, le bonnet, et tous ces porte-bonnet, ils les englobent dans la vaste généralité de l'appellation *Banabaks*, elle-même empruntée aux bateliers turcs qui, lorsqu'ils viennent assaillir, en quête de clients, les paquebots entrant dans le port de Smyrne ou de Constantinople, vocifèrent, pour attirer le regard du voyageur : « *Bana bak! Bana bak!* », ce qui veut dire en turc : « Regarde de mon côté ! » Le Levant, donc, pour nos marins du Midi, c'est le pays des *Banabaks*, et si on leur demandait : Et qu'est-ce que c'est que les *Banabaks?* Ils répondraient avec une surprise dédaigneuse : « Eh ! ce sont les Teurs, donc ! »

Ah ! si c'était vrai ! Comme la question serait simple ! Si simple, qu'elle n'existerait

pas. Mais, naturellement, cela n'est pas vrai du tout ; c'est le contraire qui est vrai.

Un ambassadeur d'Angleterre disait que pour arriver à comprendre la Turquie, il n'était point d'étude qui valût une promenade quotidienne sur le Pont, le grand pont jeté sur la Corne d'Or, et qui, joignant Péra et Galata, à droite, la ville des ambassades et des banques, à Stamboul, à gauche, la ville des ministères et des mosquées, présente de l'aube à la nuit le spectacle du flot ininterrompu de tous ceux dans la capitale turque qu'un lien quelconque rattache aux affaires ou à l'administration, c'est-à-dire de tous les habitants de Constantinople. Devant ce flux et ce reflux de marée humaine, lentement l'œil fait son éducation. D'abord, il n'est capable que du départ simpliste pratiqué par les gens de mer : d'un côté, les fez et les turbans, de l'autre, les casquettes et les chapeaux ; et dans les composants du premier

groupe, très également, lui semble-t-il, hâlés, barbus ou moustachus, il est assez longtemps tenté de ne voir qu'un type uniformément oriental, et d'exprimer la difficulté de la différenciation par la solution insuffisante mais commode : Teurs !

Pourtant, petit à petit, l'œil se fait habile, perspicace, prudent des détails. D'abord, dans la masse des gens à fez, il commence très vite à distinguer les Musulmans des Chrétiens. C'est un air de tête, une manière de poser le fez, un je ne sais quoi de plus fier et de plus immobile dans le visage des uns, de plus vif et de plus agité dans le visage des autres, l'indéfinissable et cependant bientôt l'évident. Puis, sous la cohue des fez musulmans et des fez chrétiens, la prunelle, de plus en plus sensible, voit se dessiner nettement des familles de visages, des types de races nombreuses et manifestement différentes. Enfin, un jour arrive où l'œil ne se trompe plus, et où, à

première vue, sans hésiter, il reconnaît le Turc trapu, coloré, placide, obèse dès quarante ans; quelquefois, dans les classes riches, blond, svelte, à yeux bleus, à mains fines, ce qui veut dire une mère circassienne; — l'Arabe, maigre, olivâtre, aquilin, la barbe rare et sombre, l'œil vif malgré l'impassibilité musulmane ; — l'Arménien : tantôt la famille noire, un énorme nez à la Condé sous une barre d'épais sourcils pesamment charbonnés au fusain, et une toison d'ébène sur les mains, sur les phalanges, jusque sous les yeux ; tantôt la famille rose, ce même nez, sur un gras visage fleuri, rasé de près, décoré d'une grosse moustache châtain, tombante, et coiffé d'un fez qui paraît trop petit ; et toujours, dans les yeux, la petite lueur d'une finesse très subtile ; — le Grec, châtain, brun, blond; yeux noirs, ou gris, ou bleus ; mais, quelle que soit la nuance, le visage particulièrement mobile, les sourcils, les mains, les bras en

mouvement, la parole rapide, le timbre aigu, et, dans l'expression, dans l'attitude, dans les détails du costume, quelque chose de familier, d'européen, qui donne au fez, l'apparence de mascarade qu'il a toujours sur nos visages d'Occidentaux ; — le Juif, type classique et connu, mais ici, le plus souvent, blond ou roux, avec des traits mous, usés, souvent les anglaises rituelles sur les tempes, souvent aussi un air de misère résignée, les joues creuses et, hélas ! le nez rouge...

Que d'autres types encore, l'œil exercé discerne sur la toile de ce cinéma : le Persan, à face de miniature hindoue, d'énormes yeux noirs en amande, dans un visage régulier, immobile et pâle ; le Kurde, avec des yeux de Persan dans un visage d'Arménien de la famille noire ; mais des yeux fixes et durs où reluit un potentiel inquiétant d'instincts fauves ; le Syrien, facies arabe, mais d'un sémitisme tantôt plus massif, tantôt plus ef-

féminé, visage de marchand ou de prêtre phénicien plutôt que de cavalier du désert; le Circassien, châtain, plus souvent blond, toujours grand, mince, élégant, presque toujours beau, des traits nets et fiers d'Occidental de haute race, mais avec, cependant, quelque chose d'asiatique, de lointain, d'autre, qui ne trompe point.

Si je m'arrête, ce n'est pas que nous soyons au bout du film. On pourrait encore projeter sur l'écran, les faces rudes et solides des Druses, ces Auvergnats du Liban; des silhouettes d'Ismaïliens, propres descendants des Assassins du Vieux de la Montagne dont parle le sire de Joinville; jusqu'à des profils de Yézidis, derniers adorateurs authentiques du Diable. Il y a de tout dans ce kaléidoscope. Mais les quelques images qui précèdent suffisent pour rendre, semble-t-il, un peu plus vivante et colorée la vérité fondamentale jusqu'à présent trop souvent

demeurée dans l'imprécise et peu convaincante grisaille de l'abstraction : la Turquie n'est pas le pays qu'habitent les Turcs ; les gens à fez ne constituent pas une homogénéité de *Banabaks*. La Turquie, plus encore que l'Autriche, est une expression géographique ; c'est, comme tout fond de kaléidoscope, une mosaïque bariolée, mosaïque de peuples respectivement plus dissemblables que ne le sont les Moscovites des Napolitains. Cette vérité est fondamentale, parce que toute la question turque se résume en ceci : la Turquie est une hétérogénéité souffrante, une mosaïque mal ajustée.

II

Avant de rechercher pourquoi la Turquie est, ou plutôt est demeurée, une mosaïque de peuples, examinons ces peuples de plus près, et, pour la commodité de l'examen, remontons la Turquie du sud au nord.

Arabes : 5.500.000. Il faudrait ajouter 5.000.000 encore si on comptait les Arabes de l'Arabie indépendante et ceux de l'Arabie anglaise[1]. Peuple sémitique, dont la langue est proche de l'hébreu autant que

1. Il va sans dire que tous ces chiffres sont des chiffres approchés. La statistique n'en donne guère d'autres et surtout en Orient.

le français l'est de l'italien. Un bon arabisant se débrouille en hébreu en quelques mois. Peuple très fier de sa race, — les Arabes considèrent qu'ils sont les seuls hommes de pur sang, comme ils tiennent leurs chevaux pour les seuls chevaux de pur sang du monde, — très fier de sa langue, qui est effectivement magnifique, de sa féerique histoire, de sa vaste littérature, et surtout de sa mission divine, puisque c'est la fine fleur des tribus arabes que cette tribu mecquoise de Qoureîch dont sortit le Prophète Mahomet — Messager de Dieu sur la terre, intermédiaire de la révélation du Coran — et dans laquelle doivent être élus les Califes, successeurs du Messager de Dieu. Les Arabes habitent l'énorme étendue de territoire qui comprend la péninsule arabique, naturellement; en outre, à gauche, la Palestine et la Syrie; au centre, le grand désert entre Damas et Bagdad; à droite, l'Irâq et

la Mésopotamie ; soit les gouvernements généraux ou *vilayets* turcs du Yémen, du Hidjâz, de Beyrouth, de Damas, — avec le gouvernement, ou *sandjak* de Jérusalem, — d'Alep, de Bassorah, de Bagdad et de Mossoul, avec le gouvernement de Zor.

Les effroyables saignées pratiquées au moyen âge sur les Arabes par les hordes de Djenghiz-Hân et puis de Timour-Lenk semblent avoir épuisé le génie de leur race. Depuis le quinzième siècle, plus d'art, plus de science, et, peut-on dire, plus de littérature originale en pays arabe. Mais cette race est demeurée pourtant intelligente, fine, courtoise, très capable de s'assimiler notre science dès que le fanatisme ne l'aveugle point, et le prestige en est demeuré tel, malgré le très ancien écroulement du Califat arabe, que sa langue encore règne en maîtresse absolue en Syrie, en Palestine, en Mésopotamie, et que les Chrétiens même

de ces régions se proclament hautement Arabes, quand on leur demande leur nationalité. Les Arabes musulmans sédentaires sont propriétaires fonciers, ou cultivateurs, ou marchands dans les villes ; les Arabes nomades, ou Bédouins, qui campent dans le désert, vivent de l'élevage de troupeaux de chevaux, de chameaux, plus rarement de moutons, et aussi du butin fait sur les tribus ou sur les caravanes dans des expéditions qu'ils considèrent, non point du tout comme du brigandage, mais comme l'exercice tout à fait avouable d'un droit de guerre privée. Les Arabes non musulmans donnent aussi un fort contingent au travail agricole ; mais leur activité se déploie surtout dans le négoce, la banque et les professions libérales. Presque tous les médecins, notamment, sont juifs ou chrétiens en pays arabe.

Arméniens : 1.500.000 (dans l'empire turc). Peuple aryen, c'est-à-dire de la même souche

primitive que tous les grands peuples de l'Europe : Français, Anglais, Russes, etc. La langue arménienne est naturellement aussi de la famille des idiomes que nous parlons en Europe, quoique, il faut bien le dire, les érudits seuls puissent parvenir à le constater : aux oreilles européennes profanes, le son en paraît profondément étranger et, avouons-le, peu harmonieux. Les Arméniens se tiennent, avec raison, pour un peuple d'antique et haute noblesse. Ils savent très bien que, dès l'époque païenne, il existait un royaume d'Arménie dont quelques souverains firent grande figure dans l'histoire. Ils se souviennent que Byzance connut de grands capitaines, et même des empereurs de sang arménien. Il existe une littérature arménienne fort ancienne, une musique populaire arménienne admirable ; ils le savent aussi, et en tirent orgueil. On trouve des Arméniens dans tout l'Empire turc ; la capitale seule et

ses environs en comptent environ 200.000 : banquiers, négociants, avocats, médecins; généralement riches ou fort à leur aise, et tous réputés pour l'extrême acuité de leur intelligence. Cependant le gros de la nation est un peuple de paysans, habitant plus particulièrement le pays alpestre de pics neigeux, de sombres forêts, de prairies vertes, de lacs et de torrents qui s'étend en diagonale du Mont Ararat au nord-est, près de la frontière russe, à Adana au sud-ouest, près de la Méditerranée, ce qu'on appelle la Grande et la Petite Arménie, soit les *vilayets* d'Erzeroum, de Bitlis, de Van, de Trébizonde, de Harpout, de Diarbékir et d'Adana, avec les gouvernements d'Ourfa et de Marach.

Kurdes : 2.000.000. Peuple de race aryenne, parlant une langue propre de la famille du persan.

Très ancien peuple encore, mais dont le bon renom n'égale point l'antiquité. Cinq

siècles avant notre ère, Xénophon fit leur connaissance, en cours de route, comme il ramenait les Dix-Mille ; et il en parle sans tendresse. Aujourd'hui, les grands sont une manière de barons féodaux, vivant dans leurs donjons de la montagne, et imposant aux cultivateurs arméniens des basses terres une protection exigeante, coûteuse, et féroce dès que contrariée ; les petits sont brigands de grand chemin tout simplement, ou bergers, ou portefaix dans les grands ports. Les Kurdes aussi se retrouvent dans toute la Turquie d'Asie : mais leur principal habitat n'a point varié depuis Xénophon. C'est la région montagneuse à cheval sur la grande Arménie et la Mésopotamie.

Grecs : 1.500.000 (je ne compte point ceux de Constantinople dont j'aurai l'occasion de reparler).

Il n'y a point à dire ce que sont les Grecs. Tout le monde connaît ce peuple pres-

tigieux, et ce qu'on a si justement appelé le « miracle grec ». Conservant les traditions anciennes de sa race, comme il en a incroyablement conservé la langue — il faut ne rien connaître au grec moderne pour prétendre qu'il ne ressemble pas à l'ancien — le Grec est, à l'occasion, cultivateur, et habile cultivateur; mais ses préférences sont pour le commerce maritime. Aussi trouve-t-on une bordure de population grecque tout le long de la côte méridionale de la mer Noire, du Bosphore, de la Marmara, des Dardanelles et de la Méditerranée, jusqu'au point où l'arrête la concurrence syrienne, héritière de celle des Phéniciens. D'ailleurs le Grec est homme des villes presque autant qu'homme de la mer. Banquier, négociant, avocat, médecin, il rivalise avec l'Arménien, et souvent le dépasse. A Constantinople, les seules grandes banques indigènes sont des banques grecques. Enfin, le Grec ayant un

goût et un talent spéciaux pour la vente au détail des denrées coloniales et des spiritueux, on le retrouve, dans l'Empire ottoman, partout où il y a un épicier; disons, techniquement et plus noblement, un *bakkal ;* c'est-à-dire dans tout l'Orient turc.

Israélites : 200.000. Presque tous immigrés d'autrefois ou d'aujourd'hui : émigrants d'Espagne (Constantinople, Smyrne) ; émigrants de Russie et de Roumanie (Palestine) ; exilés antiques de Jérusalem (Bagdad).

Les Israélites de Turquie ne ressemblent en rien aux magnifiques Messieurs de Francfort. Quelques-uns s'élèvent à la fortune et à l'influence par l'exercice habile de la médecine ou de la profession d'avocat ; mais la plupart sont de très modestes gens, gens de petit commerce, de petits métiers, ou de très humble travail manuel : bateliers, portefaix. En Palestine, ils se sont essayés au travail agricole, avec succès. Les Israélites de Tur-

quie parlent espagnol, sauf dans les provinces arabes, où ils parlent arabe comme tout le monde.

Récapitulons. Dans cette Turquie, vieille de six siècles, subsistent cinq races non turques, deux sémitiques : Arabes et Juifs ; trois aryennes : Grecs, Arméniens, Kurdes. Or, entre ces races entre elles, entre ces races et la race conquérante qui les gouverne depuis si longtemps, il ne s'est produit aucune fusion ; elles sont demeurées imperméables les unes aux autres comme si on les avait respectivement enfermées entre des cloisons étanches. Ces races se comprennent à peine. En deçà de la limite des provinces arabes, le turc, généralement mal su et encore plus mal prononcé, une espèce de turc petit-nègre, sert tant bien que mal, je ne dirai pas de trait d'union, mais de moyen de compréhension rudimentaire ; au delà de cette limite, tout ce qui n'est pas arabe n'est plus com-

pris ; l'immense majorité des Arabes, musulmans ou chrétiens, ne sait le turc ni bien ni mal, elle ne le sait pas du tout. Peut-être ne sera-t-il pas inutile de signaler ici, entre parenthèses, que le turc et l'arabe sont deux langues essentiellement différentes, se ressemblant à peu près autant que le malgache et le français.

En outre, ces races ne s'aiment pas. Au fin fond du cœur, l'Arabe se croit au-dessus de tout ce qui n'est pas lui-même, comme seul noble et préféré de Dieu ; le Grec est convaincu de son infinie supériorité de race et d'intelligence ; l'Arménien a l'intime conviction que seul, il est véritablement « très fort » ; le Kurde a, pour ses voisins, le beau mépris qu'avait le baron-brigand du Rhin pour la racaille marchande qu'il détroussait ; le Juif pense à Abraham, à Moïse, à David, et ne se compare même pas. Et toutes ces races, à l'exception des Juifs qui n'ont pas

eu à en souffrir, détestent le Turc. Les Arabes, les Arméniens, les Grecs le considèrent comme un barbare malfaisant; les Kurdes même, qu'il réduisit par d'impitoyables massacres, l'exècrent comme un concurrent féroce; et le Turc répond à ce concert de haines par la sérénité du plus indifférent dédain.

Voilà une mosaïque bien cimentée.

Et pourquoi ?

C'est une question de droit musulman et de psychologie turque.

III

J'étonnerai beaucoup de lecteurs en disant que l'islamisme n'est pas une religion fanatique, dans la mesure où, par fanatisme, on entend un désir ardent de propager sa foi, de faire des prosélytes, accompagné d'une impulsion irrésistible à persécuter, à annihiler ceux dont les yeux s'obstinent à ne point s'ouvrir à ce que l'on croit être la vraie lumière. On chercherait en vain dans l'histoire musulmane des faits semblables à celui de la guerre des Albigeois, des institutions rappelant, même de loin, l'Inquisition et les autodafés. L'Islam n'est pas fanatique, il

est orgueilleux. Le Musulman nourrit à l'égard du sujet chrétien des sentiments très analogues à ceux dont était imbu un gentilhomme de l'ancien régime vis-à-vis du roturier; sentiments que le duc de Saint-Simon, dans ses *Mémoires*, exprimait si naïvement et si bien, quand, voulant faire l'éloge de quelque homme de roture, il commençait par en dire qu'il était « respectueux ». Comme jadis l'ancienne noblesse, les Musulmans se disent : « Nous sommes en porcelaine, les autres sont en terre de pipe » ; ce qui exclut complètement l'idée d'inciter la terre de pipe à se muer en porcelaine. Certes, quand un Chrétien se convertit à l'Islam, on fait mine de se réjouir, on passe une main officiellement caressante sur le dos de la brebis entrée au bercail ; au fond, on la méprise autant que nous nous gaussons d'un bourgeois qui achète un titre de comte du pape.

Ces sentiments ont leur base dans la con-

ception musulmane du monde et de la vie. Imaginez un immense Ordre de chevalerie, mille fois le Temple ou Malte, qui serait infiniment ambitieux et parfaitement tolérant; et, comme Grand-Maître, le Calife : c'est l'Islam. Aucune notion géographique de patrie. Le monde se divise en deux parties, d'étendue et de limites indéfiniment variables : la Terre d'Islam, là où l'Ordre a ses commanderies et fait régner la loi d'Allah sous l'autorité du grand maître; et la Terre de Guerre, où règne la loi des Mécréants, qu'il faut combattre. A la base du droit public, un droit de la guerre; le premier droit de la guerre méthodique et complet qui ait été élaboré au monde; et d'ailleurs fort chevaleresque. Si la guerre est déclarée, même à l'occasion d'une agression ennemie faite par traîtrise, on doit donner à tous les sujets ennemis séjournant en terre d'Islam congé de partir librement; bien plus, on doit escor-

ter les femmes et les enfants jusqu'à la frontière, afin d'être assuré qu'ils ne seront point molestés. Pendant les opérations, défense de toucher aux femmes, aux enfants, aux vieillards, aux prêtres, aux gens de négoce, métier ou service, inhabiles à la guerre. Le plus important traité de droit public musulman donne le « précédent » suivant, car le droit musulman, comme le droit anglais est un droit de « précédents ». Un compagnon du Prophète combattait, un jour, avec le propre sabre de Mahomet, que le Prophète lui avait confié pour honorer sa vaillance. Ayant jeté à terre un adversaire très valeureux qui se battait la visière baissée, il s'apprêtait à le sabrer, quand le vaincu poussa un grand cri, et il y reconnut une voix de femme. « Et, dit-il, louanges à Allah! je pus m'arrêter à temps, et éviter au sabre du Prophète le déshonneur de frapper une femme. »

Ce droit n'ordonne nullement à la chevalerie d'Allah d'exterminer les mécréants à moins qu'ils ne se convertissent. Il commande de leur laisser le choix entre l'Islam, ou l'impôt, « payé avec humilité ». S'ils payent l'impôt, et se montrent « respectueux » comme le bon roturier de Saint-Simon, non seulement leur vie, leur honneur et leurs biens, mais leur religion et leur langue même doivent être respectés à l'égal de ceux des Musulmans. La grande différence consistera en ce qu'ils ne seront point admis à porter les armes, ni élevés à des postes de commandement militaire ou civil, à rien de ce qui comporte ou entraîne l'exercice d'une autorité quelconque sur des Musulmans. Car un célèbre verset du Coran dit : « Allah ne donnera point aux Mécréants le pas sur les Croyants. »

On conçoit à quelles conséquences pratiques aboutit ce système de tolérance hau-

taine : la division de la population en deux classes, celle qui se bat et qui commande, et celle qui travaille; celle qui paye l'impôt, et celle qui en vit. Les Musulmans, je me hâte de le dire, sont également astreints à payer des impôts dans le droit de l'Islam. Mais notez la différence : les impôts payables par eux sont qualifiés de « purification », et constituent une sorte de taxe des pauvres, affectée au soulagement des indigents; les impôts payés par les Mécréants, par contre, sont considérés comme une « amende », la peine de la mécréance, et le produit doit en être entièrement affecté au maintien en état de la force militaire de l'Islam, et, au paiement des appointements, plus exactement des « aliments » dus aux Croyants qui servent l'Islam de leur sabre, sur le champ de bataille, ou de leur roseau à écrire, dans les bureaux.

L'organisation de la conquête musulmane

fut, partout, — effectuée suivant le génie spécial à chaque race conquérante, — la fidèle application de ces théories, élaborées par les jurisconsultes de Bagdad vers l'époque où régnait Charlemagne.

On n'en conçoit pas qui pussent convenir davantage à la psychologie de la race turque, dont il faut maintenant parler.

IV

Les Turcs sont quelque huit millions.

C'est un peuple de sang tartare à l'origine, mais d'un type si profondément modifié par les croisements ou l'effet bien connu de l'ambiance et du milieu, que le facies primitif, jaune, aux yeux bridés, à la barbe rare, qu'on voit au Turkestan, a complètement disparu. Ils parlent toujours une langue tartare, langue d'un son agréable, et même tout à fait prenant quand elle est parlée par les femmes, d'une régularité grammaticale géométrique, mais d'une formation et d'une disposition de mots, et surtout de verbes, effa-

rantes aux cervelles aryennes ou sémitiques, tant elles sont prodigieusement à part. Qu'il me soit permis de donner deux exemples au hasard : la phrase, « il paraît qu'ils ne viendront pas » se rendrait en turc par *un seul mot ;* la phrase « je crains que vous ne puissiez pas comprendre », par *deux mots*. Comme on le dit dans *le Bourgeois gentilhomme*, c'est une belle langue que le turc, et qui exprime beaucoup de choses en peu de paroles. Soyez assurés que Molière, quand il écrivit le célèbre passage, fut inspiré par quelque Interprète du Roy pour les Langues orientales, encore qu'il ne s'y trouve pas un mot de turc authentique.

Cette langue abominablement difficile est d'une singulière et intéressante pauvreté : elle manque de termes pour exprimer ce qui ne peut ni se voir, ni se toucher, les idées abstraites ou générales. Des mots tels que administration, finance, justice, ou, tout

simplement, temps, heure, minute, n'existent pas. On y supplée en puisant dans le vocabulaire arabe pour les termes administratifs, dans le vocabulaire persan pour les termes poétiques, tellement qu'un document turc est comme une tapisserie où seule la trame est turque, mais dont les laines et les soies sont toutes arabes ou persanes.

Le turc, enfin, comporte une phraséologie d'une politesse singulière. Un ami turc de vingt ans qu'on voudrait aider à remettre son pardessus, vous dirait le plus naturellement du monde : « Grâce ! mon seigneur ; n'ordonnez pas la confusion de votre esclave. » On ne dit pas : Entrez ! Mais : Ordonnez ! — Plaît-il ? mais : Ordonnez ! — Donnez-moi du feu, mais : Ordonnez la grâce d'une allumette ! Le verbe « ordonner » fait le fond de la langue polie.

Si je me suis quelque peu étendu sur la langue turque, c'est qu'elle est caractéristique

de la race, dont elle est une fidèle image; race à âme très à part et très simple, présentant des qualités qui attirent, à côté de lacunes qui déconcertent, et qui terrifient quand l'inconscience de ces lacunes détermine les plus néfastes incompréhensions, avec les plus sanglantes conséquences.

Léon Cahun, qui a écrit des romans historiques délicieux sur les Turcs et les Mongols, possédait, à défaut de la connaissance de leur langue, un don d'intuition pénétrante qui l'a amené à deviner l'âme turque merveilleusement quand il l'a décrite comme étant, en bloc, une âme de soldat-né; non pas du soldat par discipline patriotique de nos jours, artisan, boutiquier, professeur, qui endosse l'uniforme et part se faire casser la figure parce que l'honneur national et le salut public l'exigent, mais du soldat professionnel de jadis, qui s'engageait à seize ans par goût, passait sa vie au camp ou au quar-

tier, et mourait sur le champ de bataille ou aux Invalides, n'ayant jamais conçu d'autre organisation sociale que celle d'une caserne, d'autre morale que la discipline militaire, d'autres aspirations que celles du troupier en service ou en permission.

Le Turc a la bravoure militaire intégrale, l'intrépidité foncière, inconsciente, magnifique, celle qui fait marcher au feu le cœur calme, le jarret élastique, sans la moindre pensée donnée à la douleur et à la mort. Il a la bonhomie du soldat, et aussi sa cordialité, sa générosité d'accueil, et encore cette espèce de candeur presque enfantine qui conserve une âme confiante et transparente de Saint-Cyrien à beaucoup d' « huiles » à trois étoiles. Les paysans, les rares négociants turcs, sont d'une droiture, d'une sincérité antiques. Le Turc, enfin, a cette politesse de soldat, exacte et grave, qui, au moment des saluts nécessaires, fait de bois les plus jeunes visages.

Comme le soldat de profession, le Turc n'est ni un intellectuel ni un homme d'affaires. Il noircit beaucoup de papier, mais pour la corvée d'administration, et l'idée d'une banque montée et administrée par des Turcs fait sourire autant que ferait celle du Porthos des *Trois Mousquetaires* gouverneur de la Banque de France.

Les Turcs ont fait leur entrée dans l'histoire comme soldats mercenaires, mercenaires excellents, solides, parfaitement disciplinés : comme à l'aube de son histoire, le Turc a la religion de la fidélité au chef dont il mange la solde, et même c'est sa principale religion. Pour lui, comme pour le soldat de métier, le critérium du bien ou du mal est simple : c'est ce qui est ordonné ou défendu par les chefs. Et de même le péché sans rémission, le péché contre l'esprit, c'est l'hésitation à exécuter un ordre, ou la discussion de cet ordre, car ceci constitue, moralement,

le « mauvais esprit », et, pratiquement, le « refus d'obéissance », passible des plus sévères punitions. Le critérium de la valeur humaine et des égards qu'on lui doit est très simple encore : c'est le grade militaire, ou civil assimilé au militaire; il n'existe point d'autre échelle sociale en Turquie; l'aristocratie de naissance, notamment, y est complètement inconnue.

Le Turc est sobre, mais comme le soldat de profession, par nécessité, pas par tempérament ni par aspiration idéale. Le soldat, s'il le faut, vivra sans murmurer de biscuit moisi, de légumes crus, et boira l'eau des mares; mais la ville prise, si les chefs ferment les yeux, il videra les caves et les garde-manger, et chiffonnera les gorgerettes : de même, le pauvre paysan turc, buveur d'eau et mangeur de légumes, est le modèle achevé de la sobriété humaine; mais le Turc d'escarcelle suffisante est très généralement gros

mangeur, grand buveur, et coureur infatigable. Plusieurs sultans furent ivrognes : les fameux janissaires buvaient comme des trous. Trop souvent encore, comme un mauvais *marchi* qui tripoterait avec le boucher, le Turc est un fonctionnaire corruptible; le régime hamidien en a pourri des milliers : la solde n'était payée que quatre mois sur douze, et les yeux étaient fermés sur tout absolument à la seule condition que l'on se montrât dévoué au maître.

Enfin la morale particulière au soldat de profession peut lui faire accomplir naïvement des choses terribles. Quand Carrier envoyait à la noyade les femmes et les enfants des paysans vendéens, des soldats faisaient la haie aux portes des prisons nantaises. Ce n'étaient pas de mauvaises gens du tout; les victimes remarquaient leur air navré; mais ils faisaient quand même la haie pour les empêcher de fuir : service commandé ! Le Turc, et sur-

tout le paysan turc, a, par tempérament, la placidité et la douceur des grands buffles noirs d'Anatolie. Mais quand les Grecs en 1821, les Arméniens en 1896, furent dénoncés par les grands chefs comme coupables de rébellion et d'intelligence avec l'ennemi, ils furent décimés affreusement.

V

A de telles âmes, l'Islam, telles qu'elles le comprirent, dut paraître admirable.

Chaque peuple ne tend-il pas à faire de la religion, suivant son génie, ce qu'il voudrait qu'elle fût? Dans l'Islam, le Persan, artiste, sensuel et mystique, trouva le sujet de poétiques développements de métaphysique amoureuse; pour l'Arabe, logicien et ergoteur, il devint matière à la composition d'une immense bibliothèque de controverse théologique et de jurisprudence; le Turc, soldat-né, y vit la religion du parfait militaire. La vie, une longue campagne, avec

ses fatigues et la frénésie des triomphes ; le Paradis, une éternelle permission dans un harem merveilleux : des jardins ombreux, de frais ruisseaux, et l'amour d'adolescentes incomparables ; la certitude du Paradis, quoi qu'on fasse, si on est bon soldat et bon croyant. Et de même qu'on est bon soldat si on obéit au chef galonné, on est bon croyant si on obéit au chef turbanné. Car la morale religieuse a une allure évidemment toute militaire : le Bien et le Beau, c'est ce qui est « ordonné » ; le Mal et le Laid, c'est ce qui est « défendu ». Un infini entre-deux constitue les choses permises. Et, par exemple, le vin est défendu : mais l'eau-de-vie de marc parfumée à la résine de mastic, le « raki », ne l'est pas ; donc elle est « permise » ; ce qui est agréable. La foi est donc une nouvelle discipline, facile à comprendre et acceptable. Pour l'esprit, aucun effort, aucune fatigue. Depuis longtemps le droit de libre

examen, de méditation et d'interprétation personnelle des textes sacrés, ce droit capital du pur islamisme primitif, est mort dans l'Islam turc. On ne discute plus, on obéit au turbanné ; lequel ne médite plus, et se fait l'esclave passionnément aveugle des anciens précédents. Rien non plus, dans la pratique du culte, qui puisse surmener l'intelligence : répétition quotidienne de gestes et flexions, toujours les mêmes, accompagnée de quelques phrases courtes, toujours les mêmes, en une langue incompréhensible, mais sacrée. Moyennant cela, on est cette chose incomparable, le mercenaire de Dieu sur la terre, le militaire du droit divin, roi au milieu du troupeau des mécréants, éternels pékins, irrémédiables embusqués. Enfin, l'Islam n'organise-t-il pas le gouvernement des pays conquis avec une simplicité toute militaire ? Entré dans la place, on dit à l'habitant : « Que personne ne bouge ! Qu'on

continue à travailler, à prier, à faire tout ce qu'on voudra ; à la condition de ne pas broncher, de payer les contributions, et de saluer les chefs. » C'est très simple. Et c'est très exactement ce qui se passa en 1453, quand Mahomet II entra à Constantinople. Le patriarche grec, chef de la nation après l'empereur, avait été sabré dans la furie de la prise d'assaut. Le sultan, d'urgence, en fit élire un autre, le rassura, l'invita à continuer à exercer librement son autorité, et le traita, en somme, infiniment mieux que la *Kommandantur* allemande ne traite le cardinal Mercier. Et tout alla fort bien jusqu'en 1821. Alors les Grecs se révoltèrent, et le Patriarche fut pendu. C'est extrêmement simple.

VI

Ce qui se passa à Constantinople en grand, se passa partout ailleurs en petit. En Anatolie seulement, où la migration turque s'était premièrement établie, et où se fonda sa puissance, le Turc s'installa à demeure, et devint un peuple de soldats-laboureurs. Jusqu'à ce jour, le noyau compact de la race est là, dans la grande péninsule bornée par la mer Noire et les Détroits au nord, la Méditerranée à l'ouest et au sud, et à l'est par une ligne qui descendrait tout droit de Samsoun à la mer. Les Turcs y sont 5 millions sur 6 millions d'habitants. Ils ont également dé-

bordé en groupes compacts dans la Grande et la Petite Arménie : 2 millions sur 5 millions. Dans toute la vaste étendue du reste de l'Asie, le conquérant se borna à installer des commanderies ; en tout point commercialement ou stratégiquement important, une garnison et quelques fonctionnaires turcs ; officiers et fonctionnaires vivant entre eux, ignorant la langue de l'habitant, ne se mêlant ni de son culte, ni de son état-civil, ni de ses écoles, ni de ses hôpitaux, ni même de sa législation et de sa justice en ce qui touche les droits de famille, et ne demandant que trois choses : les impôts, le respect, et qu'on ne s'adressât à eux qu'en turc.

Toute conquête est une forme d'exploitation de l'homme par l'homme ; mais il y a des nuances dans la manière. Celle-ci, malgré la réelle tolérance qu'elle comporte, est une des plus insupportables. Une commanderie qui ne reste que cela, c'est-à-dire une instal-

lation gouvernementale de conquérant qui ne tend ni à s'assimiler les conquis, comme firent les Romains en Gaule, ni à s'assimiler aux conquis, comme firent les Normands en Angleterre, ne peut jamais être aimée, même si elle se montre diligente, sage, et douce, parce qu'aux nationalités vaincues, laissées intactes mais abaissées, elle ne cesse de personnifier la chose blessante et pénible entre toutes : une domination étrangère de pure contrainte. Que cette contrainte faiblisse, et c'est l'insurrection fatale. Un génie puissant et terrible, le sultan Sélim, père de Soliman le Magnifique, lut dans l'avenir, comprit le danger, et voulut l'écarter par un geste de despote oriental. Il conçut le dessein de faire de tous les habitants de la Turquie un seul peuple, parlant une seule langue, en donnant aux Chrétiens et aux Juifs le choix entre l'Islam et le sabre, et en imposant l'adoption et l'emploi exclusif de la langue

arabe. Aucune puissance au monde n'était alors de taille à s'opposer à un tel dessein, par la force. Honorablement, les turbannés y opposèrent une résistance morale invincible : en droit sacré, déclarèrent-ils, la chose projetée était « défendue ». Le Sultan n'osa passer outre. Les chrétientés d'Orient furent sauvées par le droit musulman, et les choses suivirent leur cours fatal.

L'administration provinciale turque se préoccupa peu de tout au moins le ralentir. En règle générale, les commanderies du conquérant furent rien moins que sages, diligentes, ou douces. Il y aurait erreur à croire et calomnie à dire que tous les gouverneurs de provinces turcs eurent des âmes de soudards sans capacité. La Turquie a connu des administrateurs provinciaux pleins de zèle et d'honneur, possédant à un haut degré le sentiment de leurs devoirs et de leur dignité ; pour ne pas remonter loin, le souvenir des

Midhat, des Ahmed Véfiq, des Hussein Hilmi, est encore dans toutes les mémoires. Mais incontestablement ce fut l'exception, du moins à dater du règne du sultan Abdul Hamid ; et l'aveugle égoïsme, l'incurie incroyable, manifestés par l'administration provinciale turque auraient frappé et éloigné des races moins intelligentes que les Arabes, les Grecs et les Arméniens.

A la commanderie, on vivait bien. Le Pacha achetait de belles Circassiennes pour son harem, de beaux chevaux arabes pour ses écuries, des tapis de Perse chatoyants pour les nattes de son palais, de son *konak* pour parler turc. Au coucher du soleil, il réunissait ses fidèles collaborateurs autour d'un immense plateau en cuivre ciselé, chargé de hors-d'œuvre, de carafes de raki et de pyramides de cigarettes. On buvait et on fumait prodigieusement. Trois, quatre fois, le plateau était emporté, rapporté, chargé

de carafes et de raviers pleins. Enfin Son Excellence frappait dans les mains : le dîner ! Dix ou douze plats ; puis les pâtisseries grasses et affreusement douces de l'Orient ; enfin le café sans sucre, de nouveau les cigarettes, et on était mûr pour le harem.. Le lendemain, grasse matinée, comme bien on pense ; l'après-midi, deux ou trois heures consacrées à bâcler les affaires, puis, le soleil se couchant, recommencement de la fête. Pendant ce temps-là les routes se défonçaient, les ponts croulaient, les ports s'envasaient, les bureaux ouverts au public, les tribunaux, devenaient affreusement sales et malodorants ; on ne se donnait même pas la peine de remettre les carreaux cassés. La riche Asie, où les Proconsuls, jadis, faisaient fortune en un an, tout en bâtissant des temples, des aqueducs, des thermes et des amphithéâtres, et en envoyant des millions au trésor du Sénat et du Peuple romain, l'Asie se cou-

vrait de ruines et de champs en friche.

La commanderie n'en avait cure. Le plus souvent, si quelqu'un s'était permis de faire remarquer cet état de choses, elle aurait bonnement répondu que cela ne la regardait pas ; qu'elle n'avait pas d'instructions ; qu'elle était là pour faire rentrer l'impôt et maintenir l'ordre.

Et tant que l'impôt rentrait, que l'ordre régnait, le Pacha était bon enfant. Une couche épaisse de cordialité majestueuse recouvrait le concept de la porcelaine et de la terre de pipe, d'ailleurs subsistant. A tout venant, au plus pauvre, porte ouverte, table ouverte, enchantement, si quelqu'un venait vigoureusement tenir tête à l'heure du raki. Même si l'impôt ne rentrait pas, à moins que Stamboul ne talonnât par trop pour de l'argent, bonhomie encore, trésors d'indulgence quand c'était un simple retard de négligence. La Turquie connaît des arriérés d'impôt de dix

et de vingt ans. Mais qu'il y eût discussion, mauvais esprit, impertinent désir de connaître ce que devenait cet impôt dont rien, absolument, ne profitait aux contribuables, et soudain le vieux fond tartare, militaire et discipliné, partant foncièrement autoritaire, remontait violemment à la surface. Il ne venait même pas à l'esprit qu'on dût ou pût pactiser avec ces « rouspétances » de la terre de pipe. Refus d'obéissance ? Les gendarmes, la « boîte », le « passage à tabac » ! S'il venait s'y adjoindre le moindre soupçon de tendance à l'indépendance, d'espérances en un appui étranger, les choses se gâtaient tout à fait. Alors quoi ? Rébellion ? Intelligence avec l'ennemi ? Et c'était la garnison en marche, l'autorisation de faire feu, trop souvent la répression immédiate et impitoyable, les exécutions en masse, nous dirions : les massacres. D'ailleurs, aucune distinction entre les religions diverses : lés

bontés de l'administration s'étendaient équitablement sur tous ; la notion de la terre de pipe, évoluant, avait fini par englober tous les contribuables, les Musulmans comme les autres. Les Arabes et les Druses en savent quelque chose. Je parlerai plus tard des paysans turcs : ils sont peut-être les plus à plaindre.

Sans doute ce tableau est celui du fond extrême du mal, exceptionnel autant que l'est le haut sommet du bien. Mais avec un peu moins de raki, un peu plus d'intelligence, souvent une vague conscience des responsabilités du pouvoir, de ci, de là, des velléités de faire quelque chose, de tracer une route, d'épurer un personnel trop notoirement incapable ou corrompu, velléités simples, aboutissant rarement à la persistance ferme d'une volonté arrêtée, telle fut l'attitude moyenne, habituelle, de la commanderie turque, abandonnée à elle-même, à la veille de la révolu-

tion de 1908. Je ne pense pas qu'il se trouve un seul homme ayant connu cette Turquie là qui prenne sur lui de me démentir. Et dès, lors, on ne se demandera plus, j'imagine pourquoi la Turquie est une mosaïque mal ajustée, mais bien par quelle aventure la mosaïque a pu tenir aussi longtemps avec un ciment d'aussi insuffisante qualité. Pour s'en rendre compte, il faut reporter son regard sur l'autorité centrale, dont longtemps l'esprit politique parvint à corriger, en tous cas à pallier, les vices du système. L'intérêt de l'examen est, pour nous, d'autant plus vif qu'à cette occasion nous-mêmes commençons à entrer en ligne de compte.

VII

« Le premier qui fut roi fut un soldat heureux. » Le mot célèbre est joli : n'en déplaise au grand homme, il n'est pas exact. Murat fut un soldat prodigieusement heureux; pendant quelque quinze ans, il ne cessa d'abattre des neuf triomphants au baccara de la mort. Quand il voulut tâter du métier de roi, il se fit fusiller misérablement. Le premier qui fut roi, fut un soldat malin. Les enthousiastes gagnent les batailles, les habiles en profitent. Voici en quoi consista la capitale habileté des chefs turcs qui réussirent à fonder un grand empire et à conser-

ver le pouvoir souverain dans leur famille pendant six siècles, ce à quoi il n'est point d'exemple qu'ait suffi la cervelle d'un ordinaire capitaine de lansquenets.

Certaines races sont complètes. Les Grecs battirent les Barbares à Salamine ; parmi les combattants se trouvait un prodigieux artiste qui fit de la défaite des Perses le sujet d'une inimitable tragédie. Les Romains joignaient à des talents militaires jamais dépassés le génie du droit, et la plus pratique entente des affaires. Le vertueux Brutus, dont tant de « purs » s'honoraient d'arborer le nom aux temps mythologiques de l'an II, faisait de l'usure avec âpreté. D'autres races sont moins aimées des Dieux. Dans leur cervelle il y a un trou, ou des facultés endormies en une telle léthargie qu'à leur place paraît être le noir du néant. Les marchands de Carthage, les bourgeois de Florence et de Pise, le patriciat même du Livre

d'or vénitien, avaient au plus haut degré le flair mercantile, la profondeur et le tact diplomatiques. Quant à la bosse militaire, elle n'apparaissait qu'aux fronts d'une très petite élite. C'était une lacune à combler. Ils engagèrent des soldats mercenaires, et dirigèrent des batailles que livrait le bras d'autrui. Les sultans turcs, souverains d'un peuple de troupiers, représentent l'élite complète dans une immense majorité d'incomplets. Ces princes de la dynastie d'Osman furent souvent de terribles hommes, quelques-uns ivrognes, nous l'avons dit, d'autres débauchés frénétiques, d'autres encore irrémédiablement paresseux. Mais ce sont les tares perceptibles dans toute famille très étendue dont on pourrait scruter l'hisoire pendant des siècles. Abdul-Hamid, notamment, est un monstre dans la famille, l'enfant déplorable dont on ne parle pas aux étrangers. En général les sultans furent non seulement

braves, ce qui est naturel au sang turc, mais intellectuels et artistes, et l'histoire de la Turquie est un dramatique tableau de la lutte de leur intelligence contre la bêtise égoïste et brutale des soudards, et l'aveuglement intégral et haineux des turbanés. Mahomet II le Conquérant, insoucieux du dogme musulman qui interdit la figuration du visage humain, manda, pour peindre son portrait, le Bonnat du temps, le Vénitien Bellini. Le portrait nous fut conservé. Considérez ce pâle visage, ce nez délicat et busqué, l'arc de ces fins sourcils au-dessus des sombres yeux en amande, et dites si c'est là le mufle aviné d'un rittmestre quelconque de Reîtres-Noirs. Le farouche Sélim, auquel j'ai fait allusion, fut un écrivain précieux, et a laissé des poésies turques, arabes, et persanes excellentes. Qui n'a pas visité l'exquis harem du Vieux Sérail à Stamboul ne peut pas concevoir l'harmonie ravissante des faïences,

le contournement imprévu et délicieux des bois sculptés que commanda, pour le plaisir des favorites, le goût délicat des sultans.

Ces Sforza entre les condottieri du commun jugèrent leurs hommes. Eux certes, n'étaient pas l'unique élite dans la race. De ci, de là, brillait dans les commanderies provinciales une intelligence qu'ils s'attachaient. Mais il n'y avait pas à se faire d'illusions : leurs Turcs, parfaits quand il s'agissait de bien donner des coups et de les bien recevoir, étaient de la plus insuffisante médiocrité dans la besogne toute différente qui commence quand, ayant taillé, il s'agit de cou-dre. Comme le lettré turc qui, dans la pénurie de sa propre langue, puise au sac arabe ou au sac persan les indispensables termes abstraits qui lui font défaut, les sultans turcs allèrent chercher en des races étrangères les indispensables cervelles abstraites qui manquaient à leur propre peuple.

Et ainsi, ils comblèrent le trou de la cervelle ethnique à la façon des hommes d'État de Florence, de Venise et de Carthage, seulement à un endroit diamétralement opposé et, partant, en sens contraire. Ce n'était pas la bosse militaire qui manquait à saillir au front turc; c'était la bosse civile. Ils engagèrent des mercenaires civils.

D'abord, — porcelaine entre les porcelaines et hautaine au suprême degré, mais encore plus intelligente, — les sultans appelèrent à eux la terre de pipe. Le Divan se remplit de Grecs et d'Arméniens. Les Grecs étaient employés à la diplomatie, à l'administration civile, aux beaux-arts; les Arméniens, aux finances et, plus tard, aux beaux-arts aussi. Un Grec, dont la race se dissimule à trop d'yeux sous le voile de son nom turc de Kodja Sinân, construisit des aqueducs, des hammams, des mosquées innombrables et admirables, entre autres les plus belles

mosquées de Turquie : la Suleimânîyeh, à Constantinople et la Selîmîyeh à Andrinople. Dans la besogne diplomatique et administrative, les Grecs se firent apprécier tellement que les Grands Seigneurs leur confièrent les plus hauts emplois. Les Grecs du Phanar, le vieux quartier byzantin de Stamboul, firent souche de princes en Moldavie et en Valachie — la Roumanie de nos jours — qu'ils gouvernèrent comme hospodars. La couronne fermée des Ypsilanti, des Ghika, de tant d'autres familles grecques ou roumaines, n'a pas d'autre origine. Les Arméniens se montrèrent artistes moins éminents. Les palais qu'ils édifièrent ne souffrent point la comparaison avec les conceptions de Kodja Sinân. Mais ils surent administrer les finances de l'État, du Sultan, des grands dignitaires avec un assez joli tour de main pour édifier des fortunes princières et, en même temps, un sens si habile de l'intérêt

des maîtres que jusqu'à ces derniers temps la nation arménienne, en Turquie, était dénommée, par les Turcs, la Nation fidèle.

Ainsi l'élite turque, très réelle, — je rappellerai à ceux qui eurent le loisir de feuilleter une histoire turque le nom des Kieuprulu, des Mehemmed Râghib, entre plusieurs autres — surveillait les commanderies provinciales, envoyait les instructions nécessaires pour vaincre la paresse et l'incurie, destituait les pachas impossibles ; au bon vieux temps, s'ils se montraient encombrants, les faisait bonnement étrangler. L'élite chrétienne suppléait, dans la partie plus particulièrement, plus délicatement civile de l'administration, au peu de goût et au peu de capacité qu'y témoignait le génie turc. Mais le sens politique des sultans ne se borna pas à employer les Chrétiens aux affaires, un peu comme Louis XIV employa les bourgeois. Leur regard, dépassant les limites de leur

empire, chercha partout où embaucher les indispensables mercenaires civils; il atteignit jusqu'à la région lointaine et pour eux si étrange des grands royaumes chrétiens d'Occident. Le premier des royaumes avec lequel une conversation s'engagea, fut la France. François Ier et Soliman le Magnifique causèrent. Et dès lors, entre la France et la Turquie se nouèrent les liens d'une collaboration qui persista, à travers les siècles, jusqu'à nos jours, jusque hier, jusqu'à ce fatal 29 octobre 1914 où la Turquie, par un dernier triomphe des soudards, assuma le rôle stupide et mortel de la bête à diversions, et se tourna contre ses plus vieux amis.

VIII

Le rôle et la position de la France en Turquie tiennent tout entiers en ces mots considérables : immenses services et primordiale influence. Je dis bien : primordiale influence. Que ceux qui pensent à l'Allemagne veuillent bien patienter. La détermination de son rôle, mince autant que néfaste, viendra. Les Français, furent, entre tous et avant tous, les bons mercenaires intellectuels ; loyaux, cela va sans dire ; et autrement utiles dans l'ordre civil que ne furent jamais, dans l'ordre militaire, Suisses ou Écossais, car ceux-là gardaient simplement, tandis que les Français créèrent.

La France créa, en Turquie, d'abord le commerce d'exportation et d'importation, qui, prospère, à la vérité, avant la chute de Byzance, aux mains des Génois de Galata et des Vénitiens de la Corne d'Or, languissait depuis 1453, tout près de s'éteindre. Le grand et sage sultan Soliman le Magnifique ayant accordé, par les célèbres Capitulations, l'immunité de juridiction et mille garanties contre l'arbitraire des soudards aux marchands « francs », et à ceux qui trafiqueraient dans les eaux ottomanes en naviguant sous la bannière de « l'Empereur de France », la côte turque se couvrit de comptoirs, principalement français ; et ce fut, entre l'Orient et l'Occident, un échange de richesses incroyable. La France eut la récompense de ce service. Marseille détrôna complètement Gênes et Venise, et l'on se mit à parler français dans les ports turcs.

Ensuite, la France créa en Turquie l'in struction publique.

A l'origine, ce fut par l'entremise de ses religieux. Soliman avait accordé les mêmes immunités qu'aux marchands à tous les prêtres, moines et pèlerins catholiques, dont il reconnut pour protecteur l' « Empereur de France ».

Les prêtres et les moines de France vinrent en foule, et firent, non point des prosélytes — le Musulman ne se convertit jamais — mais des élèves, qui eux aussi apprirent et parlèrent le français.

Plus tard cette œuvre d'instruction publique s'étendit et s'éleva singulièrement. La France, créa, en Turquie, l'enseignement secondaire moderne et même, partiellement, l'enseignement supérieur. Le seul lycée du Gouvernement ottoman qui comporte un cycle d'études méthodique et complet, amenant l'élève jusqu'à une épreuve finale équivalant au baccalauréat, est, à Constantinople, le lycée de Galata-Sérail, fondé sur les conseils et avec

l'assistance officielle du Gouvernement français ; jusqu'à ce jour, l'enseignement y a été donné en français par des professeurs venus de France.

Dans ce lycée, à l'usage des élèves ayant obtenu le diplôme de l'enseignement secondaire, on institua une branche du moins de l'enseignement supérieur : des cours de droit; cours professés, naturellement, en français, et cours excellents, qui ne cessèrent que parce que le Gouvernement ottoman, incité par l'exemple, fonda à Stamboul une École de droit turque sur le modèle de l'École de de droit de Paris.

Quant à l'enseignement français de la médecine, il n'a jamais cessé. Les Jésuites français fondèrent à Beyrouth une École de médecine qui, par la collaboration de maîtres choisis en France avec le plus intelligent discernement, demeure, malgré l'institution postérieure d'une École de médecine officielle

du Gouvernement ottoman à Constantinople, la meilleure école de médecine de l'Orient turc.

La France créa l'enseignement militaire.

Quand les Sultans connurent que le métier des armes lui-même tournait à l'intellectuel et demandait, pour être fait avec succès, un effort des méninges égal ou supérieur à celui des muscles, c'est encore à des cervelles françaises qu'ils demandèrent l'appoint d'abstraction nécessaire. Dès les vieux jours de Louis XV, Bonneval le vaillant et génial aventurier, posa les assises premières de la réforme de l'armée turque et de la création d'une artillerie et d'une marine modernes. Ce qu'il commença de sa propre initiative privée, les bureaux de Versailles le continuèrent officiellement. Ils envoyèrent au Grand Seigneur des officiers d'artillerie et du génie, des ingénieurs des constructions navales, jusqu'à des maîtres charpentiers et des cal-

fats. La transformation de l'organisation militaire turque, demeurée médiévale jusqu'au dix-huitième siècle, en une organisation méthodique, scientifique, est entièrement notre œuvre. Ce que l'ancienne monarchie commença, la Révolution et les gouvernements qui en sortirent ne cessèrent de le poursuivre. A peine la collaboration française d'enseignement militaire fut-elle interrompue par l'expédition d'Égypte et de Syrie du général Bonaparte. Jusqu'en 1870, il y eut une mission militaire française à Constantinople. La guerre survenant, on la rappela. La guerre terminée, avec un sentiment appréciable de la fidélité et de l'honneur, les Turcs firent des ouvertures pour l'envoi d'une mission nouvelle. On trouva bon de ne les point accueillir. La Turquie, alors seulement, s'adressa à l'Allemagne, qui envoya von der Goltz.

La France créa la jurisprudence et l'organisation judiciaire modernes.

En matière civile, criminelle et commerciale, la justice est rendue en Turquie par des tribunaux de première instance, des Cours d'appel, et une Cour de cassation suivant une organisation calquée sur l'organisation judiciaire française. Un conseiller français du ministère de la Justice élabora la loi instituant les justices de paix. Le Code de commerce, le Code d'instruction criminelle sont traduits littéralement, le Code pénal est adapté du français. Devant le Tribunal mixte de Constantinople, qui juge entre Ottomans et étrangers, on plaide en français. Les élèves diplômés de l'École de droit de Stamboul jugés dignes de se perfectionner par un complément d'études à l'étranger étaient envoyés tous, sans exception, aux Facultés de droit de France, en grande majorité à Paris.

La France créa les finances.

Jusqu'à la guerre de Crimée, la Turquie

était demeurée étrangère à la conception moderne des finances publiques ; aucune notion de l'emprunt ; point de banque d'État. C'est la finance française qui négocia le premier emprunt ottoman en 1858 et fonda la Banque Impériale ottomane, cette institution puissante qui, avec ses compléments, la Dette publique ottomane et la Régie des tabacs, tient en main tout le crédit turc. Je n'ignore ni la collaboration anglaise aux premiers emprunts et à la fondation de la Banque d'État, ni la participation allemande et autrichienne à l'affaire de la Régie. Mais personne ne contestera que du côté de la finance française furent l'initiative, l'apport supérieur de capitaux, et la prédominante influence.

Ce n'est point seulement dans le domaine purement financier des emprunts d'État que se manifesta l'activité du capital français en Turquie. Il collabora puissamment à la créa-

tion du réseau ferré. Les ingénieurs français, avec de l'argent français, ont posé plus de 1.500 kilomètres de rails en Turquie. Des artères capitales, les chemins de fer de Syrie, la ligne économiquement et stratégiquement si importante qui relie Constantinople à Dedéagatch et Salonique, ont été construits par nous. En vertu des derniers et tout récents accords intervenus avec le Gouvernement turc, nous devions également construire le vaste réseau des chemins de fer d'Arménie; et des équipes et des ingénieurs français procédaient déjà à la construction des routes d'Asie, dont un contrat avec le Ministère des Travaux publics nous avait confié la réfection.

Quant aux ports et aux quais, la France les créa tous, sans exception.

Les quais de Constantinople ont été construits par des Français. Le port et les quais de Salonique — alors turque — ont été cons-

truits par des Français. Le port et les quais de Smyrne ont été construits par des Français. Le port et les quais de Beyrouth ont été construits par des Français. J'ai bien dit, tous, car il n'y en a point d'autres; partout ailleurs, ce ne sont que rades, médiocrement sûres.

Le résultat de cette séculaire collaboration, de cet immense et admirable effort, fut et demeure prodigieux. Un Français voyageant en Turquie peut avoir facilement l'illusion qu'il n'est pas sorti de France. La Turquie est le seul pays étranger au monde où, ne sachant pas un mot d'une autre langue que le français, on peut aller partout, et se trouver partout à l'aise : pas une administration, pas une banque, pas un magasin où on ne le parle ; dans les grandes villes, le son en frappe constamment l'oreille dans la rue. Quant à Constantinople, on peut y passer toute son existence sans avoir à se

servir jamais d'une autre langue. Allez à la Porte, à la Banque ottomane, à la Dette publique, à la Régie des tabacs, on ne vous y parlera que le français. Dînez chez un ministre turc, chez un banquier grec, chez un avocat arménien, chez un médecin juif, vous n'entendrez que le français. Sorti de son ambassade, l'ambassadeur d'Allemagne, à la Porte ou ailleurs, ne parle que français. Le français a pénétré jusqu'au travers du grillage de lattes qui masque les fenêtres des harems. Les dames étrangères, pour la première fois en visite chez des dames turques, sont surprises de leur français excellent, de l'amoncellement de livres français sur les tables et les guéridons. La surprise passe vite : elles ont tôt fait de constater qu'en cet étrange pays, si lointain, tout le monde sait le français et le lit de préférence. Talaat bey, notre incroyable ennemi d'aujourd'hui, ne sait pas d'autre langue étrangère; Djemal

pacha, qui voulut attaquer l'Égypte, n'en connaît, non plus, point d'autre. Quant au grand vizir et ministre des Affaires étrangères, Said Halim pacha, il parle le français du boulevard. Un fonctionnaire français fut très amusé de l'entendre un jour marmotter, après avoir pris connaissance du texte d'une note : « Cette histoire-là va amener un méli-mélo infernal... »

La révolution jeune-turque n'apporta aucune restriction à la collaboration française ; bien au contraire. La tradition, abandonnée par Abdul-Hamid sauf en matière financière, fut reprise dès sa chute, et les coups de canon tirés sur les ports russes de la mer Noire par les officiers allemands auxquels les Turcs avaient eu la sottise de confier leurs cuirassés, firent partir de Constantinople non seulement l'ambassadeur de France, mais un inspecteur général de la gendarmerie français, un premier conseil-

ler-légiste de la Sublime Porte français, un inspecteur général des finances français, un conseiller technique des travaux publics français, un architecte-conseil de la ville de Constantinople français, sans compter les collaborateurs financiers d'ancienne date, président et directeur-général français de la Dette publique, et l'innombrable personnel français de cette administration, de la Banque Impériale, de la Régie, des compagnies françaises des Quais, des Routes, des Eaux, que sais-je encore ? — toute une armée : l'armée des fidèles, des bienfaisants mercenaires civils, évacuant avec chagrin et une légitime rancœur l'antique royaume de Soliman le Magnifique, la France du Levant devenue territoire ennemi.

Mais comment put-elle devenir territoire ennemi, notre influence y étant si vieille, si légitime, si manifestement persistante ?

La question a été souvent posée. Elle n'a pas toujours été exactement résolue.

IX

Je me rappelle un étrange et, pour nous, bien agréable spectacle : celui de la décadence du baron Marschall, le célèbre ambassadeur d'Allemagne à Constantinople, pendant l'hiver de 1908. Les relations entre le Kaiser et Abdul-Hamid avaient été trop bonnes et trop affichées pour que l'Allemagne ne se trouvât pas enveloppée dans l'exécration qu'inspirait aux révolutionnaires turcs le tyran enfin abattu. Alors qu'ils allaient tous les jours manifester devant les ambassades de France et d'Angleterre, pays qu'ils vénéraient pour le libéralisme de leurs in-

la Trésorerie ou la Cour des Comptes, je vous prie de croire. De nouveau le contact amical était créé sur la meilleure des bases : celle de bienfaiteur à obligé. Cela valait bien 150 pauvres millions, d'ailleurs placés à 6 p. 100 et garantis par les douanes de Constantinople.

Entre les Jeunes-Turcs et le baron Marschall, le contact trouvé ne se perdit plus. Et insensiblement la partie reprit, que le Kaiser jouait en Turquie depuis plus de vingt ans.

Le Kaiser est un mégalomane, un impulsif, un cabotin, c'est entendu ; mais il possède à un haut degré le flair pratique de cette race avare et rusée des Hohenzollern. Il se fit, de bonne heure, un raisonnement très simple. L'Allemagne n'a pas de sujets musulmans ; l'Angleterre en a 70 millions ; la France 30 millions ; la Russie, 20 millions. Gagner l'amitié du Sultan et le pousser au panislamisme en exaltant chez lui l'ambition théocratique, ce serait avoir en main un pré-

cieux facteur de troubles dans les possessions françaises, anglaises et russes ; une façon de Grégoire VII musulman, avec la cervelle en moins, mais 800.000 baïonnettes en plus. En outre — le Kaiser est un lettré et connaît son La Fontaine — comme tout flatteur vit aux dépens de celui qui l'écoute, on ravirait au Sultan charmé les plus gras fromages : bons emprunts bien gagés, bonnes commandes de canons, de fusils et de munitions, bonnes concessions de voies ferrées, d'irrigation, de mines. Sachant enfin qu'en Turquie autant et plus qu'ailleurs, ce qu'on dit est plus important que ce qu'on fait, le Kaiser, en vue de l'exécution de son programme, ne fit jamais rien pour la Turquie, mais il prodigua le hachich de sa parole.

Lui et ses agents furent les plus habiles évocateurs de mirages. Élevant le Sultan, en esprit, sur le faîte du temple politique, ils lui montraient les royaumes du monde où

se détachent, sur un ciel d'azur, les blancs minarets de l'Islam : Hindoustan, Turkestan, Égypte, Tunisie, Algérie. Il n'était pas encore question du Maroc. « Tout cela est à vous, glorieux Calife, disaient-ils, ou devrait l'être ; et le sera peut-être un jour effectivement, si l'occasion se présente pour nous de vous aider à délivrer vos frères, vos sujets en servage. En attendant, quel champ pour votre activité, pour l'exercice de votre incomparable intelligence ! Votre Majesté ne daignera-t-elle pas ordonner qu'une diplomatie secrète réveille, au cœur des opprimés, la confiance en la sollicitude du Calife ; qu'elle crée, pour l'heure de l'attaque, des intelligences dans toutes les places ? »

A ce cœur encore ulcéré des blessures de 1878, le paradis artificiel sembla doux. Les choses politiques prenaient un aspect nouveau, acquéraient une beauté insoupçonnée ; ses domaines paraissaient s'accroître de

toute l'immensité de ses rêves. Et d'abord peu enclin aux Allemands — il ressentait la brutale façon dont Bismarck en usa au Congrès de Berlin avec les plénipotentiaires ottomans — il finit par les aimer, comme on aime l'intermédiaire complaisant qui procure le poison rare, néfaste et exquis. D'ailleurs le Kaiser, pour achever la conquête, se mit en frais. Au lendemain des massacres d'Arménie, alors que la main du Sultan avait encore du sang sous les ongles et dans toutes les rides de la paume, il la saisit, la serra, et se déclara son meilleur ami. Ces procédés délicats sont bien faits pour séduire. Le Sultan fut séduit, touché ; paya magnifiquement la drogue et les flatteries de la concession du chemin de fer de Bagdad. Mais il ne fut pas intoxiqué. Les nerfs du vieux despote, rassasié de pouvoir, amené au suprême scepticisme par vingt années de lecture quotidienne de rapports de police politique, frissonnaient

agréablement sous l'action du hachich panislamique, mais il savait que la drogue est très dangereuse, et en usait comme un fumeur vicieux mais prudent, qui saurait s'arrêter à la limite. Il institua une diplomatie secrète, eut des agents en Afrique, en Asie, jusqu'en Extrême-Orient, paya quelques subsides, envoya quelques décorations, exalta le sentiment islamique en construisant le chemin de fer — stratégique d'ailleurs autant que religieux — du Hidjaz, mais en somme s'amusa à jouer avec le feu sans jamais y mettre la main assez avant pour se brûler les doigts. L'instinct de la conservation, extrêmement développé en lui, le maintint toujours dans l'étroit sentier d'où l'on peut flatter la chèvre de la main droite, tout en caressant le chou de la main gauche.

La drogue allemande eut de tout autres effets quand elle attaqua les centres nerveux des Jeunes-Turcs.

X

Ces Jeunes-Turcs étaient tous de très jeunes et de très petites gens ; obscurs, pauvres, ne connaissant de la vie que ce qu'on en peut apprendre dans des pensions d'étudiants, des garnisons lointaines, ou des prisons politiques. La réussite miraculeuse de leur conjuration les avait un peu grisés. On les avait tant applaudis, tellement acclamés comme « Héros de la Liberté ! ». Ces petits employés télégraphistes, ces modestes professeurs de province turque, ces faméliques folliculaires de Stamboul, ces lieutenants à moustaches naissantes voyaient leur

portrait étalé, en cartes postales, dans toutes les vitrines, que dis-je? reproduit, suprême honneur, dans les grands illustrés d'Europe. La *Revue des Deux Mondes* leur consacrait un long article. Et d'ailleurs, ce formidable ancien régime qu'ils avaient, au péril de leur vie, renversé en un jour, n'avait-il pas été le plus encrassé d'ignorance, le plus sali de concussions et d'espionnage, le plus ensanglanté de massacres, qu'ait jamais présenté l'histoire d'un peuple malheureux? Seuls, des dupes ou des complices pouvaient s'en porter partisans. Il leur semblait donc juste qu'on applaudît et ils se flattaient de jouer une partie gagnée d'avance sur le velours d'une sympathie générale.

Des douches glacées, dissipant leur ivresse, les mirent tout d'un coup en présence des sévères grisailles de la réalité, qui parut laide à leur inexpert enthousiasme.

Leur objectif avoué, la renaissance de la

Turquie, froissait des intérêts immenses. Pour beaucoup de ses voisins, l'Empire ottoman était, non pas, comme on l'a dit si souvent, l'homme malade, mais l'oncle malade, l'oncle d'Amérique à fabuleux héritage, déjà alité et condamné par les princes de la science. Ne voilà-t-il pas que de jeunes carabins s'avisaient de piquer le bonhomme au cacodylate et de lui faire revenir le sang aux joues et la lumière aux yeux? Cela déplut fort, cela effraya plus encore. Tout de suite, quelques-uns prirent leurs sûretés : l'Autriche annexa la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie se proclama indépendante, l'Assemblée crétoise vota l'annexion de l'île à la Grèce.

Un autre objectif, celui de l'établissement du régime parlementaire, agaça les diplomates les plus intéressés, ceux-là même que les Jeunes-Turcs acclamaient naïvement au passage. Il y aurait donc une Chambre, un Sénat, des bavards qui éplucheraient tout,

se donneraient des airs, méconnaîtraient la majesté des grands-cordons et des *kavass*, et surtout mettraient au rancart le haut personnel hamidien, cuisiné, subventionné, discret et souple, avec lequel on avait accoutumé depuis tant d'années de traiter tout doucement et secrètement les affaires ? L'ambassadeur d'une grande démocratie, qui avait organisé son travail en fonction du ré gime hamidien avec une intelligence et une habileté merveilleuses, ne dissimulait pas son déplaisir de ce « chambardement » inattendu, et, parlant des jeunes révolutionnaires avec un dédain rageur, les appelait — que mes lectrices, s'il en est qui m'honorent de leur attention, veuillent bien sauter une ligne — « les petits c..ill.ns ». Un autre ambassadeur de grande puissance libérale, gentilhomme de moins d'esprit, mais d'un langage plus châtié, quand on voulut, dans un bal de l'ambassade de Russie, lui pré-

senter quelques Turcs qu'on lui signalait comme exerçant une grande influence dans le parti Union et Progrès qui avait fait la révolution, déclina de la main, en disant froidement : « Je ne connais pas cette société anonyme. »

La finance, à son tour, fit grise mine aux Jeunes-Turcs. Affamés d'indépendance, ignorant tout des nécessités de la politique financière, et désireux de faire montre de leur intention de traiter les affaires d'argent au grand jour, ils déclarèrent qu'à l'avenir ils se passeraient du contrôle de garantie de la Dette publique, des bons offices traditionnels de la finance et prétendirent mettre leur premier emprunt d'État en adjudication publique, comme une fourniture de godillots. Le corps financier ne le cède en rien, en susceptibilité, au corps diplomatique. La haute finance parisienne fut froissée, et sa mauvaise humeur, se répercutant dans la presse,

contribua à la rupture des négociations d'emprunt en 1910.

Inquiéter les voisins dans leurs ambitions, déranger les ambassadeurs dans leurs habitudes, irriter les financiers et s'attirer les foudres de la presse, cela était fâcheux, mais à peu près inévitable, réparable en tous cas. Un diplomate d'intelligence supérieure, devenu directeur général de la Banque ottomane, M. Revoil, eut bientôt rétabli l'entente entre la finance et la Turquie révolutionnaire. Les ambassadeurs s'habituèrent au nouveau personnel gouvernemental, en apprécièrent quelques membres et les invitèrent à dîner. Partagés entre le désir d'en finir par un coup de force, en étranglant l'oncle d'Amérique, et la crainte tant de la Turquie, dont l'armée s'était montrée redoutable en 1897, que des grandes puissances, qui ne voulaient pas d'un incendie dans les Balkans, les voisins se tâtaient, chuchotaient

entre eux, attendaient une occasion pour se décider, bref, n'agissaient pas et par cela même donnaient un répit dont il eût pu être fait usage pour un travail de consolidation peut-être définitive. Ce travail fut entrepris. Il n'aboutit point. Aux fatalités circonstancielles, qui rendaient la situation difficile, vinrent s'adjoindre les fatalités ethniques et historiques, qui la rendirent désespérée.

Un jour, à Stamboul, attendant une audience du ministre de la Guerre, je me promenais dans le grand salon du Séraskérat, regardant la collection d'armes anciennes et les belles inscriptions arabes qui décorent les murs. C'était en 1909, au lendemain de la prise de Constantinople par Mahmoud Chevket pacha. Un jeune officier turc de mes amis, qui se trouvait là, me dit : « Vous savez l'arabe. Pouvez-vous lire cette inscription ? » Et du doigt il me montra celle qui

fait face aux fenêtres donnant sur l'immense cour. Malgré les fioritures, la calligraphie était d'une netteté admirable. Je lus aisément le fameux dicton du Prophète : « Le Paradis est à l'ombre des épées. » Le jeune officier me dit : « La liberté aussi. La liberté est à l'ombre des épées. Gare à qui la touche ! » Et il frappa de la main sur le pommeau de son sabre.

C'était fort bien dit. La révolution turque naquit et vécut à l'ombre des épées. On a trop souvent perdu de vue cette caractéristique capitale de son origine et de sa tragique évolution. La révolution jeune-turque a été une révolution de Janissaires endoctrinés par des Conventionnels. A cet égard, Enver pacha et Talaat bey sont des personnages éminemment représentatifs.

On a souvent dit, on écrit quelquefois encore qu'Enver s'est vendu aux Allemands. C'est faire preuve d'une singulière ignorance

des caractères et de la situation. Dire qu'Enver engagea son pays dans la guerre européenne parce qu'il avait été acheté est aussi risible qu'il le serait de prétendre que Robespierre institua le Tribunal révolutionnaire pour de l'argent.

C'est un petit jeune homme brun, au teint mat, joli dans son genre autant que l'était Saint-Just dans le sien. Son esprit est médiocre, sa parole embarrassée. Dans un salon, il se trouble facilement, rougit et baisse les yeux. Né en France, il serait entré à Saint-Cyr dans les 150e, en serait sorti dans les mêmes numéros, et, après avoir publié chez Chapelot d'honnêtes études sur le service des étapes ou la réforme de l'intendance, aurait pris sa retraite comme commandant à l'ancienneté. Mais il eut pour lui son étoile : des événements prodigieux qui le portèrent aux plus hautes cimes à vingt-quatre ans ; et une force : des mœurs rigides — il ne boit, ni

ne fume et il est chaste — et une intelligence en canon de fusil : dans son étroite cervelle rayée, des idées rares se vissent et n'en sortent plus, ou en sortent de plein fouet avec la raideur et l'inconscience d'une balle. A Constantinople aucun de ses ennemis, et il en a de mortels, n'a jamais songé à contester qu'il est très brave et parfaitement intègre.

Pour la bravoure et l'intégrité, Talaat ne le lui cède en rien. Cet homme grand et très gros — il pèse plus de cent kilos — à traits réguliers, à expression douce, dissimule sous un sourire éternel une âme décidée et violente de révolutionnaire, façon de Danton paysan, patriote, convaincu, mais fruste, prodigieusement ignorant, s'imaginant qu'on peut mener les affaires de l'État avec des ruses et des mensonges de maquignon, dénué de tous scrupules dès qu'il croit entrevoir le bien de sa cause, et qui aurait ordonné, s'il l'eût jugé utile pour le salut public, dix

massacres de Septembre, sans plus jamais en concevoir de remords.

L'entrevue de Revel entre le roi Édouard VII et l'empereur Nicolas II déclancha le mouvement révolutionnaire turc. Les Conventionnels, comme Talaat, convainquirent les Janissaires comme Enver, que l'Angleterre et la Russie étaient tombées d'accord pour une amputation de la Turquie que le sultan Hamid laissait gagner par la gangrène : le seul remède était le grand remède français de 1789, où, s'il le fallait, de 1793. Enver, le premier, osa lever le sabre; les autres le brandirent à son exemple. Le Sultan prit peur; la révolution était faite.

Les Janissaires, alors, rentrèrent dans leurs casernes pour laisser faire les Conventionnels, plus habiles, pensaient-ils, aux choses de la politique, mais en ne cessant de les surveiller du coin de l'œil, prêts à les défendre si on les attaquait, prêts à les hacher, s'ils ne mar-

chaient pas droit. La liberté était à l'ombre des sabres. Et constamment les sabres sortaient du fourreau. Au mois d'avril 1909, quand, par les menées des hamidiens et des turbannés, la garnison de Constantinople, armée de « Vendéens » commandée par des officiers « bleus », se souleva, massacrant les officiers et les députés libres penseurs et francs-maçons, de nouveau des Janissaires de Salonique dégainèrent, et quand ils eurent pris la ville et pendu les meneurs, ils instituèrent dans la capitale un état de siège qui ne cessa plus. Au printemps de 1911, quand ils jugèrent que des Conventionnels influents entre tous avaient mené sans habileté les affaires de l'Intérieur et des Finances, les sabres sonnèrent dans les fourreaux, et Talaat, Halîl, Djavid, démissionnèrent sans phrases. Les sabres firent tomber Mahmoud Chevket et Kutchuk Saïd en 1912; les sabres firent tomber Kiamil et tuèrent Nazim, en

1913; les sabres, la même année, vengèrent Mahmoud Chevket, lui-même assassiné par des conspirateurs que dirigeait un officier. L'ombre des sabres était une ombre sanglante.

Pour violents qu'ils fussent, militaires ou civils, ces révolutionnaires étaient pourtant une élite, incontestablement ce qu'il y avait de plus patriote et de plus honnête parmi les Turcs; mais ce n'était une élite que d'intentions, non de cervelle. Dans les cervelles révolutionnaires les trous ethniques subsistaient; et, chose infiment grave, ces cervelles avaient une conscience très vague et très insuffisante de leurs lacunes. Dans les ministères dits « techniques » — Finances, Postes, Travaux publics, Justice même, Guerre, Marine — ils mirent des conseillers étrangers, en majorité des Français, quelques Anglais, à la guerre seulement des Allemands, admettant que les trente années d'obs-

curantisme imposées par le sultan Hamid rendaient opportune la collaboration de spécialistes éducateurs. Mais dans les ministères proprement politiques, Intérieur et Affaires étrangères, qui décident de la vie d'un peuple, ils s'imaginèrent qu'ils n'avaient pas à faire appel au concours de qui que ce fût, leur patriotisme, leur sens de l'intérêt national devant, dans leur pensée, suffire seuls et supérieurement à la tâche.

Or tous, du moins tous ceux qui comptaient, étaient turcs et musulmans.

Leur patriotisme, d'une naïveté simpliste, consista à concevoir une Turquie nouvelle nettoyée, assainie, à administration honnête, instruite, contrôlée par un parlement et une presse libre, mais toujours une Turquie purement turque, gouvernée par un personnel turc ne parlant et n'écrivant que le turc. Ils ne voulaient même pas admettre que des juges de paix institués pour distribuer aux

pauvres paysans illettrés une justice gratuite et toute orale fussent astreints à connaître la langue de ces justiciables. On conçoit quelle source d'insolubles conflits sortit de là avec les Arabes, les Grecs, les Arméniens, et, à cette époque où la Macédoine et l'Albanie étaient encore turques, les Bulgares, les Serbes, et les Albanais, qui tous prétendaient au respect de leur langue, et à une part dans l'administration proportionnelle à leur nombre. Chez les révolutionnaire turcs ce fut une stupeur et une indignation. Comment ? La terre de pipe, délivrée de la tyrannie hamidienne par le courage et la générosité de la porcelaine, manquait à ses devoirs de gratitude et de respect, et faisait de la « rouspétance » ? Janissaires et Conventionnels se trouvèrent unis dans une orgueilleuse incompréhension. Et seul le sabre, mais celui des insurgés arabes et puis des soldats balkaniques, trancha le nœud gordien, dans des désastres.

XI

Les désastres balkaniques avaient été préparés par le sens très spécial, très faux et très dangereux de l'intérêt national insinué aux Jeunes-Turcs par le baron Marschall, qui, soit directement, soit par ses agents patents ou secrets, les ramena tout doucement au paradis artificiel du panislamisme.

Ce colosse obèse, au masque impassible et lourd, aux yeux ternes, leur en imposait par la grandeur de son passé et la hauteur de sa bonhomie. Il disait majestueusement des choses très familières, et frappait sur

l'épaule des ministres turcs avec l'allure d'un Talleyrand prenant sous le bras un attaché d'ambassade. Les naïfs révolutionnaires n'en revenaient pas. Quelle simplicité, quelle affabilité, quel cœur ! Cet homme qui avait connu Bismarck et dirigé les affaires étrangères d'Allemagne venait tout simplement fumer son cigare chez eux, causait avec eux, les appréciait, les comprenait, sympathisait avec eux si complètement ! « Oui, disait-il, un grand avenir était réservé à la Turquie dès qu'elle serait complètement réorganisée au point de vue militaire, et qu'elle aurait construit cette grande voie de Bagdad, dans laquelle la sagesse du Kaiser, leur fidèle, peut-être leur seul ami, voyait le principal facteur de la renaissance d'un grand Califat, riche, comme celui des Abbassides, de toutes les ressources d'une Mésopotamie et d'un Iraq remis en valeur, et, de plus, fort de la solidité et de la bra-

voure turques, mises au point par la culture allemande. » Les compères — et, parmi eux, je mets au premier rang Haqqy pacha, alors grand-vizir, et, depuis quelques jours, ambassadeur de la Turquie allemande à Berlin, — les journaux subventionnés par l'ambassade d'Allemagne, reprenaient ce couplet, mais en accentuant fortement ce qui n'y était qu'à peine murmuré. Certes, l'Allemagne était leur seule amie. Que pouvait-on attendre de la France, de la Russie, de l'Angleterre, qui tenaient des millions de frères musulmans dans les fers, et détestaient, dans la Turquie, leur futur libérateur possible? Et tous les jours, dans le *Jeune-Turc*, dans l'*Osmanischer Lloyd*, c'était des entrefilets sur les horribles excès des Russes et des Anglais en Perse, sur la dangereuse fermentation qui se manifestait aux Indes, sur les iniques prétentions des Français sur certaines oasis du Sahara, manifestement ottomanes.

Et tout portait. Car les révolutionnaires turcs tombèrent bientôt dans ce piège tendu devant tous les révolutionnaires du monde : la manie de ce qu'on pourrait appeler l'impérialisme révolutionnaire, de ce qui en France, jadis, s'exprima par la formule : la Guerre aux Rois. Libres penseurs et francs-maçons pour la plupart, ils n'en demeuraient pas moins, politiquement, des musulmans passionnés, à la façon de certains Templiers du moyen âge, qui, ne croyant ni à Dieu ni à diable, débauchés et buveurs, n'en avaient pas moins l'orgueil, le fanatisme de leur Ordre. Comme le sultan Hamid, ils se complurent à l'hallucination de l'irrédentisme panislamique, au mirage de vastes royaumes à cieux d'azur et à minarets blancs ; seulement leur jeunesse, leur manque complet d'éducation politique, les entraînèrent aux plus dangereuses imprudences. D'abord Haqqy pacha en obtint de pouvoir se rendre

aux arguments irrésistibles des Allemands, et de leur accorder un vaste complément de cette convention de Bagdad que Djavid bey, aux premiers jours de la révolution, avait attaquée avec tant d'éloquence. Mais il y eut pis. Abandonnant leur dessein primitif de déconfessionaliser la vieille Turquie califale et théocratique, d'en faire un État à l'occidentale, à droit public de fondement purement rationaliste, dessein qui leur avait valu partout, et particulièrement en France, de si chaudes sympathies, les malheureux suggestionnés crurent avoir découvert une base politique admirable, un facteur de fusion entre les diverses races musulmanes de l'Empire turc et un élément d'influence auprès des cabinets de Paris, de Londres et de Pétersbourg, en se faisant les patrons de l'Islam international. Des journaux de Stamboul ouvrirent la rubrique : le Monde Islamique. Partout où se produisaient des

résistances, des difficultés musulmanes, les Gouvernements anglais, français et russe trouvaient les traces d'agents turcs et d'agents allemands, traces souvent confondues. La Porte avait beau désavouer, affirmer qu'elle n'y était pour rien, quelquefois avec raison, car beaucoup de ces agents turcs étaient des amateurs sans mandat, vivant sur des fonds privés ou sur des fonds allemands tout simplement, l'irritation n'en fut pas moins profonde. La Russie qui avait d'abord très loyalement, avec une amabilité marquée, essayé de s'entendre avec les Jeunes-Turcs, se fâcha et rappela l'ambassadeur de la manière douce, M. Tcharykow. Le Foreign Office, longtemps beaucoup mieux disposé envers les Jeunes-Turcs que l'ambassade britannique de Constantinople, commença à nourrir une de ces terribles antipathies anglaises dont on ne voit plus ni le fond ni la fin. La France fut très blessée de cer-

taines propagandes en Tunisie, du langage de la presse turque sur les affaires marocaines lors du « coup d'Agadir », et beaucoup de ses hommes politiques commencèrent à juger les Jeunes-Turcs faux et dangereux. Et ce devint un cercle vicieux, un échange de défiances et de rancœurs croissantes. Lors de la guerre de Tripolitaine, lors de la guerre balkanique, les sympathies officielles de la Triple-Entente allèrent ouvertement à l'Italie et aux Balkaniques ; la presse de Pétersbourg, de Londres, de Paris surtout, la plus lue en Turquie puisque tout le monde instruit y lit le français, soulignait cette attitude par des articles qui, à Stamboul, aux sombres jours de la défaite, parurent extrêmement cruels et peu généreux. Le cœur des jeunes Janissaires se gonflait de chagrin, de honte, et d'un désir de revanche d'autant plus passionné que, se trouvant, par l'effet d'un revirement poli-

tique, écartés des commandements aux heures décisives de la guerre, ils avaient l'impression que les désastres de 1912 eussent été évités s'ils avaient pu diriger et agir, en place des vieux généraux incapables du sultan Hamid. La marche sur Andrinople et la facile reprise de cette place évacuée transformèrent l'impression en conviction profonde.

En même temps, une autre impression naissait en eux : celle que les civils n'étaient pas « forts » du tout, que toutes les finasseries diplomatiques et juridiques des gens en redingote faisaient long feu, que les officiers voyaient plus clair avec les yeux du simple bon sens militaire, et que dorénavant non seulement la liberté, mais la politique, la diplomatie, tout, devait être « à l'ombre des épées », qui seules comptent.

XII

Quand la Grande Guerre éclata, le conflit entre civils et militaires devint aigu. Les civils virent dans le formidable cataclysme une bénédiction pour les Turcs : enfin on les laisserait en paix se réorganiser comme ils l'entendaient; enfin, au lieu de les rudoyer, on leur ferait la cour, les uns pour s'assurer leur neutralité, les autres pour tenter d'obtenir leur intervention; par un habile marchandage, on gagnerait toutes sortes de facilités, de libertés économiques, qui permettraient d'établir des budgets en équilibre, de déterminer même des excédents; le com-

merce ottoman, comme commerce neutre, verrait enfin les années grasses succéder aux années maigres ; et cette éclaircie dans le ciel turc durerait longtemps, car quel que fût le vainqueur, il serait assez cruellement blessé pour ne songer, pendant des années, qu'à panser ses plaies, sans vouloir ou pouvoir porter le couteau dans le gâteau turc. Tous les civils pensaient de même et avant tous les autres, le prince-héritier — le vieux sultan ne compte guère — et le grand-vizir, prince Saïd Halim, gentleman d'éducation franco-anglaise et de grand bon sens.

Les jeunes Janissaires, leur chef, Enver pacha, devenu ministre de la Guerre à vingt-neuf ans, en tête, ne virent dans ce raisonnement que les divagations de pékins pusillanimes et décidément « pas forts ». Les Allemands avaient raison. Si la Russie était victorieuse, elle dévorerait Constantinople et l'Arménie ; alors la France prendrait la Syrie, et l'An-

gleterre la Mésopotamie par considération d'équilibre. La Russie n'était-elle pas l'éternelle ennemie, n'avait-elle pas déterminé la formation de la Ligue balkanique qui venait d'arracher à la Turquie toutes ses provinces d'Europe? Donc il fallait intervenir contre elle. De risques point. La supériorité militaire de l'Allemagne était irrésistible, écrasante. La récompense serait magnifique : l'autonomie de la Macédoine et de l'Albanie, sous la suzeraineté du Sultan; la libération du Caucase, du Turkestan, et — si la France et l'Angleterre faisaient la folie de prendre parti contre la Turquie, — des Indes, de l'Égypte, de la Tunisie, de l'Algérie, du Maroc, qui, entrant joyeusement en l'obédience du Calife, reconstitueraient un grand Califat, plus étendu que celui des Abbassides et des Ommiades. Et le monde, enfin organisé normalement, serait régi par ces deux autorités légitimes et nécessaires : le Calife et le Kaiser.

Les civils répliquaient que c'était du rêve, de la folie : c'est si elle intervenait et succombait que la Turquie serait partagée sans rémission, car jamais on ne lui pardonnerait de s'être tournée contre ses vieux amis dans une querelle qui n'était pas la sienne ; victorieuse même, elle aurait tout à perdre ; le germanisme triomphant en ferait une Égypte austro-allemande ; il n'y avait qu'à se tenir tranquilles ; là étaient la sagesse, la sécurité, le profit...

Forain aurait apprécié ces civils turcs : ils tenaient, ils tinrent jusqu'au bout, sauf peut-être Talaat, qui semble, au dernier moment, avoir lié partie avec les sabres. Et ils avaient du mérite. L'Allemagne avait acheté tous les journaux turcs ; nous ne jugeâmes pas à propos de nous ménager une seule tribune à Stamboul. On lit énormément les journaux en Turquie depuis la révolution. Tous les matins, tous les soirs, les Turcs recevaient

comme pâture les communiqués allemands, les dépêches Wolff et des articles de fond inspirés par l'ambassade d'Allemagne, ou même rédigés par un secrétaire allemand d'un bout à l'autre et simplement traduits. Pour révéler les mensonges, pour redresser l'opinion, rien, pas une ligne. Puis, chose plus fâcheuse, notre mansuétude provoqua des interprétations regrettables. Quand des marins allemands vinrent brutalement détruire les appareils de télégraphie sans fil à bord d'un paquebot français mouillé dans les Dardanelles, nous nous contentâmes d'une simple note de protestation. Quand les ambassades alliées, prévenues et ayant eu le temps de se concerter, reçurent la dénonciation pure et simple des Capitulations, simple note encore. Quand la police turque vint fermer les postes étrangères, simple note; quand la mobilisation turque survenant, des réquisitions d'une brutalité et d'une sottise sans exemple vin-

rent, à la douane, confisquer toutes les marchandises, jusqu'à des bas de soie de femme, simple note; quand il plut à un pacha allemand de fermer les Dardanelles sans même en prévenir le grand-vizir, simple note. Le plan était manifestement de refuser toute occasion à une proclamation de guerre sainte, en évitant jusqu'à l'apparence d'une initiative d'action contre la Turquie. Beaucoup de Turcs, ne parvenant pas à pénétrer cette diplomatie, s'imaginèrent qu'encore bons à noircir du papier, nous n'avions plus le courage d'un acte.

Peut-être cette attitude contribua-t-elle à enfoncer les militaires dans leur aveuglement. Toujours est-il que les civils devinrent de jour en jour plus impuissants. Des sous lieutenants, de simples gendarmes ne tenaient aucun compte d'ordres écrits du grand-vizir ou du ministre de l'Intérieur. Une dernière fois, les Janissaires régnaient despotique-

ment. Et les trous de la cervelle janissaire étaient comblés, non par l'appoint d'une abstraction étrangère bienfaisante, mais par le mortel stupéfiant tudesque. Des hallucinations délicieuses voilaient la laide et pauvre réalité : la Turquie vouée à la mort pour permettre aux Allemands de boucher les Dardanelles, d'immobiliser quelques corps russes au Caucase, quelques régiments anglais en Égypte. Comme ces chevaux des arènes espagnoles dont on recoud rapidement le ventre pour les ramener devant le taureau, on redressa la Turquie encore saignante et pâle des tueries balkaniques et on poussa la pauvre bête à diversions à l'abattoir.

Les civils ne s'y trompèrent pas. Quand les ambassades de France, d'Angleterre et de Russie amenèrent leur pavillon, ils virent l'abîme ouvert. Quatre ministres, Djavid bey en tête, donnèrent immédiatement leur dé-

mission. Le grand vizir, les yeux fixes, la main crispée dans la barbe criait : « Je ne veux pas de cette guerre ! C'est de la folie ! » Des princesses impériales pleuraient. Le prince-héritier, la tête baissée, murmura pendant des heures : « Calamité ! Calamité[1] ! » Mais le sort en était jeté. En 1808, par incompréhension, les Janissaires avaient tué son ancêtre Sélim III, l'empereur réformateur; en 1914, par incompréhension, ils tuaient l'Empire même. La Turquie expirait à l'ombre des épées.

1. Je puis bien dire maintenant, sans plus craindre de lui nuire, qu'au cours d'une audience de congé, il chargea un Français, qu'il honorait de son amitié, d'aller porter à M. Poincaré et à Sir Edward Grey l'assurance de son profond chagrin et de toute sa sympathie pour la France et l'Angleterre.

XIII

« Les hommes agissent toujours de la même façon. »

L'adage de Machiavel semble avoir été conçu en considération de la Turquie. Depuis l'origine médiévale de son histoire jusqu'aux tout récents jours qui coïncident avec ceux de notre propre vie, le spectacle n'y a point varié.

Mais laissons encore la parole à l'auteur du *Prince*. Le sombre et profond penseur donne en quelques lignes la clef de l'énigme turque.

« Il y a trois sortes d'esprits : les uns sa-

vent découvrir ce qu'il leur importe de connaître; d'autres savent discerner facilement ce que d'autres leur présentent; enfin, il en est qui n'entendent ni par eux, ni par autrui. Les premiers sont excellents; les seconds sont bons, et les autres parfaitement nuls. »

Une très petite élite turque — sultans jusqu'au dix-neuvième siècle, quelques Jeunes-Turcs au vingtième — appartenaient au moins à la seconde classe. Ils se rendaient compte de ce qu'il y a d'incomplet dans la cervelle turque, du mortel danger que présente son incapacité à s'adapter, par invention ou imitation, à un milieu politique perpétuellement en mouvement et en progrès. Leur intelligent effort se heurta toujours à l'opposition tantôt invinciblement inerte, tantôt rageusement agressive d'une immense majorité d'esprits de la troisième classe, parfaitement nulle, mais qui détenait à la fois la force qui meut les âmes et la force qui

arme les bras. Au dix-huitième siècle, la coalition des turbannés et des Janissaires fit échouer tous les projets de réforme ; au dix-neuvième, le sultan Mahmoud brisa l'opposition des Janissaires par un massacre, mais dut louvoyer avec les turbannés ; au vingtième, il semblait, avec une jeune armée affranchie du poids mort des superstitions orientales, que, le haineux aveuglement des turbannés étant à son tour maté, la nef turque dût enfin, mise à flot, être menée au havre de salut.

Il n'en fut rien. Cette dernière expérience se montra la plus lamentable. Non seulement l'élite n'était qu'apparente, non moins que relative, mais dans cette relativité même une scission se produisit. Le fatal esprit de troisième classe, l'esprit janissaire, se manifesta dans l'armée à une heure psychologique, et jeta aveuglément le poids de ses sabres dans un plateau de la balance de la

destinée, le mauvais plateau, celui qui, faisant brusquement remonter l'autre, fit connaître que la Turquie, pesée et trouvée légère, était condamnée.

Car je veux bien qu'il y ait eu là non point méchanceté ni désir préconçu de mal faire, mais encore et toujours incompréhension. Il n'importe. Mettez un charretier, aussi brave homme qu'il vous plaira, mais inconscient de son incompétence, au volant d'une automobile de 100 chevaux, et imaginez les résultats. L'incompréhension gouvernementale turque, décidément irrémédiable, fait souffrir, inutilement, cruellement, dangereusement; et la liste est très longue de ceux qui souffrent.

Les Arméniens souffrent. Une conception toute soldatesque de l'administration civile, qui, à la moindre protestation, pousse à la répression sans pitié; l'insuffisance, trop souvent l'absence de voies de communica-

tions, qui paralysent l'action de la police et de la gendarmerie ; le préjugé musulman, qui rend hésitant à ordonner des sanctions applicables en protection de Chrétiens ; par-dessus tout l'inertie, la faiblesse et l'inintelligence des autorités, livrent, dans les campagnes, les paysans arméniens, leurs femmes, leurs filles, leurs biens, au féroce bon plaisir des beys kurdes et, périodiquement, déterminent, dans les villes, des massacres si effroyables qu'aucun cimetière du monde ne pourrait servir, aux victimes, de dortoir suffisant. Rien n'effacera de ma mémoire le spectacle, en 1896, des tombereaux de cadavres remontant doucement, au pas des chevaux, l'avenue de la Sublime Porte, tandis que derrière eux, dans la poussière, serpentait une rigole de sang.

Les Grecs souffrent. Tranquilles depuis l'orage de 1821, enrichis, influents, soudain ils payèrent cher les récents triomphes hel-

léniques. L'idée fut conçue d'opérer une façon de transvasement entre les Turcs de la Macédoine perdue et les Grecs de la côte anatolienne. Cette idée pouvait se défendre. Le plus grand homme d'État que la Grèce moderne ait produit, Venizelos, l'accepta. La vie est aussi odieuse aux Musulmans en terre chrétienne qu'elle est pénible aux Chrétiens en terre d'Islam. Mais l'opération fut entreprise avec des procédés de soudard si brutaux qu'ils révoltèrent jusqu'au Jeune-Turc intelligent, Rahmi bey, qui exerçait alors et exerce encore aujourd'hui, je crois, les fonctions de gouverneur général du vilayet de Smyrne. Des milliers de familles grecques furent jetées dans la rue, poussées à la côte, s'embarquèrent en panique, affolées, affamées. J'ai vu, dans le jardin public de Mytilène, un campement de réfugiés dont l'épuisement et la misère fendaient le cœur. Des hommes recrus de fatigue dor-

maient affalés par terre, hâves, les yeux cernés, la bouche ouverte. Des femmes maigres tendaient une main en silence et montraient, de l'autre main, de petits enfants qui somnolaient en murmurant : *Pinô... Pinô...* (J'ai faim... j'ai faim).

Les Arabes souffrent. Dans leur orgueil surtout. Ils abominent l'idée d'être soumis, par la seule force des baïonnettes, à une race d'hommes qu'ils considèrent comme des Barbares. Dans leur sens pratique aussi. Leur amour du lucre saigne devant les routes effondrées et peu sûres, les bureaux paresseux et tracassiers, les tribunaux ignorants et corrompus, qui entravent les transactions et font tomber à rien la valeur des terres. Dans leur corps quelquefois. Pour ne citer qu'un exemple, en 1911, les sots projets d'un gouverneur général du vilayet de Damas, dont le nom m'échappe, ayant provoqué de la façon la plus inutile et aussi la plus ab-

surde les protestations, puis le soulèvement des Bédouins de la Palestine, on fit marcher la troupe, et, du côté de Karak, le sang coula à flots.

Plus que les autres, les Turcs souffrent. Oui, les Turcs. Un lieu commun répété légèrement a créé, sur leur compte, la plus fausse légende. On va répétant : Tous les Turcs sont fonctionnaires civils ou militaires. C'est un bel exemple de généralisation hâtive. En Turquie, presque tous les fonctionnaires civils ou militaire sont turcs, en effet, mais ces fonctionnaires sont quelques milliers, et les Turcs sont 8 millions, 8 millions de paysans dont la condition est toute semblable à celle des paysans de l'ancienne France que La Bruyère a dépeinte en termes si poignants. Eux aussi, courbés sous une loi d'airain, gagnent très péniblement de quoi payer l'impôt, et de quoi se nourrir tout juste assez pour avoir la force de continuer à ga

gner de quoi payer l'impôt. S'ils n'y parviennent point, pour peu que Constantinople ait besoin d'argent, les agents du fisc les talonnent rudement, les bâtonnent au besoin, comme ces chevaux épuisés que la douleur seule peut inciter à gravir la trop rude côte. Et s'ils n'y parviennent point encore, on les saisit, et on vend sans merci tout ce qui n'est pas strictement indispensable à l'accomplissement de la première de leurs fonctions, qui est celle de pourvoyeurs du fisc. Car ils en ont une seconde, celle de chair à canon. Quand ils en ont fini avec l'agent du fisc, l'officier de recrutement vient leur mettre la main sur l'épaule. Sur eux pèse la lourde charge d'un service militaire obligatoire à peu près perpétuel. A l'automne de 1912, quand la guerre balkanique devenant inévitable, la mobilisation générale fut décrétée, nous les vîmes arriver à Constantinople en interminables files, deux par deux, se tenant par la

main comme des enfants, adolescents imberbes, hommes mûrs, vieillards à barbe blanche. Toujours il en fut ainsi. De l'océan Indien aux Balkans, de la frontière de Perse à la mer Ionienne, qui creuserait le sol trouverait à chaque pas les ossements de paysans anatoliens. Ils ont fait toutes les campagnes, les plus désespérées, les plus stupides. A l'heure où j'écris, pendant qu'à Constantinople les officiers d'état-major allemands, gavés de charcuterie et de champagne, se pavanent en ricanant dans les automobiles réquisitionnées, ce doit être dans les chaumières d'Anatolie une immense lamentation, les femmes pleurant, après les morts des Balkans, les morts de Gallipoli.

L'État, pour qui ils font tout, pour eux ne fait rien. A peine institua-t-il une Banque agricole, pauvre et médiocrement gérée, avec la mission de les sauver, par de petits prêts, du fatal secours des usuriers grecs et

arméniens, quand l'argent leur manque pour l'achat des semences. A l'armée, sous l'abominable impulsion prussienne, ils sont brutalisés affreusement, souffletés pour la moindre faute. Beaucoup reviennent malades de leurs garnisons lointaines et l'État ne prenant aucune précaution, les hôpitaux et les médecins faisant complètement défaut dans les plaines de l'Asie, l'avarie commence à ronger dangereusement la robuste race. Lors de la guerre balkanique, une intendance invraisemblable les laissa manquer de pain dès San-Stéfano, qui est aux portes de Constantinople. Dans notre ambulance, nous vîmes avec horreur des soldats s'en aller, non de leurs blessures, mais de faim. Il y avait trop longtemps qu'ils n'avaient rien mangé ; leur gorge serrée ne laissait plus passer aucun aliment. Et pourtant nos blessés ne se plaignaient jamais. Ces pauvres paysans négligés, torturés, demeuraient doux comme des

enfants meurtris, se montraient reconnaissants de la moindre attention, s'ils ne pouvaient pas parler, remerciaient d'un salut de la main, d'un sourire. Et quand ils sentaient que la Grande Heure était venue, leur visage se faisait impassible et grave, et ils mouraient noblement, sans un geste, sans un son, dans l'unique grandeur du silence.

XIV

Les sujets ottomans ne sont pas les seuls à souffrir de l'incompréhension turque. Les rapports internationaux se sont développés et entrelacés de telle manière que dans la famille des États toute action de l'un quelconque d'entre eux a sa répercussion chez les autres. Le splendide isolement est un mythe, une impossibilité. Le Japon lointain, entouré de mers immenses, y prétendit au siècle passé. Des navires de guerre américains déchirèrent rudement le voile de ses illusions et la compréhension japonaise fit de ce réveil douloureux le point de départ d'une merveilleuse ascension.

De l'incompréhension turque, la Russie, en premier lieu, souffre dangereusement. En temps de paix, déjà, le danger est grand. La Russie représente de nos jours ce qu'était, aux temps romains, la Sicile : un grenier d'abondance. Sa Terre Noire, surtout depuis les réformes agraires qui suivirent la guerre de Mandchourie, produit du blé prodigieusement, alimente les moulins du monde, est pour des millions de cultivateurs russes une source de bien-être, si ce blé se vend bien, de gêne, s'il se vend mal, de misère, s'il ne se vend point. Et le prix en varie capricieusement en fonction de cette variable indépendante : la liberté des Détroits. Qu'elle soit le moins du monde menacée, qu'on ait la plus légère appréhension de leur fermeture, et immédiatement le taux des assurances maritimes monte, et le prix du blé baisse fortement.

Ce danger est minime en comparaison de

celui que la Russie court de ce chef en temps de guerre. Le trop fameux von Bernhardi a écrit ou à peu près, je suis sûr de l'idée sinon des termes : « On ne peut pas vaincre la Russie ; on peut l'affamer. » Entendez : l'affamer de munitions, car tout est là. Le reître sans cœur a le coup d'œil militaire juste. On comprend maintenant pourquoi les Allemands n'ont pas pu dissimuler leur rage quand l'Angleterre est entrée en ligne, et pourquoi, surtout, ils ont bouché les Dardanelles. Renseignés parfaitement par leurs milliers d'espions, ils savaient très bien que leur seule chance de vaincre consistait, comme dans le tragique tableau, en l'affreux argument de la dernière cartouche. Leur véritable supériorité, c'était la supériorité de munitions. L'Angleterre du côté des Alliés, c'était, pour nous, la maîtrise de la mer, la possibilité de remédier à la disette escomptée de munitions, puis, les mois s'ajou-

tant aux mois, de la remplacer par une surabondance qui romprait, à notre profit, l'équilibre des forces militaires. Les Dardanelles bouchées, c'était la Russie qui, avec des ports insuffisants ou impossiblement lointains, ne peut bénéficier de la maîtrise franco-anglaise de la mer; c'était la Russie livrée, en cette vitale matière des munitions, uniquement à ses propres ressources, avec une organisation industrielle connue, en Allemagne, pour insuffisante : partant la Russie affamée, comme le voulait Bernhardi. Les Dardanelles bouchées firent perdre Przemysl et tomber Varsovie. On parle d'un effort allemand pour tendre la main aux Turcs et renforcer la défense des Dardanelles. Je ne crois pas qu'il se trouve un seul homme de bon sens pour en douter[1]. Le grand défaut de la cuirasse allemande,

1. Écrit le 12 août 1915.

c'est la mer : la mer Atlantique, sans doute, mais plus encore le mince filet bleu qui joint la Méditerranée — *mare nostrum* — à la mer Noire, la mer amie.

La souffrance de l'Angleterre et de la France, pour être moins directe, moins géographique, si je puis m'exprimer ainsi, n'en est pas moins notable. En droit musulman, il y a beaucoup à dire sur le califat des sultans turcs. Mais présentement ce califat, appuyé par une possession d'état de quatre siècles et le prestige d'un appréciable état militaire, est ce que nos amis Anglais appelleraient *a hard fact*, un fait concret. Je ne m'exagère pas l'ascendant du grand-maître de l'Ordre islamique ; j'ai cru pouvoir, dès les premiers jours, soutenir que la guerre sainte proclamée par lui ne trouverait, aux Indes, au Turkestan, en Égypte, en Algérie, en Tunisie, au Maroc, aucun écho. Mais encore convient-il de considérer cette

alternative. La Turquie peut suivre ce que j'appellerai la politique de Léon XIII, ou une autre : vouloir vivre en termes intelligents et cordiaux avec les grandes, les plus grandes puissances musulmanes que sont la France, l'Angleterre et la Russie, ou prétendre à s'entremettre hostilement entre ces États et leurs sujets de confession islamique. Il serait contraire à ma conviction de dire que la seconde manière ferait naître un danger véritable — et les faits confirment que les espérances allemandes ont été à cet égard complètement déçues — mais elle serait une impertinence — de quoi la Turquie se mêle-t-elle, inconsciente de cette assise de la politique rationnelle : la séparation absolue entre l'idée de religion et l'idée de nationalité ? — un ennui — il se trouverait aisément, dans les possessions musulmanes anglaises, françaises ou russes, des illuminés ou des intrigants pour puiser dans les me-

nées turques un encouragement aux tracas assurément superflus qu'ils donneraient aux administrateurs de ces possessions — et en cas de guerre, nous le constatons maintenant, une épine au flanc dont l'absurdité ne fait qu'accroître la cuisson. Que nos fils et les fils de l'Allemagne tombent les uns en face des autres, soit; la querelle est ancienne ; la façon criminellement sotte dont fut réglée, en 1871, la question de l'Alsace-Lorraine, la rendait d'un ajustement malaisé ; la rapacité et la superbe des hobereaux allemands n'ont fait que précipiter un conflit que leur aveugle intransigeance eût toujours laissé latent. Mais 45.000 Anglais, 20.000 Français mis hors de combat en se battant contre les Turcs que depuis des siècles nous soutenons de notre cervelle, de notre argent, et, à l'occasion, de notre sang, en vérité cela passe la mesure, et la souffrance occasionnée par une incompré-

hension de cette proportion monstrueuse n'est plus ni la bonne souffrance, ni la souffrance simplement admissible, mais la souffrance intolérable, parce qu'elle est insensée.

XV

Un savant diplomate roumain que je m'honore de connaître, M. Djuvara, a publié l'année dernière un livre de grand format et fort épais intitulé : *Cent Projets de Partage de l'Empire ottoman ;* car il nous enseigne qu'on n'en conçut pas moins de cent depuis le moyen âge jusqu'à nos jours. Je ne me propose pas de fournir la matière d'un chapitre additionnel à ce travail, pour beaucoup de raisons, dont la première, qui n'est pas la seule, est qu'il y faudrait un volume, et l'étude préalable et très attentive des immenses dossiers qui s'amoncellent sur

cette affaire capitale et difficile entre toutes aux ministères des Affaires étrangères de Londres, Paris, Pétrograd, Rome et probablement Athènes. Tout au plus hasarderai-je quelques observations très générales en me réclamant d'un principe trop souvent méconnu en diplomatie et en politique, le Principe dé la Moindre Souffrance.

En somme, de l'incompréhension turque, tout le monde souffre, ou à peu près : tout le monde en Orient, et, en Occident, tous ceux qui nous intéressent. A cette totalité de souffrance intérieure et extérieure, comment remédier ?

Si la souffrance était intérieure seulement, il semblerait que le remède fût aisé à découvrir, puisque toute l'histoire turque, et particulièrement la plus récente, l'indique clairement. La cervelle turque a des trous qu'il faut combler avec un appoint de cervelle étrangère ; toute l'élite intellectuelle turque,

les sultans jadis, dernièrement l'intelligence libérale l'ont reconnu. Qu'il s'agisse des Bonneval, des Tott, des Juchereau de Saint-Denis, autrefois, ou des Joly, des Crawford, des Baumann, aujourd'hui, la méthode est la même : dans les départements d'État, un pacha turc pour la pompe et l'ostentation, comme disent les juristes, et, pour le travail véritable, l'organisation scientifique, l'imagination réformatrice, un conseiller étranger, le pacha turc devant être, dans ce système, l'autorité qui sanctionne, et le conseiller étranger l'intelligence qui conçoit, en un mot ce que nous avons appelé le système des mercenaires civils.

Après la guerre balkanique de 1912, se rendant compte que la Turquie jouait sa dernière partie, un vieux ministre jeune-turc de sang arabe, dont il faut déplorer la mort, car sa sagesse et sa modération n'eussent probablement jamais permis que la Turquie,

adoptant ce qu'il appelait dédaigneusement une politique de sous-lieutenant, se lançât dans la folle et mortelle aventure, le maréchal Mahmoud Chevket pacha eut la clairvoyance de vouloir étendre ce système jusqu'au département de l'Intérieur, dont toute collaboration étrangère avait été jusqu'alors exclue. Il voulait que la Turquie fût divisée en vastes zones d'inspections civiles, à la tête desquelles il jugeait opportun de placer des Occidentaux considérables, avec un très long mandat et des pouvoirs extraordinaires. On ne sait peut-être pas qu'il se flattait d'obtenir à cet effet le concours d'hommes aussi éminents que lord Milner, en Angleterre, et le général Gallieni, en France. Mahmoud Chevket pacha périt assassiné, mais son idée ne fut pas abandonnée entièrement. A défaut d'inspecteurs régionaux, la Porte, pour la première fois depuis que la Turquie existe, plaça un inspecteur général étranger, un An-

glais, au ministère de l'Intérieur; elle alla plus loin encore et plaça au grand-vizirat et au ministère des Affaires étrangères même un conseiller-légiste étranger, un Français, avec des attributions qui en faisaient, en réalité, un conseiller pur et simple, dans toute la large acception du terme. J'ai indiqué ailleurs que presque dans tous les autres départements d'État — Justice, Finances, Travaux publics, Agriculture, sans compter la Guerre et la Marine — siégeaient déjà des conseillers étrangers.

Ce remède n'opéra point. Et la raison en est bien simple.

Un conseiller français du ministère de la Justice, fatigué de voir tous ses projets « classés » dans de définitifs cartons, donna sa démission. Le prince-héritier, Youssouf Izzeddin partisan ardent et convaincu des réformes, le convoqua en audience et lui demanda s'il ne consentirait pas à reprendre du service.

— Non, Monseigneur, répondit le Français.

— Et pourquoi ?

— Parce que réformer ne consiste pas seulement à concevoir des plans et à les exposer dans des rapports, mais à les exécuter. Or, exécuter des réformes, c'est déranger des habitudes, froisser des intérêts. Pour en vaincre l'opposition inévitable, il faut, derrière le réformateur, une force qui le comprenne et soit décidée à le soutenir. Cette force, je ne la vois pas.

— Moi, je vous soutiendrai, dit le prince.

Le Français, embarrassé, s'inclina poliment sans répondre.

Son embarras était concevable. Le pauvre prince n'était pas une force du tout. Chose surprenante mais certaine, depuis la révolution de 1908, il n'y a plus de force réformatrice dans le vieil empire. Pour emprunter une pittoresque formule de Talleyrand,

la révolution a désossé la Turquie. Autrefois, cette force était la force, d'ailleurs insuffisante quoique appréciable, de « bons tyrans » : les sultans éclairés, comme Sélim III, qui mettaient leur prestige dynastique et leur pouvoir absolu au service de la cause du progrès. Les Jeunes-Turcs, par haine et dégoût du despotisme néfaste d'Abdul-Hamid, opérèrent leur révolution sur une telle base que l'autorité impériale s'en trouva soudain complètement et à jamais ruinée. La nation turque ayant connu, par leur enseignement, qu'elle était de droit souveraine, s'assimila avec une telle plénitude l'ambroisie d'une autorité flatteuse autant qu'inattendue que le Sultan devint du jour au lendemain le roi soliveau, un majestueux timbre sec, frappant indistinctement d'une griffe soumise et rapide tous les projets de lois et de décrets que lui envoyait, pour sanction, la Sublime Porte.

Or, cette autorité impériale, devant qui incontestablement, sous Abdul-Hamid, se courbaient tous les fronts, les Jeunes-Turcs ne réussirent aucunement à s'y substituer. L'habitude immémoriale d'un *tchin* turc qui mettait à tous les postes d'autorité des pachas et des beys de haut grade, à uniformes copieusement dorés et à grands cordons rouges ou verts, avait fini par inoculer dans le sang turc un snobisme administratif inimaginable. Un gouverneur général d'Erzeroum, si je m'en souviens bien, en recevant le grade de vizir, qui est le plus élevé du *tchin* civil et confère le titre de pacha avec, naturellement, la qualification d'Excellence, dit très sérieusement à un consul qui venait le féliciter : « J'ai atteint à la limite des grandeurs humaines ! » Et, de fait, un vizir en Turquie, sous l'ancien régime, était à peu près ce qu'est un duc en Angleterre. Comme ces ducs turcs étaient généralement très pa-

resseux et extrêmement voleurs, le peuple fut enchanté de voir détruire leur pouvoir, mais il ne respecta pas pour cela l'autorité des révolutionnaires qui l'avaient détruit, parce qu'ils n'étaient pas des ducs. Que de fois ai-je entendu dire du ministre de l'Intérieur Talaat : « Talaat ? mais c'est un homme de rien, un ancien petit employé télégraphiste ! » Ces grenouilles voulaient un pacha !

A la Chambre, l'autorité des Jeunes-Turcs n'était pas plus grande. Certes, ils avaient « fait » les élections, pratiqué la candidature officielle avec une maestria que leur eussent enviée nos plus vieux préfets de carrière. Et de cette procédure politique discutable, on ne pouvait pas leur en vouloir beaucoup. La masse du peuple turc avait l'âme des paysans vendéens ou bas-bretons de 1789, et se trouvait menée par des recteurs turbannés dont l'idéal connu était de

transformer la Turquie en une façon de Genève du seizième siècle, où ils eussent fait occire les révolutionnaires francs-maçons avec toute la sombre satisfaction qu'éprouva Calvin à faire brûler Servet. On le vit bien à la journée du 13 avril 1909. Pourtant, même dans cette Chambre « faite » avec art, les idées de réforme trouvaient mauvais accueil. On ne put y faire adopter l'heure fixe occidentale : une immense majorité se cramponna passionnément à la bonne vieille heure qui change tous les jours au coucher du soleil. Le projet de création d'un poste de conseiller étranger au ministère de la Justice provoqua des clameurs d'opposition. Les députés turbannés — il en était malgré tout passé beaucoup — quittèrent la salle en levant les deux bras au-dessus de la tête et en hurlant : « On trahit l'Islam ! » Quand le député Riza Tewfik, un bizarre et sympathique rêveur, disciple passionné à la fois des mystiques

persans et de Herbert Spencer, se risqua à demander à la tribune la liberté de conscience pour les Musulmans, il faillit être écharpé dans la salle même.

L'administration provinciale présentait le tableau d'une anarchie effrayante. Les ordres d'en haut, généralement conçus dans un bon esprit, en passant par le terrible milieu administratif hérité du régime hamidien, subissaient une réfraction si étrange, qu'à l'exécution ils devenaient détestables. Lors de la brutale expulsion des Grecs, durant l'été de 1914, Rahmi bey, gouverneur général du vilayet de Smyrne, me disait : « Que voulez-vous que je fasse ? Tout le mal est fait par des personnages sans mandat contre lesquels je ne puis rien. Sur les militaires, je n'ai aucune autorité. Mes *Kaïmmékams* (sous-préfets) se montrent inertes ou se font complices, et quand je demande leur destitution ou leur changement, Talaat (le ministre

de l'Intérieur) me répond : « Je craindrais d'en envoyer de pires. »

A la Sublime Porte, le prince Saïd Halim, grand seigneur égyptien, petit-fils du fameux Méhemmed Ali, sut pendant quelque temps faire respecter son autorité et en fit un sage emploi. La négociation relative aux réformes d'Arménie fut menée à bien, et le texte du contrat d'engagement des inspecteurs généraux présentés par les grandes puissances, arrêté et signé. Une entente définitive avec la Grèce fut résolue ; le grand-vizir devait partir pour Munich accompagné du conseiller français de la Porte, afin d'en arrêter les bases dans des entretiens directs avec M. Venizélos ; la date du départ était arrêtée, les pleins pouvoirs se trouvaient rédigés, les places de la mission retenues à bord du paquebot, quand le coup de foudre de la guerre européenne ruina ce dessein comme tant d'autres. La dernière autorité, sinon de génie, mais assu-

rément de bon sens, sombra dans la tourmente. J'ai dit le rapide et complet accaparement du pouvoir par les derniers janissaires. Le grand-vizir ne sortait plus guère de sa villa du Bosphore ; son pouvoir s'évanouissait ostensiblement d'heure en heure comme la Peau de chagrin de Balzac à ses derniers jours. Son conseiller français, que l'avis seul de l'ambassade retenait de donner sa démission, eut à exercer des fonctions lamentablement faciles. Le matin ou l'après-midi, il remontait le Bosphore à la plus lente cadence des rames de son caïque, abordait chez le prince, buvait une tasse de son excellent café égyptien, s'entretenait quelques instants avec lui, demandait s'il n'y avait pas quelque travail à faire, recevait régulièrement la réponse qu'il n'y en avait point, et, pour tuer le plus de minutes possible de ces heures d'angoissante inaction, s'en retournait aussi lentement qu'il était venu.

Pendant ce temps-là, Enver et ses camarades mobilisaient, réquisitionnaient, et, sur le papier qui souffre tout, refaisaient la carte du monde.

XVI

Si, considérée en elle-même, la souffrance intérieure provoquée par l'incompréhension turque est irrémédiable puisque l'intelligence qui voudrait la guérir n'a pas de force à son service, il en est tout autrement de la souffrance extérieure que cette incompréhension a déterminée par répercussion.

La souffrance russe, la plus grande, la plus ancienne de toutes, longtemps la seule, du jour où les lances de la chevalerie polonaise eurent définitivement brisé, devant Vienne, l'élan de la Turquie contre l'Occident, pouvait de tout temps se prévaloir de la

force d'un empire qui est une partie du monde. Mais longtemps neutralisée par une composante de forces égales dirigée en sens contraire, cette force russe, essentiellement énorme, demeurait à l'état de potentiel. Depuis un siècle, le géant slave se sent suffoquer dans la mer Noire; chaque fois que, las d'étouffer, il allait d'un irrésistible effort, briser la fenêtre turque fermée sur l'air et la lumière de la Méditerranée, son bras était arrêté par des bras également puissants. Hunkiar-Iskélessi, Crimée, San-Stéfano, voilà des noms qu'il suffit de rappeler pour démontrer, par des exemples éclatants, le plus important théorème de statique de l'ancienne mécanique européenne.

Pas si ancienne. Même après la conclusion de l'alliance franco-russe, puis de l'Entente Cordiale, et de leur combinaison en Triple-Entente par une des plus belles manœuvres qui se puissent relever dans l'histoire de la

diplomatie française, la question des Détroits demeura à l'état statique. La Triple-Entente, facteur d'équilibre par rapport aux puissances de l'autre groupement, se trouvait elle-même en état d'équilibre par rapport à la question du Bosphore et des Dardanelles. Au lendemain de la révolution turque, la Russie tenta de la poser à Londres et à Paris, en se flattant d'obtenir une solution favorable. Elle n'y réussit point. Chacun estimait qu'une telle solution pouvait précipiter les plus graves échéances, probablement le partage même de l'Empire ottoman, et à Paris comme à Londres, personne n'en voulait entendre parler, non seulement par appréciation du formidable conflit européen qu'une opération de cette envergure pouvait susciter, mais aussi par des considérations puissantes d'intérêt et de sentiment. La finance et l'industrie françaises occupent en Turquie une position immense qu'un partage de l'empire

turc semblait devoir compromettre gravement, sinon ruiner tout à fait. Les institutions françaises d'enseignement, religieuses et laïques, ne cessent point de répandre en Turquie la connaissance de notre langue, l'amour de nos idées, l'acceptation bénévole de notre influence ; que deviendraient-elles, se demandait-on, après un partage ? En outre, dans beaucoup d'esprits demeurait vivante et chère la tradition d'une Turquie amie et souvent alliée depuis François Ier, avec un instinct de sympathie profonde autant que désintéressée pour ce lointain pays devenu, par l'effet d'étroits liens séculaires, la France du Levant. La traditionnaliste Angleterre partageait ces sentiments à un haut degré : malgré l'orientation turcophobe suggérée par Salisbury en 1896, le parti conservateur anglais, avec tout ce qu'il comporte de puissance sociale et d'énorme influence, n'en demeurait pas moins attaché aux con-

ceptions de Beaconsfield, au dogme de l'intégrité de l'Empire ottoman. Pour tout dire en un mot, en France et en Angleterre on aimait beaucoup la Russie, mais pas au point de lui sacrifier l'Empire turc. Au commencement de 1914 encore, malgré tout l'agacement provoqué par les sottes menées panislamistes, successivement, sir Edward Grey et M. Poincaré, sans s'être concertés le moins du monde, déclaraient identiquement à la Sublime Porte, qui leur avait témoigné son inquiétude de projets de partage dont l'Allemagne faisait circuler le bruit à Constantinople, que cette alarme n'avait aucun fondement, que la Turquie pouvait compter sur la sympathie sincère, le cordial appui de la Grande-Bretagne et de la France, tant que le Gouvernement turc ne se proposerait d'autres fins que des réformes libérales et la paix. Bien plus, au dernier moment, après que la grande guerre eut éclaté, les ambas-

sadeurs d'Angleterre, de France et de Russie allèrent officiellement, solennellement, réitérer cette assurance à la Sublime Porte, affirmer qu'il n'entrait aucunement dans la pensée des Alliés de profiter de leur victoire pour porter une atteinte quelconque à la souveraineté du Sultan et à l'intégrité territoriale de son empire.

Nous avons l'aveu de l'Allemagne même que ses desseins étaient et demeurent tout autres. Les traditions de la maison de Prusse auraient suffi pour qu'on en pût déduire ses plans dans cette conjoncture, car on sait assez que cette dynastie, d'une rapacité congénitale, considère comme sa proie légitime tout État faible dont il lui apparaît que les dépouilles sont appréciables. Elle a fondé sa grandeur sur le rapt de la Silésie et l'écartèlement de la Pologne; elle l'a couronnée par l'annexion du Slesvig, du Hanovre et de l'Alsace-Lorraine, au mépris des protesta-

tions désespérées et incessantes des habitants. Mais pourquoi user d'inductions historiques quand une claire évidence et l'aveu présent sont là ? Au cours de sa fameuse campagne de propagande aux États-Unis, M. Dernburg fit, au sujet de la Turquie, des déclarations trop peu remarquées. Il dit tout net qu'à la paix, l'Allemagne entendait se réserver la Turquie comme sphère d'influence, depuis le Bosphore jusqu'au golfe Persique. Comment en eût-il été autrement ? Dans le sein de la Triple-Alliance, il n'y avait point, à cet égard, d'équilibre intérieur, il n'y existait personne qui pût contre-balancer l'avidité de la Prusse et cette avidité était surexcitée depuis de longues années non seulement par la beauté de ces cieux et de ces eaux d'azur, de ces terres fertiles et ensoleillées qui ont toujours attiré les Barbares, mais par la considération qu'une mainmise opérée sur les Détroits et le canal

de Suez emprisonnerait à jamais la Russie dans sa geôle de la mer Noire, couperait l'Angleterre de ses communications avec les Indes, par cela même ruinerait ces deux puissances et, du même coup, réduirait à merci la France, leur alliée. Le calcul était si facile à pénétrer qu'il n'y avait point lieu de songer à le dissimuler sous le fard et les apprêts diplomatiques. C'est ce qui explique assurément pourquoi M. Dernburg n'hésita pas à l'étaler avec un aussi beau cynisme.

Tel serait donc le sort réservé à la Turquie par une Germanie triomphante. Les Turcs, qui sont déjà en posture d'apprécier le tact et la douceur dont en usent avec eux les Allemands, qui en ont cependant encore besoin et se posent en amis de cœur, peuvent s'imaginer les délices de la culture intensive qui leur serait appliquée quand les Barbares, ayant détruit à leur profit l'équilibre mondial, abandonneraient le rôle de courti-

sans pour assumer celui de maîtres. Mes oreilles retentissent encore des propos brutalement méprisants que tenaient, sur le compte des Turcs, les instructeurs allemands au cours de la guerre balkanique, alors que ces bons maîtres ne se doutaient pas qu'il dût être de leur intérêt prochain d'aduler de nouveau leurs élèves.

A une situation politique aussi claire, aussi manifeste, et que le plus jeune attaché d'ambassade eût rougi de ne pas saisir d'un coup d'œil, les Janissaires, ivres de hachich tudesque, ne comprirent rien. Oublieux des services rendus, méconnaissant une tradition historique qui était un instinct de vie, ils se rangèrent contre la France, la Grande-Bretagne et la Russie dans le duel à mort que ces puissances soutenaient contre les Teutons et les Cimbres, et, dans l'espoir de provoquer de formidables soulèvements dans leurs possessions musulmanes d'Afrique et

d'Asie, ils proclamèrent la guerre sainte.

La conséquence directe de cette folie devait être bien évidemment de détruire à jamais cet équilibre intérieur, dans le groupement franco-anglo-russe, qui était à la Turquie un unique mais sûr garant de salut. L'Allemagne victorieuse, la Turquie était dévorée. Mais l'Allemagne battue, il en devait être tout autrement. A une Turquie reconnaissante et fidèle, ou simplement sans reproche, ni les paroles données, ni l'opinion publique en Angleterre et en France n'eussent permis de toucher. L'attaque contre l'Égypte, le sang des Dardanelles, plus généralement et plus simplement l'assistance donnée aux bourreaux de la Belgique et de sept départements français changent tout le système. La force russe et la force franco-anglaise ne se détruisent plus en s'opposant : la communauté de la souffrance et du danger en font une formidable force unique, di-

rigée dans le même sens : contre la Turquie. Il y a plus : au moment où j'écris ces lignes, l'Italie, à son tour excédée, déclare la guerre à l'Empire ottoman. Prodigieux retour des choses : l'incompréhension turque a fait ce miracle de réunir en faisceau contre la Turquie tous les combattants de la guerre de Crimée ! Ainsi donc, la Russie, la France, l'Angleterre et, à compter de ce jour, l'Italie, d'un effort commun, s'emploieront à écarter l'absurde souffrance, l'inutile danger, à en rendre le retour impossible par la création d'un état de choses nouveau et tel que jamais plus elles ne soient exposées à ce qu'une lubie de cervelles incomplètes et impulsives, maniant des forces redoutables, les mette derechef en douleur et en péril.

L'intention est arrêtée; l'objectif est certain. Il ne reste à considérer que les diverses manières dont on conçoit qu'on y pourrait atteindre.

XVII

De ces manières commençons par écarter la mauvaise, ce que nous appellerons le système du lotissement du cheptel, seul nom qui lui paraisse proprement convenir.

Le cheptel, on le sait, c'est le capital en bétail, le fonds de roulement vivant des terres que l'on fait valoir. Il n'y a pas très longtemps de cela, les diverses contrées de l'Europe étaient considérées comme des pâturages nourrissant le plus précieux des cheptels, celui qui produit de l'argent et de la force militaire comme les autres produisent de la viande, de la laine et du lait : le cheptel humain. Pour la conquête de cet inappré-

ciable capital, dont la possession donnait l'honneur d'être prince et le plaisir d'être millionnaire, le sang coulait à flots de la Manche à la Baltique, de l'estuaire de la Vistule au delta du Nil. Quand on s'était bien battu, qu'on avait suffisamment tué, les hommes d'affaires des grands propriétaires s'asseyaient autour d'un tapis vert et discutaient âprement la redistribution des parts de capital humain. Car seul le lotissement importait. Cette opération faite, il ne restait plus qu'à faire travailler le cheptel et à le maintenir en soumission, et l'on y parvenait presque toujours, sauf l'inévitable casse, non point, cela s'entend, avec des bergers et des houlettes, mais avec des gouverneurs intelligents et sans entrailles, une forte police secrète, un obscurantisme savamment organisé et, pour les grandes conjonctures, les baïonnettes et les batteries de bonnes garnisons distribuées à propos.

La grosse affaire était, naturellement, le nombre de têtes. Quand Napoléon donna à Murat, par manière de gratification, le grand-duché de Berg, on loua fort la valeur du présent : cela représentait 420.000 têtes, produisant, tous frais d'administration payés — c'est-à-dire tous les amis casés dans des postes de loisir et de dignité, — 800.000 florins, soit 1.600.000 francs, de revenu, et permettant de lever deux régiments. Mais les habiles ne s'arrêtaient pas à des évaluations aussi superficielles; les hommes d'affaires prussiens, en particulier, excellaient à pousser plus avant de pratiques analyses. Un homme entendu s'en laisserait-il conter au point de confondre comme valeur de cheptel, 100 têtes de vaches landaises avec 100 têtes de vaches normandes ? En 1815, au Congrès de Vienne, quand il s'agit de trouver pour la Prusse 3.300.000 têtes en indemnité des pertes de cheptel occasionnées par les guerres

napoléoniennes, on finit par réunir le stock en grapillant de-ci de-là, au Hanovre, en Saxe; mais n'eut-on pas le front de vouloir y glisser un fort lot de têtes polonaises? Ce fut un beau tapage. — Qui trompe-t-on ici? s'écrièrent les Prussiens en furie; est-ce qu'une tête de Polonais de Posen vaut une tête d'habitant de Cologne ou d'Aix-la-Chapelle? — Permettez, répondirent les hommes d'affaires russes, vous oubliez que les Polonais de Posen qu'on vous offre sont d'un meilleur rendement que les Polonais de Wlodawa qui nous restent pour compte. Finalement, on s'inclina devant la sagesse avertie de la Prusse, et l'on nomma une commission d'évaluation chargée d'établir la valeur des lots en tenant compte, non seulement de la quantité, mais de la qualité du cheptel, du rendement en lait fiscal de chaque lot de vaches respectives.

Ces choses sinistrement plaisantes sont de

l'histoire, de la grande histoire. A qui en douterait, il est loisible, pour voir de ses yeux la plaie au flanc européen, de feuilleter les protocoles du Congrès de Vienne, ou, tout simplement, *le Consulat et l'Empire* de Thiers, d'un plus facile accès. Mais c'est de l'histoire très ancienne, aussi ancienne, aussi morte, bien qu'elle soit vieille d'un siècle à peine, que celle de ces premiers peuples d'Orient dont on se demande toujours, quand on en lit les fastes brumeux, si on ne se trouve pas en présence de personnages de légende. Hardenberg, Metternich, Talleyrand même, comme ils font maintenant, en présence de la conscience éveillée des peuples, lointaine et falote figure! Ce sera l'éternel honneur du génie latin, des jurisconsultes et des hommes politiques de France et d'Italie, d'avoir réduit ce système à l'état de pièce curieuse dans le musée de l'esprit humain, d'en avoir fait logiquement quelque chose comme

ees instruments de torture rouillés qu'on montre encore, aux visiteurs étonnés, dans les cachots de prisons médiévales. Ces esprits clairvoyants et généreux ont eu le haut mérite de faire entrer définitivement dans la conscience humaine, sinon encore dans l'universelle pratique, le système contraire du principe des nationalités, la notion que si, au point de vue purement fiscal et militaire, le peuple n'est qu'un cheptel, c'est un cheptel pensant, un cheptel sensible, avec cette conséquence qu'on n'a pas le droit, pour assurer ses convenances, de le blesser dans ses habitudes, dans ses traditions, dans sa foi, dans ses aspirations séculaires; qu'on n'a pas le droit, même quand on exerce u e action tendant à écarter de soi une injuste et dangereuse souffrance, de faire souffrir la masse humaine coupable en ses chefs plus que tout juste ce qu'il faut pour atteindre à ce légitime objectif.

Aussi bien, du vieux système que de nos jours, en Europe, pratique encore la seule Prusse, je n'aurais même pas parlé si, à l'occasion de la question turque, le mot de partage, souvent prononcé, n'avait évoqué en beaucoup d'esprits des conceptions erronées parce que surannées. Il importe de mettre en lumière que ce système, moralement condamné, appliqué à la question turque, constituerait, comme il fit toujours, une opération inutilement douloureuse, partant dangereuse, et, en outre, ce qui nous importe fort, désastreuse au point de vue des intérêts français.

Prenons des exemples, et, d'abord, celui de Constantinople.

XVIII

Constantinople, c'est la clef des Détroits. Je me suis efforcé de démontrer combien il est, pour la Russie, d'un intérêt vital que cette clef soit en des mains définitivement sûres. J'ajouterai qu'après le magnifique effort des Russes et leur prodigieuse souffrance, il serait ingrat, inique, et d'ailleurs politiquement sot, étant donné le groupement de forces futur qui déjà se dessine, de leur marchander une satisfaction qui ne serait qu'une délivrance. On me permettra d'ajouter encore, sur la foi de la plus impartiale expérience, que le Russe pur, d'authen-

tique âme slave non déformée par les enseignements de l'ancienne bureaucratie à traditions tudesques, est un des plus admirables types d'homme qui soient, foncièrement bon, d'une cordialité accueillante et généreuse, d'un bon garçonnisme éternellement souriant, et, avec cela, merveilleusement compréhensif, artiste émouvant et profond. Mais, tout ceci bien établi, considérez les conséquences d'une adjudication pure et simple du cheptel de Constantinople et des deux rivages des Détroits à la Russie, de la transformation de Constantinople, suivant l'expression qui a été employée dans la presse, « en ville de province russe ». On constatera aisément plus tard combien la souffrance créée par ce procédé simpliste serait inutile. Qu'il soit permis de signaler ici combien elle serait intense. Constantinople est essentiellement une très ancienne cité grecque — il est déjà question de Byzance dans Thucydide, dans les

plaidoiries de Démosthène, — de langue grecque, bien entendu. Sur cette vieille ville grecque se sont successivement superposées, en 1453 une ville administrative ottomane, de langue turque, et, au seizième siècle, une ville d'affaires étrangère, de langue française. La Russie ayant toujours pratiqué en Turquie une diplomatie exclusivement politique, sans jamais vouloir s'embarrasser de poursuites économiques ou financières, il en résulte qu'il n'y a, peut-on dire, point de Russes en Turquie. Sauf à l'ambassade et au consulat de Russie, à la direction de la Compagnie russe de navigation et à la Banque russe, installée seulement depuis la révolution jeune-turque de 1908, personne, à Constantinople, ne sait et n'a jamais su un mot de russe ni de droit russe. La mainmise d'un personnel administratif purement russe sur la vieille capitale des empereurs romains hellénisés et des sultans

alliés des « empereurs de France », personnel administratif procédant à gouverner la ville impériale annexée comme il gouvernerait Nicolaiew ou Ekaterinoslaw, produirait le plus inouï bouleversement. Quand j'imagine le désarroi à Constantinople, devant ce renversement des plus séculaires habitudes, devant cette domination soudaine d'un peuple complètement étranger, d'une langue complètement inconnue, de lois, de règles administratives ignorées de tous, impossibles à étudier dans leur texte, je ne balance point à dire que l'impression d'ahurissement y serait aussi profonde que pourrait l'être celle de Parisiens se réveillant un beau matin pour apprendre que Paris, désormais, est aux mains de l'administration japonaise. Je ne parle pas du deuil des Turcs. Cette rage dans la défensive, dont s'étonnent nos jeunes soldats, est faite toute entière de leur appréhension désespérée d'un tel sort. Mais

tout le monde — Grecs, Arméniens, étrangers mêmes, et je n'en excepte pas nos colons — serait profondément troublé, gêné, mécontent : les Grecs, en particulier, vieux enfants du sol, seraient inconsolables, et pleureraient leur langue, leurs écoles, les privilèges de leur Patriarcat, entiers depuis 1453 et chers comme la prunelle de leurs yeux, avec la douleur passionnée des Juifs de Jérusalem, sanglotant appuyés au pan de mur du Temple qu'a poli le frottement de leurs joues.

Prenons un second exemple, celui de la Syrie.

Si la France a, depuis quatre siècles, à peu près tout fait dans la Turquie en général, elle a particulièrement tout fait en Syrie, et il n'est point de coin étranger au monde où son influence soit aussi ancienne, aussi visible. Les châteaux des compagnons de Godefroy de Bouillon couvrent encore, de

leurs ruines, toutes les collines de la contrée; sur les versants du mont Liban, en 1860, le sang français coula pour une cause d'humanité et de justice; les ports, les routes, les chemins de fer de Syrie sont tous construits de la main des Français; dans les villes notre langue résonne à tous les coins de rue. Mais ne nous y trompons pas. La vieille Syrie, profondément arabisée depuis le temps reculé des Ommiades — huitième siècle, — en majorité musulmane, accueillerait fort mal une annexion pure et simple et un morcellement de ce bloc d'antiques royaumes orientaux en quatre ou cinq départements français. Il y a bien de l'apparence que même les Chrétiens maronites de la Montagne, que les armes françaises délivrèrent du cauchemar d'incessants massacres, même les Catholiques des villes, qui nous sont les plus attachés, ne verraient pas disparaître d'un cœur léger leur personnalité nationale,

dont ils ont une très vive conscience. Quant aux Musulmans, auxquels se joindraient immédiatement les Druses, — et c'est la partie proprement guerrière de la population — il faut ne rien connaître à leurs sentiments pour douter qu'ils opposeraient une résistance acharnée, inlassable, et que ce serait un recommencement de l'histoire de l'Algérie.

Cette manière enfin serait, pour les intérêts français en Turquie, un effondrement. Car, à gagner de quoi caser en Syrie quelques préfets, de nombreux sous-préfets, et la longue file de leurs bureaucratiques caudataires, considérez tout ce que nous perdrions. Alors vraiment se trouveraient justifiées les alarmes françaises que, de tout temps, suscita le mot de partage. Dans tout le reste de la Turquie disparue, ce serait la disparition simultanée de notre finance, de notre industrie, de nos établissements d'in-

struction, de notre langue, des positions importantes ou honorables acquises par le long labeur d'innombrables compatriotes, bref, l'écroulement du monument prodigieux de très profitable, mais de très noble et très bienfaisante influence que l'intelligence et l'énergie de l'ancienne et puis de la nouvelle France s'évertuèrent, pendant quatre siècles, et réussirent à ériger, et qui mériterait d'être plus durable que l'airain. Le cœur se serre et le bon sens se révolte à la pensée que nos fils dussent tomber dans l'infernal triangle de Gallipoli pour assurer la ruine de la France du Levant. De leurs jeunes tombes il convient que surgisse non point le crépuscule mais une aurore.

Est-ce à dire qu'il n'y a rien à faire, qu'il faille, comme on dit au Palais, laisser toutes choses en l'état? En aucune façon. Personne ne discute le principe. On ne considère que la manière. S'il y a la mauvaise et la bar-

bare manière, qui est celle du lotissement du cheptel, il y a la légitime et la bonne, celle du conseil judiciaire, laquelle, combinée avec le jeu du principe des nationalités, semblerait devoir concilier, dans la moindre souffrance et, partant dans la moindre résistance, tous les intérêts et tous les sentiments en cause.

XIX

On rencontre, de par le monde, d'étranges gens, parfois très charmants, et qui seraient les plus inoffensifs et les plus agréables, s'ils n'avaient un trou dans la cervelle, un trou par lequel leur fortune fuit comme fuirait l'eau au travers d'un crible. A l'opposé du roi de la légende grecque, entre leurs mains l'or soudain se mue en argent, l'argent en cuivre, le cuivre en rien du tout; et par ainsi ce sont des pestes véritables, la terreur et le fléau des familles, aucun patrimoine ne pouvant tenir devant l'attaque de tels bourreaux de banknotes. Dans une pé-

riode aussi rudimentaire et barbare du droit civil que l'est l'actuelle période du droit international, — lequel en est encore, comme chacun sait, au duel judiciaire, à l'épreuve par l'eau, par le feu et même par les gaz asphyxiants — il n'est pas impossible que la coutume autorisât les proches de ces extravagants personnages à les tuer ou à les emmurer pour la vie dans un cachot et à se partager l'héritage menacé d'évanouissement. Mais la coutume serait fort ancienne, car rien n'en demeure dans l'histoire. Quant au droit civil moderne, rationnellement attentif à n'oublier rien d'essentiel, mais à n'exagérer rien d'inutile, il a institué une procédure plus douce quoique très efficace. Les prodigues paraissent jouir de la plus complète indépendance ; ils mènent une vie dont non seulement il semble qu'elle soit tout à fait libre, mais qui en réalité est souvent fort agréable ; bien mis, faisant bonne

chère, ne se refusant pas les traditionnels déplacements d'hygiène et de plaisir, ils continuent à évoluer parmi les heureux de ce monde. Mais ne vous avisez pas de leur demander de prendre seuls quelque décision relative à leurs biens. Ils souriraient d'un air embarassé et détourneraient la conversation. La loi, qui estime utile la conservation des patrimoines dans les familles, est intervenue. Elle a comblé le trou de leur cervelle avec la substance grise d'un honnête notaire ou avoué, recommandable par les plus saines notions d'économie domestique, et qui, dans l'intérêt de ces incomplets autant que dans celui de leur famille et de la société tout entière, tient les cordons de leur bourse d'une main discrète, courtoise, mais invinciblement forte, car derrière ce conseiller de très simple apparence se trouve rangé, pour renforcer au besoin ses utiles avis, tout le formidable appareil de la force

publique, depuis le plus humble gendarme jusqu'au chef même de l'État.

Le principe des nationalités représente, en droit international, ce que représente, en droit civil, le principe de la liberté individuelle. C'est proprement la proclamation du droit de l'individualité collective d'un peuple à être respectée, autant que l'est l'individualité personnelle d'un homme. Mais il ne représente rien de plus, et il est impérieusement nécessaire qu'il ne représente rien de plus. Aux jours fabuleux de la Sainte-Alliance, des congrès de Troppau, de Laybach, de Vérone, par haine d'une politique odieusement arbitraire et oppressive, on a voulu lui opposer, comme indispensable corollaire, le principe de la non-intervention. La question était très mal posée. Un malfaiteur n'a aucun fondement à intervenir dans les arrangements intérieurs de notre coffre-fort ou du buffet où se serre l'argen-

terie, mais l'ordre social deviendrait une chose impossible si l'on niait la légitimité d'intervention du magistrat ou du sergent de ville. Or, de même qu'il y a dans le sein de tout peuple une société organisée d'hommes ; de même, dans le sein de l'humanité, il y a, ou il doit y avoir, et il y aura, une société organisée d'États. Il faudrait désespérer de cette organisation rationnelle du monde, partant de l'avenir même de l'humanité, si le dogme devait triompher de l'inconditionnelle liberté d'action, de l'absolue et irresponsable indépendance des individualités très puissantes, et partant potentiellement très dangereuses, qui composent la société mondiale. Aussi bien, la notion contraire se fait jour de plus en plus, dans le droit international contemporain, de l'interdépendance des États. Les jurisconsultes ont déjà prononcé, quoique trop timidement, les mots : intervention d'humanité ; et ils

commencent à admettre qu'un État est tout aussi coupable envers l'humanité, envers les États intéressés, d'être follement prodigue de souffrance, de danger, ou de sang, que peut l'être un particulier d'être follement prodigue de son or ; et les mêmes insuffisances intellectuelles comportant les mêmes remèdes, l'histoire de ces quarante dernières années est pleine de dations de conseils judiciaires politiques.

On fait un grand éloge de la manière dont les Russes l'organisèrent dans le Turkestan. Le conseil judiciaire tunisien est un succès manifeste. Mais on me permettra de ne parler que de choses vues, de ce qui parut à mes yeux un modèle achevé du genre.

A qui débarquait en Égypte, vers 1898, époque à laquelle je la visitai, l'État égyptien semblait aussi libre et peu contraint que le sont ces prodigues dont il a été plus haut question : chef d'État égyptien ayant rang

de souverain, conseil des ministres égyptien, fonctionnaires égyptiens, tribunaux égyptiens, armée égyptienne, sergents de ville égyptiens dans les rues d'Alexandrie ou du Caire, maintien complet des traditions indigènes, respect de la couleur locale même, chère aux artistes. Et pourtant, pour peu qu'on eût l'expérience de l'Orient musulman, on constatait quelque chose d'extrêmement et de très agréablement insolite : rues merveilleusement propres, uniformes bien coupés et bien portés, une allure générale d'ordre, de sécurité, de richesse ; si l'on poussait plus avant l'examen : justice parfaitement organisée, transactions commerciales prodigieusement développées, hausse fabuleuse des terres et de la propriété bâtie. On n'en aurait pas su l'existence, qu'on aurait deviné, à son effet magique, le conseil judiciaire. Comme dans la Turquie d'hier, dans chaque ministère, chaque grande ad-

ministration siégeait un conseiller étranger; seulement, derrière ce conseiller, il y avait non point une force aveuglément tyrannique ou puérilement impulsive, tantôt le soutenant, tantôt le contrecarrant, paralysant toute méthodique continuité d'action, mais la force à la fois intelligente et irrésistible d'une des nations les plus civilisées et les plus libérales de la vieille Europe, représentée par un homme considérable, lequel, d'ailleurs, dissimulait son pouvoir quasi souverain sous le modeste titre de consul général.

Je connais peu d'applications plus complètes du principe de la moindre souffrance. De cet état de choses, que quelques-uns souffrissent en Égypte, non pas dans leur corps, naturellement respecté, ni dans leurs biens, respectés également et de valeur accrue, mais dans leur amour-propre, cela est possible. Mais qui? Les dirigeants dont l'incapacité

avait déterminé la dation du conseil judiciaire, et qui pouvaient le détester comme les prodigues déraisonnables ont coutume de détester le leur. Mais par la vertu de cette moindre souffrance, non seulement la plus grande souffrance, la souffrance de la masse populaire, la souffrance des États intéressés, avait complètement disparu, mais la somme de bonheur général s'était accrue dans des proportions incroyables. Les paysans des bords du Nil, les malheureux fellahs, avec des impôts fixes, raisonnables, intègrement perçus, des champs bien irrigués, des routes, des chemins de fer, goûtaient des jours de calme et de prospérité comme ils n'en avaient point rêvé depuis que l'Égypte existe; les propriétaires, sur la rapide plus-value des biens, réalisaient des fortunes immenses; les banques, les maisons de négoce d'Alexandrie ou du Caire, atteignaient des chiffres d'affaires inouïs; les fonctionnaires, les officiers

égyptiens étaient payés très grâssement, avec une régularité mathématique. Et leur langue restait leur langue ; leur religion était honorée ; à cette triple assise de la vie privée musulmane, la mosquée, le harem, le hammam, personne ne s'avisait de toucher. Quelques visages de hauts fonctionnaires, avec les yeux bleus et les moustaches blondes desquels le haut tarbouch rouge faisait un étrange contraste ; de temps en temps les tartans et les jambes nues de soldats écossais se promenant dans le vieux Caire : il semblait qu'il n'y eût que cela de nouveau dans l'ancien pachalik de Méhemmed-Ali. Et de fait, rien n'était changé en Égypte : il n'y avait qu'un peu plus de cervelle au bon endroit ; seulement, comme disent nos amis anglais, cela « faisait toute la différence ». Cela ferait aussi « toute la différence » en Turquie, ou plutôt dans cette expression géographique, cette mosaïque de nations et

d'habitats divers qu'est l'Empire ottoman.

Pour illustrer concrètement l'assertion, reprenons les deux exemples dernièrement considérés, celui de la Syrie et celui de Constantinople.

XX

Au sud du Taurus et du Kurdistan, dans les provinces de langue arabe, les Turcs, véritablement, n'ont aucune raison d'être, et cette assertion peut se réclamer d'un pré-témoignage, celui des hommes politiques jeunes-turcs le plus intelligemment patriotes.

Le Turc, politiquement si fanatique, religieusement ne l'est point du tout. Il n'y a pas un seul exemple, dans l'histoire turque, de massacre commis par haine religieuse. Il n'en est pas de même des Arabes, et toujours à la Sublime Porte, on considéra le vi-

layet de Beyrouth comme d'une gestion très difficile, à cause des explosions de rage confessionnelle qu'on peut craindre d'y voir éclater entre hommes de même sang, en tout cas de même langue, et professant être de même nationalité. Et pourtant, après la révolution de 1908, à la Chambre turque, on eut tôt fait de constater une chose surprenante et grave. L'ardeur des aspirations ethniques arabes fit taire les rancœurs de ce fanatisme ombrageux, et, quand les députés turcs, forts d'une majorité factice mais écrasante, prirent une attitude de chauvinisme intransigeant dans la capitale question des libertés locales et des langues, qui en est la première assise, on vit les 72 députés arabes, presque tous musulmans, se joindre à l'opposition allogène et former bloc, non seulement avec les Albanais, musulmans comme eux, mais aussi avec les Serbes, les Bulgares et les Grecs.

A qui se rappelle que les Turcs, pour ce qui est de la race, de la langue, du génie, diffèrent des Arabes plus que ne font les Moscovites des Napolitains, que dans le pays arabe qu'ils conquirent au seizième siècle, jamais les Turcs ne firent la moindre tentative soit pour s'assimiler les vaincus, soit pour s'assimiler aux vaincus, que le régime de la commanderie turque, du petit groupe de fonctionnaires étrangers dédaigneux de la langue et des traditions indigènes et ne se maintenant que par l'appui d'une garnison, y sévit jusqu'à ce jour, rien ne paraîtra plus naturel que la position prise par le groupe parlementaire arabe. Même le nationalisme trop souvent aveugle des Jeunes-Turcs fut frappé de ce qu'il y avait, dans ces revendications, de profondément logique, de légitime, et les meilleurs d'entre eux eurent une pensée généreuse, sage, et singulièrement hardie si on considère le milieu où elle fut exprimée

Ils voulurent introduire dans l'Empire ottoman le système dualiste qui régit les rapports de l'Autriche et de la Hongrie ; la Turquie, dans le plan qu'ils conçurent, aurait été divisée en Turquie turque et en Turquie arabe, avec une dynastie, une diplomatie et une armée communes, mais toutes deux régies, pour le reste, par deux administrations de personnel et de langue officielle nettement distincts, turcs en deçà du Taurus, arabes au delà ; des Délégations, instituées sur le modèle fourni par le Compromis austro-hongrois, devaient discuter le budget des affaires communes.

Ce projet n'aboutit pas ; il est extrêmement intéressant d'en considérer la raison. Qu'il eût fallu de grands efforts à la très petite élite turque pour le faire accepter à l'orgueilleuse incompréhension de la majorité, cela n'est point douteux, mais le singulier et le caractéristique est que les Arabes eux-mêmes

ne s'y montrèrent point enclins. Quelques-uns, avec cette vanité méridionale qui est un des petits côtés du caractère arabe, objectèrent qu'étant plus nombreux que les Turcs, et plus riches, ils ne voyaient point leur avantage dans un système qui détruirait leur espoir de dominer un jour sur tout l'empire. Une majorité raisonnable fit valoir des objections plus sérieuses et tout à fait frappantes. Dénués de toute expérience politique, par l'effet du long éloignement où les Turcs les avaient tenus des hauts emplois, passionnément portés, par vice de race, à ces sanglantes rivalités de familles et de clans, qui, s'ajoutant aux dissensions religieuses, firent se ruer, en Asie, les Ommiades sur les Alides, les Abbassides sur les Ommiades, les Haridjites sur les Abbassides et, en Espagne, ruinèrent la domination musulmane beaucoup plus que ne firent les armes des compagnons du Cid, les Arabes, crai-

gnait-elle, recevraient, en cette autonomie soudaine et illimitée, un présent dangereux et peut-être fatal. Et elle formula des vœux modestes qui peuvent se résumer ainsi : service militaire régional, l'arabe reconnu et employé comme langue officielle dans les administrations publiques, et, dans toutes ces administrations, l'adjonction de conseillers étrangers à long mandat et à larges pouvoirs.

Qu'on ne s'étonne point de la sagesse de cette conception. Tout d'abord un gros fait, saillant et visible à l'extrême, ne laissait pas, depuis cinquante ans, de frapper tous les yeux. Le seul coin de terre syrienne où régnât une prospérité relative était le Liban, régi par un gouverneur nommé sous le contrôle direct de l'Occident éclairé. De deux propriétés contiguës, situées l'une dans le Liban, protégé par l'Europe, l'autre dans le vilayet purement turc de Beyrouth ou de

Damas, la première, personne ne l'ignorait, avait une valeur quadruple ou quintuple de la seconde.

En outre, l'intelligence arabe, dans les classes les plus incultes, est d'une vivacité naturelle singulière. Un exemple m'en est demeuré très vivant dans la mémoire.

XXI

En 1911, lors du soulèvement arabe de Karak, je me trouvais un jour en visite chez un vieil ami, émir druse de très ancienne et très illustre souche, qui, longtemps gouverneur d'une vaste province couverte de tentes bédouines, de l'aube au crépuscule chevauchait sans relâche pour les affaires de son rude et dangereux métier et le soir se délassait en lisant Herbert Spencer et son journal d'abonnement, *l'Humanité*, car ce descendant des rois de Hîra était socialiste. Élu, après la révolution, député de Lattakiek et vivant à Constantinople, il avait

donné refuge à deux cheiks rebelles, dont l'un fort important comme commandant à la puissante tribu des Roualâ. Il me fit faire leur connaissance. C'étaient les superbes types classiques du désert. Yeux sombres et ardents dans d'immobiles visages de bronze, secs, nobles, tout en pures arêtes et en méplats ; gros aghals noirs serrant aux tempes la kéfiyeh blanche ; sur les épaules, l'ample djoubbeh brune en poil de chameau ; des bottes rouges sur les jambes nues.

Illettrés autant que se vantaient de l'être certains chevaliers du moyen âge, les cavaliers du désert exposèrent cependant leurs griefs clairement, éloquemment, dans une langue excellente : stupidité du gouverneur turc de Damas et de ses acolytes, bouleversement arbitraire et inutile de traditions séculaires, manquement à la parole donnée par une succession de sultans, enfin, grief capital, grossièreté.

— Ya Sidi, me dit l'un d'eux, le visage impassible mais les mains tremblantes, ces hommes, dont pas un ne connaît son grand-père, osent nous tenir debout devant eux quand nous venons nous plaindre et, si nous parlons trop longuement, nous renvoient d'un geste de la main en criant : *Ah siktir !* (intraduisible). Est-ce une chose tolérable ?

— Cela peut changer, dis-je pour l'éprouver.

— Dieu est le plus savant, me répondit-il avec politesse ; mais...

Et du doigt il se frappa le front.

— Et si cela ne change pas ? poursuivis-je.

Alors, il dit textuellement ceci :

— Par Dieu, nous verrons avec les étrangers. J'ai été à Aden. Tout y est beau et ordonné.

Aden, haï comme l'enfer par les officiers anglais, Aden, la garnison maudite, parais-

sait, par comparaison, beau et ordonné à ce cheik bédouin, nourri dans l'immensité primitive des sables, mais d'une pénétration native à lui rendre sensible les avantages de la civilisation et d'une collaboration administrative européenne.

Il ne faut jamais exagérer l'importance d'un mot qui peut n'être qu'une boutade, mais celui-ci mérite d'être médité. Que ce soit dans l'immense bassin du Tigre et de l'Euphrate, que ce soit dans les plaines et les vallées de la Syrie et de la Palestine, l'intelligente population arabe, parfaitement consciente et profondément lasse de la néfaste absurdité du régime qu'elle subit, a soif d'ordre, de justice, plus simplement d'élémentaire équité et de bon sens administratif. Si, par crainte d'anarchie, de guerres civiles féroces, elle consentait à se modestement soumettre encore à la domination du Turc, étranger, et trop souvent rudimen-

taire et dur, sous la réserve que la cervelle en fût complétée par celle de conseillers occidentaux, combien n'y a-t-il point d'apparence qu'elle accepterait un conseil judiciaire étranger de haute culture, venant guider une administration autochtone, à la condition, bien entendu, que l'action en fût discrète et, surtout, courtoise. Être poli est une chose si facile, si agréable, et si merveilleusement utile, qu'on ne conçoit pas que certaines gens se complaisent à ne l'être point. Il est évidemment assez difficile de se gagner le cœur des Arabes quand on les traite de Bicots, qu'on les tutoie, qu'on les rudoie, et qu'à l'occasion on leur donne, sans métaphore, hélas ! des coups de pied. Mais combien leur cœur de gentilshommes s'ouvrent aisément, largement, dès qu'on leur témoigne qu'on les tient pour ce qu'ils sont, un peuple de vieille, noble et très fine race, dès qu'ils constatent qu'on connaît leur histoire,

qu'on connaît et qu'on respecte leur religion, qu'on a la notion des beautés de leur magnifique littérature, qu'on les traite, socialement, avec les égards délicats qu'on se doit entre égaux. Que de difficultés arabes n'eurent d'autre origine que l'ignorante et brutale goujaterie des hommes commis à les régir!

Posé en données plus concrètes encore, le problème de Syrie et de Palestine ne présente rien d'une complication particulièrement embarrassante. C'est une contrée de majorité musulmane, et d'importante minorité chrétienne. Les musulmans qui comptent, beaucoup plus foncièrement attachés à l'Islam, dont ils lisent et relisent les textes, que les Turcs ignorants de la langue rituelle, sont tous fort ambitieux d'autorité et d'honneurs, d'autant que les Turcs les en ont longtemps privés. Les Chrétiens et les Juifs importants, hommes de professions libérales

ou banquiers, sont soucieux simplement et indifféremment de paix, de sécurité, et d'une bonne administration qui favorise l'essor économique au lieu de le paralyser. Pour la France, connue là-bas en sa civilisation et sa langue, respectée en sa puissance bienfaisante depuis tant de siècles, la tâche se dessine aisée et belle. Une tutelle française qui, consciente des aspirations nationales, introniserait à Damas, l'antique capitale des Ommiades, si prestigieuse encore aux yeux des Arabes, une dynastie particulière, soit indigène — ce qui serait peut-être délicat, car, sauf celle des chérifs de la Mecque, il n'existe point de famille arabe de supériorité héréditaire unanimement reconnue, — soit turque — un prince de la maison d'Osmân y serait certainement respecté, et il ne manque pas, dans la famille impériale ottomane, de princes infiniment sympathiques et estimables ; qui ouvrirait toute grande aux

Arabes la carrière des honneurs administratifs, civils et militaires, sous la réserve des postes de haut contrôle et des postes de conseillers dont eux-mêmes demandent l'institution ; qui respecterait scrupuleusement l'Islam et ses institutions, les rites divers du christianisme, la langue arabe, tant aimée des Chrétiens autant que des Musulmans, les mœurs et les traditions anciennes ; qui, en un mot, maintiendrait purement et simplement le *statu quo* administratif et social en y donnant aux Arabes la place qui leur fut longtemps refusée, et en y ajoutant la méthode, l'ordre, la propreté matérielle et morale, l'intelligence, la conscience et la célérité dans la distribution de la justice et l'expédition des affaires ; une telle tutelle, l'expérience de tout homme ayant pratiqué l'Orient arabe, l'incitera à l'affirmer, serait accueillie — à l'inévitable opposition près de quelques amours-propres meurtris, — non seulement

sans résistance appréciable, mais avec un sentiment d'universel soulagement et, par conséquent, d'universelle satisfaction.

Les raisons sont nombreuses de penser que la Russie à Constantinople, par l'adoption des mêmes méthodes arriverait aux mêmes résultats, tout en atteignant pleinement son antique et capital objectif.

XXII

Le hasard d'une conversation fixe à jamais dans mon esprit une formule pittoresque et précise de l'objectif russe.

En 1912, je rencontrai, à un déjeuner de l'ambassade de Russie à Constantinople, un personnage d'esprit et de charme singuliers, M. B..., qui, très bien né, très riche, ancien officier aux gardes, allié à une famille de suprême illustration diplomatique, faisait du panslavisme comme on joue au polo, tout plein de fanatisme désintéressé et de la plus intrépide ardeur. Malheur à qui contrariait sa passion! Qu'il fût ministre ou ambassadeur, M. B... fonçait sur lui au triple galop

de son dada et frappait d'estoc et de taille, avec des libertés de parole et de plume telles que se les pouvait seul permettre un enfant gâté de la plus haute société de Pétersbourg ; d'ailleurs toujours d'une courtoisie achevée, et d'une sincérité manifeste et souriante à désarmer les plus chagrins.

Il déplorait l'impossibilité d'une entente avec les Turcs, à tant d'égards sympathiques ; la question des Détroits, disait-il, creusait entre eux et les Russes un abîme.

— Mais, lui dis-je, certains bons esprits parmi les Turcs sont très enclins à accepter une solution analogue à celle qui a excellemment réglé la question du canal de Suez ; et cette idée a fait du chemin à Stamboul.

— Oh ! dit M. B..., en souriant, nous ne nous contenterons jamais d'une ouverture des Détroits sur le papier.

— Et qu'appelez-vous une ouverture des Détroits sur le papier ?

Toute manière d'ouverture qui n'en mettrait pas la clef dans notre poche.

Ce qui était, en 1912, l'aspiration idéale, l'objectif théorique de quelques panslavistes exaltés est devenu, en 1915, l'objectif concret, précis, passionnément attirant de tout le peuple russe. Le bonheur ne se conçoit que sous la forme du possible. Il y a douze mois, la possession des Détroits se présensentait, à Pétrograd et à Moscou, comme une de ces félicités dont on imagine la douceur sans que la privation en trouble, tellement on la sent lointaine et inaccessible. La folie d'Enver et de ses camarades, en précipitant la Turquie dans la mêlée européenne aux côtés des Allemands, contre la Russie et ses alliés de Belgique, d'Angleterre et de France a soudain donné au rêve pur le caractère d'une possibilité prochaine, et dès lors le désir en a surgi impérieux, brûlant, exacerbé, d'ailleurs, par la cruelle souffrance et

le danger extrême que provoqua, dans la Russie en guerre, la fermeture des Dardanelles. Les Russes, aujourd'hui, expliquent leurs sentiments par une comparaison frappante; ils disent : « Les Détroits, c'est notre Alsace-Lorraine ! » Les correspondants de guerre anglais ont signalé à plus d'une reprise l'existence de cette idée-force chez les plus humbles moujiks transformés en soldats. Ils se battent pour mettre dans la poche de la Russie la clef des Détroits, comme nos soldats se battent pour faire flotter le drapeau tricolore au-dessus de Metz et de Strasbourg. C'est un fait psychologique très considérable, capital, et que rien ne permet plus d'écarter des considérations diverses que peut suggérer la question turque : il en est devenu le pivot.

Ceci bien mis en lumière, faisons une hypothèse, qui n'a pas l'inconvénient que présentent les hypothèses en général, d'être

arbitraire et oiseuse, parce qu'on la peut construire exactement et entièrement avec les points symétriques d'une situation malheureusement aussi réelle que possible. Imaginons que la Russie occupe à Constantinople la position qu'Enver pacha y a finalement donnée à l'Allemagne. Dans les forts qui commandent l'entrée du Bosphore et des Dardanelles, au lieu d'officiers et de pointeurs allemands, des officiers et des pointeurs russes : — dans la Corne d'Or, au lieu du *Gœben* et du *Breslau*, avec un amiral allemand, le *Koutouzow* et le *Kiew* en admettant que deux dreadnoughts russes portent ce nom, avec un amiral russe ; — comme conseiller du gouvernement turc, au lieu du prince de Hohenlohe, M. de Giers, par exemple, tout ceci n'étant qu'une hypothèse ; — comme chef d'une mission militaire et inspecteur général de l'armée, au lieu du général Liman von Sanders, le général Broussi-

loff, toujours par exemple; — dans les ministères, les directions générales, des conseillers étrangers comme autrefois, mais aussi certains d'être écoutés, une fois tombés d'accord avec M. de Giers, qu'ils le seraient assurément maintenant, s'il en était resté et si le prince de Hohenlohe partageait leurs vues. A part cela, rien de changé : le Sultan dans son palais de Dolma-Baghtche, les princes impériaux dans leurs villas du Bosphore, le cheik-ul-Islam à Stamboul, le patriarche grec au Fanar, le patriarche arménien à Koum-Kapou, les administrations, les lycées, les écoles, les hôpitaux, les banques, les industries diverses, tout cela laissé tranquillement en l'état, fonctionnant comme par le passé, sans aucun bouleversement ni de langues, ni de lois, ni de personnel. Qu'en résulterait-il ?

M. B... lui-même ne parlerait plus, ce me semble, d'une ouverture des Détroits sur le

papier ! Que la clef des Détroits s'en trouverait mise dans la poche de la Russie, cela est bien évident; les Allemands en fournissent une éclatante démonstration par le fait. Qu'on ne dise pas que les Allemands ne sont les conseillers des Turcs que par contrat d'engagement, et que de tels contrats créent une situation précaire. En ces sortes d'affaires, la situation de fait prime, à tort peut-être, mais invinciblement, la situation de droit. Le 30 octobre 1914, au lendemain de l'agression commise sur les ports russes de la mer Noire, quand les ambassadeurs alliés annoncèrent leur départ, le cabinet ottoman et les délégués du parti jeune-turc, après en avoir délibéré anxieusement, offrirent, pour les retenir, de désavouer les commandants de cuirassés auteurs de l'agression, de faire des excuses, de payer des indemnités à la Russie, d'embouteiller le *Gœben* et le *Breslau ;* et Djavid bey, en leur nom, plaida ardemment,

longuement. Il lui fut répondu : « Cela ne suffit pas. Il faut renvoyer les Allemands; aussi poliment que vous voudrez, en simple congé pour la durée de la guerre, si cela vous convient; mais il faut les renvoyer. » On délibéra anxieusement derechef et, finalement, vint la réplique : « Nous ne le pouvons pas. » Naturellement. La capitale était sous le feu du *Gœben* et du *Breslau*, l'artillerie des Détroits aux mains des canonniers prussiens, l'état-major, l'intendance, les cadres, sous le contrôle direct de Liman von Sanders et de ses adjoints. Rien ne pouvait plus déloger les Allemands de Constantinople contre leur gré, hors le canon.

Mais, en outre, il est clair que cette garantie de durée qu'un contrat d'engagement ne donne pas, un traité la donnerait. L'hypothèse envisagée ne présente rien de particulièrement neuf. Elle n'est proprement qu'une réplique du traité de Hunkiâr-Iské-

lessi, plus franche et plus poussée dans les détails ; et si l'on m'objecte encore que ce fameux traité eut une existence très éphémère, je répondrai que la raison en fut une opposition de la France et de l'Angleterre, qui se trouverait remplacée, dans les présentes conjonctures, par une adhésion et une corroboration évidentes.

L'objectif primordial, dans cette hypothèse, ne serait pas seulement atteint, il le serait encore, ce qui est fort à considérer, de la manière à la fois la plus équitable, la plus ménagère de tous les intérêts intéressants, dont on conviendra que sont les nôtres, et, par conséquent, la plus aisée.

XXIII

La plus équitable.

Cela tombe sous le sens. L'illustre phrase « Vérité au deçà des Pyrénées, erreur au delà » n'a pas été formulée pour valoir d'axiome, mais par manière d'amère critique. Si nous avons raison de nous proclamer les champions du principe latin des nationalités contre le principe tudesque du lotissement du cheptel, quelles raisons la raison connaîtrait-elle de renverser cette table des valeurs le jour où nos troupes seront enfin assez avant sur le chemin de Constantinople pour en voir les minarets blancs se dresser au-dessus

des grises murailles crénelées de Byzance? « Plaisante justice qu'une rivière borne ! »

Le crime turc d'ingratitude et de sottise est révoltant; l'horreur s'en aggrave de la mare de sang arménien qui va s'élargissant affreusement en Asie. Mais ce n'est pas un crime national. On se rappelle dans quelles conditions se produisit la rupture. La dynastie ottomane, la quasi-unanimité des civils éclairés de Stamboul, la masse immense de la paysannerie anatolienne subirent avec stupeur et douleur la décision imposée par la félonie des officiers allemands et l'incompréhension de ce dernier Agha des Janissaires qu'aura été Enver pacha. Depuis lors, à deux reprises, le grand-vizir, ou président du Conseil turc, rechercha avec nous des points de contact, dans l'espoir, par notre entremise, de négocier avec les puissances de l'Alliance une paix séparée. Récemment encore, à Stamboul, lors de la rentrée du Par-

lement turc, à la Chambre et au Sénat, contre la guerre, contre les pendaisons de patriotes arabes, contre les massacres d'Arménie, s'élevèrent des protestations si véhémentes que le ministre de l'Intérieur, Talaat bey, l'*alter-ego* civil d'Enver pacha, voulut faire arrêter 52 députés, et avec eux le sénateur Ahmed-Riza lui-même, cette personnification de la Jeune-Turquie positiviste. Il fallut la propre intervention du prince-héritier Youssouf Izzeddîn, dont les sympathies étaient connues, et qu'il a payées de son sang, pour réfréner la violence de l'impulsif tribun. Aujourd'hui enfin que le lourd poing allemand est à la veille de s'abattre sur Constantinople, déganté de velours, que Mackensen, les bataillons bavarois, les sous-secrétaires d'État et les policiers prussiens menacent de franchir la première étape de la marche au golfe Persique annoncée par M. Dernburg, Talaat

lui-même, si l'on en croit les dépêches, commence à comprendre l'énormité de la faute commise et à se débattre en désespéré contre Enver dans les mailles du filet de mort dont le colosse turc, le colosse à la tête d'argile, est enserré.

Les Turcs, d'autre part, ne sont aucunement comparables à ces pauvres peuplades damnées d'Amérique et d'Australie, en retard d'une époque géologique, rebelles à toute direction et toute culture, et qu'on se croit justifié à laisser lentement mourir d'alcool, de misère et de tristesse dans les territoires réservés dont une civilisation supérieure leur fait la charité intéressée. Parce que, considérés en bloc, les Turcs ne sont ni des intellectuels, ni des hommes d'affaires, gardez-vous d'en tirer la conclusion que ce peuple supérieurement brave et discipliné, au langage compliqué, doux et protocolaire, aux manières graves et courtoises, aux femmes

très bonnes et très dignes dans les classes humbles, extrêmement séduisantes et de la plus fine distinction dans les classes hautes, constitue une méprisable et négligeable non-valeur. S'il y a un trou dans la cervelle turque, cette cervelle présente aussi d'appréciables protubérances. L'administration d'un grand pays serait impossible, si, dans l'agglomération d'hommes qui l'habitent, sous le vernis brillant des penseurs, des artistes, des politiciens et des spéculateurs, il n'existait point une assise terne et ferme d'hommes simples, valeureux sans calcul, obéissants sans arrière-pensée, capables d'abandonner avec aisance une vie dont l'idéal n'était point uniquement d'amasser des capitaux ou d'occuper les journalistes. En Orient, cette utile et obscure couche est représentée par les Turcs. Dirigeants insuffisants, quelquefois haïssables — les massacres répétés d'Arménie en sont une accablante preuve — ces « poi-

lus » de race font des dirigés parfaits, sans aucune comparaison possible les plus honnêtes et les plus dociles paysans, les plus solides soldats et les plus sûrs fonctionnaires de l'Asie. Ils ont été créés et mis au monde pour labourer la terre à blé, aidés de leurs buffles placides, ou pour exécuter exactement et courageusement des ordres précis, en mettant leur bonheur à toucher régulièrement une solde modeste et à voir se multiplier les galons sur leurs manches et les décorations sur leur poitrine. Ce n'est pas le tout des fonctions de la vie, mais c'en est une part dont personne aujourd'hui ne songerait à prétendre qu'elle soit médiocre. Les ambassades, les légations, les consulats en Turquie sont en la garde de Turcs. Ces gardes du corps turcs ou *kavass* se montrent d'une tenue et d'une fidélité irréprochables. Pour défendre un ambassadeur, son bébé, son chien, sa canne et son chapeau, ils dé-

gaineraient contre un pacha. Les qualités de courage et de loyauté militaire des Turcs sont d'ailleurs exemplaires, et il n'y a pas lieu d'y revenir après tous les témoignages qu'en ont portés les combattants français et anglais revenus des Dardanelles. Un exemple de leur valeur civile est moins connu, et vaut la peine d'être donné.

L'administration de la Dette publique ottomane passe à juste titre pour une administration modèle dans le proche Orient. On sait que l'objet en est de percevoir les revenus d'État affectés par la Turquie au paiement des intérêts et de l'amortissement de certains emprunts contractés en Occident, principalement en France. C'est un ministère véritable, employant près de 7.000 agents répandus par tout l'Empire ottoman. Ces agents sont tous turcs, ou à peu près. Les fonctionnaires chrétiens indigènes, dans ce ministère, sont une centaine ; les étrangers,

une poignée. Seulement cette poignée dirige; et tout va à merveille. Bien souvent, à la direction de la comptabilité générale, les scribes turcs consacraient des nuits entières à rechercher les éléments de correction d'une erreur de quelques centimes. Toujours les perceptions, les paiements se firent avec une exactitude mathématique. Aux plus terribles jours de la guerre balkanique de 1912, alors que la Turquie entière mourait littéralement de faim, le service des emprunts ne souffrit pas d'un jour de retard, et, au milieu d'une immense et universelle détresse, le graphique des revenus perçus par la Dette ottomane ne cessa de montrer honorablement une courbe ascendante. Je veux bien que le mérite en revienne grandement à des chefs excellents; mais, au dire de ces chefs mêmes — qu'on consulte les La Boulinière, les d'Arnoux, les Pissard, les Abonneau, — leurs efforts n'auraient servi de rien, s'ils n'avaient pas pu

compter entièrement sur les sentiments de point d'honneur administratif, de diligence, d'abnégation vraiment admirables de leur armée de collaborateurs turcs.

Tenter de briser brutalement un pareil instrument de règne, au lieu de l'utiliser avec sagesse, serait, de tous les genres d'iniquités, le plus déplorable parce qu'il serait le plus sot. Il faut d'ailleurs revenir une dernière fois, tant la matière est importante, sur la connexité étroite qui lie, au respect de la nationalité turque, la sauvegarde des intérêts arméniens, grecs et français, en Turquie.

XXIV

Aucune nation plus que la nation arménienne, par ses talents, par son courage, par son martyre, ne mérite de revenir à une existence pleinement indépendante.

La plus déplorable des fatalités historiques veut que l'hypothèse n'en paraisse point facile à envisager pratiquement. Avec le cours des âges, les migrations de peuples, l'Arménie en est progressivement arrivée à présenter tout l'aspect d'une simple expression géographique. Nulle part les Arméniens ne sont groupés en noyau de majorité compacte. Éparpillés en Russie, en Perse, en Turquie,

ils ont le malheur de ne représenter partout qu'une assez faible minorité. Je n'ai à parler ici ni des 1.500.000 Arméniens de Russie, résidant principalement au Caucase, ni des 250.000 Arméniens de la Perse. Mais en Turquie même, Constantinople, ville où la colonie arménienne est très importante, ne compte que quelque 200.000 Arméniens sur une population d'environ 1.200.000 âmes ; l'Anatolie, à la vérité la partie de la Turquie la plus proprement turque, présenterait une écrasante majorité d'environ 5 millions de Turcs contre 300.000 Arméniens, en chiffres ronds ; enfin aux lieux mêmes où s'étendait leur antique royaume, dans la région qu'on continue d'appeler la Grande et la Petite Arménie, si l'on en croit des statistiques françaises un peu anciennes mais établies avec une bonne foi et une impartialité certaines, 850.000 Arméniens seulement se trouveraient en présence de 2.200.000 Turcs et

1.600.000 Kurdes. Le problème est donc difficile.

Mais si l'on considère combien est lourde la dette de l'Occident envers les Arméniens, l'on reconnaîtra que la difficulté de la tâche n'écarte pas l'obligation d'honneur et de conscience de leur en présenter une solution véritablement acceptable. A deux reprises, l'Europe leur fit concevoir des espérances radieuses, fit miroiter devant leurs yeux ravis des possibilités apparemment tout à fait prochaines de libération; puis, comme ils commençaient à relever la tête, assurés, pensaient-ils, d'un irrésistible appui, par politique hideuse ou impuissance désolante, on les laissa tout seuls en face du ressentiment des dirigeants turcs, lesquels, pour châtier ce que leur psychologie de soudards qualifiait de crime de rébellion et d'intelligence avec l'ennemi, livrèrent la vie, l'honneur et les biens de ces infortunés à une soldatesque

d'obéissance passive ou aux Kurdes, leurs bourreaux héréditaires. Voilà trente-huit ans que l'Europe manque à leur tenir parole, à remplir la promesse de protection et de contrôle solennellement faite au Congrès de Berlin par article spécial de grand traité. L'erreur serait grande de croire qu'ils nous tiendraient pour quittes et se déclareraient satisfaits si, la guerre terminée, nous leur offrions, pour servir de remède à leur misère et de baume sur leurs affreuses plaies, une annexion. Certes, ils l'eussent préférée à une domination turque franche de tout contrôle. Le contraste est trop instructif entre l'état florissant et paisible du Caucase, et celui de l'Anatolie orientale, sauvage et ensanglantée. Mais des heures plus heureuses semblent avoir sonné, qui écartent ce dur dilemme. Avec la conscience en eux si vive, et depuis tant de siècles, de leur personnalité et de leur valeur ethnique, conscience

que la persécution a exaltée jusqu'à la plus farouche passion, les Arméniens aspirent à développer cette personnalité aussi librement, aussi pleinement que possible, et non certes à la voir se dissoudre lentement à jamais dans l'océan d'un immense empire allogène. S'il existe une combinaison quelconque permettant d'en faire un peuple entièrement distinct et libre, on leur doit donc de l'adopter sans aucune hésitation concevable. Si la considération des possibilités matérielles, géographiques et administratives, condamnait à leur refuser cette suprême consolation, il serait d'une possibilité certaine, et par conséquent d'une équité impérieuse, d'assurer à leur statut toutes les bases d'une réelle autonomie, de les ramener à la vie non seulement supportable, mais même heureuse qu'ils avaient menée autrefois, en y ajoutant des garanties nettes et définitives contre le retour des atrocités dont les accablèrent suc-

cessivement la neurasthénie sanguinaire d'Abdul-Hamid et la féroce incompréhension d'Enver.

Car, en cette question de la situation des Arméniens, comme en tant d'autres en Turquie, ce n'est point le régime légal institué par le droit public ottoman qui était mauvais mais bien l'application qui en fut faite. On se rappelle que la conception musulmane de l'organisation de la conquête, fidèlement adoptée par les Turcs, avait eu les conséquences théoriques les plus libérales, les plus respectueuses des nationalités subjuguées. Avec leur Patriarche, chef officiel de la religion-nation arménienne (je dis « religion-nation », le mot arabe *millet*, emprunté par la langue turque, exprimant à la fois ces deux concepts que les Musulmans ne conçoivent point qu'on sépare), leurs églises, où l'on officie en arménien, leurs écoles, où l'on enseigne en arménien,

leur conseil, jugeant en arménien les procès de statut personnel, leur assemblée nationale discutant, en arménien toujours, leurs intérêts ethniques particuliers, les Arméniens possédaient une base de persistance nationale telle que n'en obtinrent que bien rarement les nations occidentales tombées sous le joug d'un conquérant européen. D'autre part, les Arméniens s'accommodèrent longtemps d'une vie commune avec les Turcs. Supérieurement doués pour les professions libérales et les affaires, ils s'y adonnèrent avec un profit extrême, sans porter ombrage aux Turcs, qui avaient d'autres inclinations, et qui, profitant bien au contraire de leur utile et sincère collaboration, se plaisaient à les appeler, comme on l'a vu, la Nation Fidèle. Les Arméniens devinrent très riches, très influents, et, par l'effet d'un contact constant avec les Turcs, les plus turcisés de tous les peuples non-

turcs de l'Empire ottoman. Les familles arméniennes sont les seules où la langue turque soit devenue presque une seconde langue maternelle ; il en est où elle a supplanté la langue véritable et où l'on ne parle que turc. Encore maintenant à Constantinople et dans toute l'Anatolie, il y a des légions d'avocats, de médecins, de journalistes, de banquiers, de négociants arméniens. Tous, présentement, initiés aux théories du droit public européen contemporain, instruits du principe des nationalités qui en est la base, aspirent ardemment à redevenir une nation maîtresse exclusive de son sol et de ses destinées. Mais s'ils n'y peuvent point atteindre, peut-être ne risque-t-on point de se tromper en affirmant que, très subsidiairement, comme diraient des hommes de loi, leur désir serait de continuer à vivre dans une Turquie qui demeurerait turque par le maintien de tous les hauts pri-

vilèges que leur concédèrent jadis les sultans, accrus, cela va sans dire, des prérogatives capitales que leur obtinrent, au nom de l'Europe, dans les négociations de 1913-1914, la Russie et — ô ironie ! — l'Allemagne ; turque encore par l'usage persistant d'une langue qui leur est familière, par la sauvegarde de leurs situations acquises dans la sphère des professions libérales, des affaires, de l'influence sociale ou administrative ; mais qui, cependant, serait une Turquie toute différente de la Turquie hamidienne ou enverienne, par une organisation telle des rouages gouvernementaux, des yeux occidentaux si clairvoyants et une main occidentale si ferme au gouvernail, à Stamboul, que l'idéal serait enfin réalisé auquel ils aspirent en vain depuis tant d'années : la sécurité complète, certaine, absolue, pour leur vie, leur honneur et leurs biens, la possibilité d'une confiance entière dans le bon vouloir et l'auto-

rité des gouverneurs, des juges, des policiers et des gendarmes; bref la vie normale dans un pays administré normalement. Pour tout le reste, dans une Turquie telle, ils se fieraient, semble-t-il, à leur diligence et leur industrie, assurés de se créer un avenir aussi beau que le fut leur passé.

Cette aspiration subsidiaire n'est point d'une élévation excessive, et la réalisation ne s'en conçoit point comme pouvant gêner de quelque manière que ce soit cette ouverture définitive et objective des Détroits à laquelle aspire si légitimement la Russie : deux aspirations ne sauraient s'embarrasser, entre lesquelles il n'existe aucun rapport, partant aucune opposition imaginable.

XXIV

Avant d'être prise par les compagnons de Villehardouin et puis par les Janissaires de Mohammed II, Byzance eut à subir l'investissement d'un autrement prestigieux personnage, auquel elle se rendit : c'est Alcibiade. Car la vieille colonie dorienne tenait pour Sparte, et la guerre faisant alors rage entre Sparte et Athènes, l'inimitable dandy chéri de Socrate, après sa magnifique campagne des Dardanelles, « alla, dit Amyot, contre ceux de Byzance » et par l'effet d'habiles ruses, presque sans combattre, prit la ville.

Or, ceci se passait sous l'éblouissant soleil du cinquième siècle grec avant Jésus-Christ, il y a deux mille quatre cents ans. Dans quelles huttes forestières, sous quelles tentes de feutre, vivaient alors, d'une vie barbare et obscure, les ancêtres ignorés des barons latins et des beys turcs, conquérants de 1204 et de 1453 ? Voilà, pour Constantinople, de beaux titres de noblesse hellénique. Comment, dès qu'on se remémore ces vieilles choses, avoir le courage de sourire devant la *Mégali Idhéa*, cette « grande pensée » qui sommeille au fond de tout cœur grec, irréalisable et d'autant plus chère : le retour de Byzance à l'Hellénisme ?

Irréalisable, tous les Grecs intelligents le savent bien. Constantinople est une bague d'un si merveilleux prix que seul un extrêmement grand seigneur peut prétendre à en orner son doigt. Une nation de peu de millions d'âmes, de quelque inimitable

beauté qu'en soit l'histoire ancienne, ne peut pas songer à lutter pour l'occupation d'une position dont la possession est vitale à l'un des plus grands empires du monde. Ils n'en tiennent que plus passionnément aux restes de vie autonome que leur y ont laissés les conquérants turcs, vie pâle, décolorée, et, par comparaison aux anciennes splendeurs impériales, toute semblable à celle qu'Odysseus vit aux Ombres dans les champs d'asphodèles; mais de la plus étonnante persistance, et entretenue avec une diligence et un patriotisme véritablement émouvants.

A Thérapia, sur le seuil de l'hôtel fâcheusement moderne qui a remplacé une façon d'auberge légendaire, attendant le bateau de Constantinople, je causais avec mon ami le vieux portier grec, légué par l'auberge au « palace ». Dans un coin, un enfant, son fils, lisait un livre grec.

— Puis-je voir ce livre ? demandai-je.

— *Oristé* (Ordonnez !), dit poliment l'enfant en tendant son bouquin.

C'était Lysias. Parfaitement. Les discours du plus pur des orateurs attiques.

— Comment ? dis-je au père, l'enfant lit Lysias ?

— Naturellement, dit très simplement le bon portier ; c'est un des livres de sa classe.

Ce sont d'assez beaux restes de vie grecque que ceux qui comportent la lecture des orateurs attiques dans une école primaire. Mais plus on vit à Constantinople et plus on constate combien ces restes sont en réalité grands, et profondément enfoncés dans le sol. Si l'on met à part les familles arméniennes, l'on peut dire que le grec est le plus naturel parler des Chrétiens de Constantinople, et j'y comprends les enfants français et anglais qui sont nés en Turquie.

Car, dans ces maisons chrétiennes, nourrices, femmes de chambre, couturières, domestiques, cuisiniers, tous sont grecs et ne parlent que grec. Tout le petit peuple du quartier chrétien de Péra, de la plupart des villages du Bosphore et de la Marmara, tout le monde des ateliers et des boutiques est grec et ne parle que grec. Je passe les innombrables avocats, médecins, banquiers, commerçants, grecs également, mais sachant le français. Qu'on calcule le moment de cette pesée de tous les jours, qu'on considère ce que ces faits représentent de proportion grecque dans la population de Constantinople. Et, de fait, les Grecs y sont près de 400.000.

D'ailleurs, parmi ces reliques de vie hellénique, il en est qui peuvent donner à l'amour-propre grec des satisfactions plus éclatantes que celles que procurent, dans l'ombre, les constatations de la démographie. Le Pa-

triarche œcuménique, qualifié officiellement de Sainteté, chef reconnu de la nation-religion grecque après la disparition de l'Empire, chef du Saint-Synode, chef du Conseil mixte, chef des églises, des couvents, des écoles, des hôpitaux grecs, est un très haut personnage. Tous les ans, à la grande cérémonie du baise-main, le Patriarche, précédant tous les dignitaires turcs, vient haranguer le Sultan en langue grecque. Quand il meurt, on le convoie assis dans sa chaire patriarcale, le visage fardé, le corps revêtu des plus riches ornements, en grande pompe, et, sur le parcours, les troupes turques font la haie. Au jour de l'an, l'ambassadeur de Russie vient lui baiser l'anneau.

Qu'à tout cela les Grecs tiennent, y a-t-il lieu de s'en ébahir ? Et si l'on peut leur accorder qu'ils le gardent sans aucunement mettre en péril des intérêts hautement reconnus pour primordiaux, n'y aurait-il pas

grande iniquité à les faire très cruellement et très inutilement souffrir en écartant durement de l'épée ces ombres d'un passé incomparable ? Or, encore un coup, quel rapport y a-t-il entre le maintien du *statu quo* grec dans la Turquie turque et l'ouverture des Détroits à la Russie ? Pourquoi ceci tuerait-il cela ?

XXVI

Enfin, il y a la France du Levant.

C'est une belle chose et fort louable, quand on s'y est engagé, de faire bravement les affaires d'autrui, mais rien n'interdit de considérer en même temps les siennes propres ; je dirai même, sans crainte d'être contredit, que lorsqu'on agit en qualité de tuteur, et c'est le cas de tout gouvernement, le souci de ne pas sacrifier inutilement les intérêts de ses pupilles à ceux de leurs amis, même les meilleurs, s'impose avec le caractère d'un impératif singulièrement catégorique. Il est superflu de revenir ici soit sur l'ensemble

antique et immense d'intérêts français en Turquie qui autorise à appeler ce lointain pays oriental la France du Levant, soit sur l'intérêt essentiellement légitime, puisqu'il est manifestement vital, qu'ont nos amis les Russes à s'assurer dans l'avenir, d'une manière définitive, permanente et inaltérable, le libre passage des Détroits. Mais je voudrais insister sur cette pensée que le seigneur de La Palisse n'hésiterait pas à faire sienne — et il est toujours de bon conseil — que le jour de la paix victorieuse devra être un jour de joie pour tous les combattants victorieux sans exception, tous devant obtenir, comme récompense de leur héroïsme devant la douleur et la mort, ou de leur patience devant l'angoisse, la pauvreté ou le deuil, outre la satisfaction infinie du triomphe, la conscience réconfortante de l'établissement d'un état de choses supérieur, plus avantageux, plus solide, déterminé par ce triomphe.

Ce serait une étrange et désolante duperie si le terrible jeu de la guerre devait, en dernière analyse, se montrer semblable à ce jeu enfantin où l'on perd à gagner; et la duperie serait impardonnable et impardonnée si, des solutions se concevant qui concilient tous les intérêts en cause, on adoptait des solutions de luxe, où des intérêts nationaux se trouveraient sacrifiés à des satisfactions étrangères purement de magnificence et pratiquement superflues. La victoire acquise à la France et à ses alliés, la situation des Français en Turquie doit se trouver non point diminuée, mais améliorée, la formule concrète de cet indiscutable principe apparaissant telle : tout Français, tout établissement français, toute entreprise française en Turquie, doit, à l'issue victorieuse de la guerre, y retrouver entière et définitivement consolidée la situation acquise que l'entrée en guerre de la Turquie lui a fait perdre.

Cela doit être, parce que c'est d'une équité élémentaire et que saisirait le bon sens d'un enfant, et céla peut être, parce que, tout de même que la question du statut futur des Turcs, des Grecs, et des Arméniens en Turquie, celle de la restitution des Français en leur intégrale situation ne saurait embarrasser la solution de la question des Détroits, aucun rapport ne se concevant entre ces deux questions, celle-ci essentiellement militaire, celle-là purement administrative et économique. Si l'on en excepte quelques officiers instructeurs de gendarmerie, dont l'expérience serait d'ailleurs d'une utilité inappréciable aux réorganisateurs futurs de la Turquie, toute cette armée de bons Mercenaires français que la guerre chassa de Constantinople était, on le sait, une armée de Mercenaires civils. En quoi son retour pourrait-il gêner les officiers d'artillerie et du génie, les marins et les aviateurs qui auront

pour mission de maintenir décidément et définitivement ouverte la célèbre porte ? Des activités aussi diverses et aussi diversement dirigées ne sauraient se contrarier. Quand les professeurs français seront rentrés dans leurs lycées, les sœurs et les moines français dans leurs hôpitaux et leurs écoles, les financiers français dans leurs banques, les ingénieurs, les administrateurs français dans leurs bureaux, les ouvriers français dans leurs ateliers, la configuration du Bosphore et des Dardanelles n'en sera point changée, ni, par conséquent, la tâche de leurs défenseurs ; ils n'en tiendront pas moins en poche les clefs de la maison. Or, voilà l'essentiel, le reste est du luxe. Et nos amis même les Russes, par cela même qu'ils sont nos amis, assurément ne voudraient pas d'un luxe qui, en mettant fin à l'activité française en Turquie, en tuant une influence éclatante, bienfaisante, et vieille de quatre siècles, détermi-

nerait fatalement le désarroi, la gêne, en certains cas la ruine complète et le désespoir dans de nombreuses familles françaises fort méritantes, quelques-unes établies en Turquie depuis Louis XIV, et dont beaucoup ne pourront plus jamais chasser la vision d'une pauvre croix de bois sur le rocher de Moudros ou à la pointe maudite de Seddul-Bahr.

XXVII

A la solution envisagée, solution de prosaïque bon sens, construite par simple déduction de constatations impartiales, il semble bien que la résistance à prévoir soit la plus faible que puisse comporter une solution quelconque de la question d'Orient.

Naturellement les Arméniens, les Grecs, les Français du Levant, en qui la fameuse formule « Constantinople, ville de province russe » suscitait des alarmes non dissimulées, n'auraient aucune raison de faire montre d'opposition à l'établissement d'un état de choses qui, en les prémunissant à jamais

contre le retour de l'inutile souffrance, réserverait leurs intérêts moraux et matériels dans toute la mesure des possibilités internationales.

Les possibilités de cette nature, considérées sous un certain angle, assument l'apparence de nécessités inéluctables. La constatation de ces nécessités, finalement, chez les Turcs mêmes, assoupirait les résistances. Le jour où la Turquie prenait parti dans le duel mettant aux prises les deux groupements opposés des maîtres du monde, elle se condamnait fatalement à subir la loi du groupement vainqueur. Non pas certes qu'elle représentât pour tous les deux l'enjeu de la partie engagée : le dessein de se l'approprier toute, initialement, n'était que celui de l'Allemagne. Mais avec ce sens pratique des choses militaires qu'elle pousse jusqu'au cynisme, l'Allemagne même, en admettant dans une impossible hypothèse, que tous ses

appétits avoués n'existassent pas, n'aurait jamais accepté le risque qu'une Turquie pleinement indépendante demeurât en posture de changer de politique, dans un avenir plus ou moins éloigné, aussi brusquement qu'elle fit en octobre 1914, et passât dans le camp des puissances hostiles au germanisme.

Les Détroits, au cours de cette guerre, se sont révélés d'importance stratégique et économique tellement immense, qu'aucune puissance au monde ne négligerait, une fois la guerre terminée, d'y mettre le portier ferme et sûr que la Sublime Porte n'a pas su être. Il ne demeure donc plus à la Turquie que l'attente du contrôle de nos ennemis, ou du nôtre.

Certains hommes politiques turcs, assurément, ne voudront jamais admettre cette dure vérité. Ils lutteront furieusement jusqu'au bout, et, vaincus, se feront tuer, ou partiront mourir en quelque volontaire exil. Ce

sont non seulement les dirigeants actuels, qui portent la responsabilité de la mortelle crise et nécessairement se battront pour la vie, mais beaucoup d'autres encore, la plupart de ces Conventionnels frustes, farouches, mais patriotes profondément convaincus, qui firent la révolution de 1908 en marchant à l'honorable mirage d'une Turquie rénovée sur le modèle français de 1789. A un moment de leur très courte histoire, ce rêve se rapprocha d'eux tellement et leur parut si beau et si véritable, qu'ils ne se résigneront jamais à désespérer de l'étreindre, ou qu'ils mourront de ce désespoir. Cela est certain, et cela est affreusement triste, parce que, quoi qu'aient pu mensongèrement affirmer les porte-voix des intérêts menacés par une renaissance turque, c'étaient d'honnêtes gens, et qui aimaient bien leur patrie.

Mais, de ces patriotes intransigeants, le nombre sera petit. En Turquie turque même,

et parmi les Turcs, la lassitude est immense. Dès avant la guerre, des Occidentaux voyageant en Anatolie entendaient des paysans pousser ce cri de suprême découragement : « Ah ! que les Guiaours viennent, et que cela finisse ! » Un trop lourd surcroît d'impôts dans des campagnes autant que par le passé misérablement dénuées de routes, de médecins, de bons juges et de bons gendarmes. Des officiers de recrutement trop exigeants pour des guerres manifestement calamiteuses. Saignée à blanc et ruinée déjà plus qu'à moitié par la guerre de 1912, la paysannerie anatolienne reviendra de la guerre présente réduite à l'extrémité. Si ces paysans constatent qu'on ne touche ni au Sultan, ni aux mosquées, ni aux imams, ni au voile des femmes, ils ne bougeront pas plus que n'auraient bougé les Vendéens et les Bretons si on n'avait touché ni au roi ni aux recteurs. Ils ne bougeraient pas même si, ces choses

essentielles respectées, l'administration demeurait mauvaise, tant être exploité est devenu, à ces âmes simples, une habitude séculaire. Mais si, en outre, ils sentaient le fardeau fiscal s'alléger, tout en voyant apparaître le miracle de routes bonnes et sûres, d'une justice impartiale, prompte et peu coûteuse, de médecins et d'hôpitaux garantissant aux malades pauvres des soins éclairés, ils tourneraient vers le ciel la paume de leurs mains et chanteraient les louanges d'Allah.

Or, les paysans en Turquie — je le rappelle, ce fait capital mais obscur étant trop souvent oublié — représentent 95 à 98 p. 100 des 7 à 8 millions de la population proprement turque. Une immense majorité se trouverait donc gagnée par le simple jeu du principe de la moindre souffrance, par le seul fait que, rien ne venant blesser ses affections héréditaires et ses croyances, elle éprouverait un accroissement sensible de

bien-être. Il y a bien de l'apparence que dans l'infime minorité du reliquat de la nation les mêmes causes produiraient les mêmes effets.

La dynastie ne le dit pas, et ne peut pas le dire, mais elle est aussi lasse que le peuple. A la chute d'Abdul-Hamid, ce fut tout d'abord, chez les princes impériaux, une joie immense. Ils acclamèrent les révolutionnaires venant briser les portes de la geôle où les tenait enfermés le sombre et soupçonneux tyran. Mais depuis, ce ne furent que mécomptes et angoisses. La liste civile, les dotations furent réduites dans des proportions si excessives, que le Sultan et les princes se trouvèrent pauvres. Les partis politiques luttèrent sauvagement à coups d'émeutes militaires et d'assassinats, faisant passer sur Constantinople des vagues de terreur telles que seuls peuvent s'en rendre compte ceux qui ont vu par exemple, lors

du mouvement réactionnaire d'avril 1909, l'immense capitale sans défense aux mains d'une armée de simples soldats ayant emprisonné ou égorgé leurs officiers, envahi le Parlement, et assassiné des députés et des ministres. Par ailleurs, les ennemis se ruaient sur l'empire, arrachant province après province. En 1911, les canons italiens tonnèrent aux Dardanelles. En 1912, les princes, de leurs villas du Bosphore, purent entendre les canons bulgares, et consultèrent pour décider s'il ne convenait pas de fuir à Brousse. En 1915, ce furent les canons des cuirassés russes du côté du Bosphore, les torpilles des sous-marins français et anglais du côté de la Corne d'Or; et de nouveau, la dynastie affolée se demanda si l'heure n'était pas venue d'aller chercher un refuge en Asie. Enfin maintenant, tragique et suprême horreur, c'est la mare de sang figé sur laquelle ressort le masque blême de l'héritier du trône.

Un état de choses qui leur rendrait le sentiment de la sécurité, qui leur donnerait la certitude d'une paisible perpétuité de loisirs, d'honneurs et de dotations confortables dans ces mêmes palais qu'ils ont si souvent tremblé de perdre, leur paraîtrait, semble-t-il, une acceptable et assez douce pénitence.

Un même sentiment de bien-être et de détente amollirait, à n'en point douter, le cœur des fonctionnaires de tout grade dès qu'ils connaîtraient que, loin de songer à leur ôter le pain de la bouche, on se propose d'en augmenter la ration, et de la servir avec une régularité inaltérable, sans porter une main impie sur leurs galons, leurs cordons et leurs plaques. Il n'est point d'administrations publiques en Turquie où les postes soient plus recherchés que celles de la Dette Ottomane, de la Banque Impériale et de la Régie des tabacs, pourtant dirigées par des étrangers; et cela parce que les appointements y sont

élevés et très régulièrement payés, et que la bonne conduite y assure un avenir honorable avec une suffisante retraite. Dans le corps des officiers, l'amour-propre, assurément, est plus vif et le patriotisme plus ombrageux. Mais là même beaucoup de politesse, de tact, de bonne humeur, le relèvement des soldes, une grande justice dans la matière des affectations et de l'avancement, le contraire, en un mot, de ce dont les officiers turcs ont trop souvent souffert, ne laisseraient point de gagner ces cœurs mêmes; et une telle politique, poursuivie avec persévérance, et accompagnée d'une déférence manifeste et absolue à l'égard du Souverain et de la religion musulmane, finirait par créer une armée auxiliaire admirable, auprès de laquelle la garde écossaise, la garde suisse et tous les régiments étrangers de nos rois auraient fait très mince figure.

Restent les propriétaires et les quelques

négociants que présente encore la race tur que. L'impôt sur la propriété immobilière, en ces quatre ou cinq dernières années a augmenté de plus de 35 p. 100 en Turquie. Les propriétaires n'en ont vu aucune contre-valeur. Dans les campagnes du Bosphore et de la mer de Marmara, on rentre encore, la nuit tombée, aux lanternes, parce que les ténèbres y sont plus épaisses que dans Londres paré pour les zeppelins, et que, dans les chaussées, dans les trottoirs, des trous larges et profonds, remplis suivant la saison, d'épaisse poussière ou de boue liquide, mettent en péril le cou des noctambules. Pas de lumière électrique. Depuis quelques semaines seulement, le téléphone, paraît-il. Pas de crédit foncier. Le propriétaire en quête de capitaux doit courir les usuriers et payer un intérêt de 9 p. 100 pour un argent remboursable à bref délai, trois ans au plus. Une police et une gendarmerie qui n'essaient

même pas de protéger les terres contre les empiétements constants et souvent brutaux jusqu'au meurtre des émigrés circassiens ou albanais. Un code foncier absurdement archaïque, très mal appliqué, provoquant les contestations les plus téméraires et les plus interminables. Conséquence : la propriété n'atteint pas le quart de sa valeur intrinsèque ; telle terre située à trois heures de Constantinople, d'une contenance à devoir donner normalement plus de 50.000 francs de revenu, se loue péniblement 3.000 francs. Quant au commerce, sept ans de guerre civile ou étrangère presque constante l'ont ruiné ; les dernières et formidables réquisitions ordonnées par Enver pacha ont dû lui donner le coup de grâce. Je ne mets pas en doute le patriotisme des propriétaires et des négociants turcs. Mais si ce patriotisme, d'un caractère surtout dynastique et musulman, trouve les apaisements nécessaires dans la constatation

que la dynastie et l'Islam sont respectés, de toutes les classes de la société turque, ce sera celle qui s'accommodera le plus vite d'un état de choses devant avoir pour effet de tripler ou de quadrupler la fortune des propriétaires, de décupler le chiffre d'affaires des commerçants, et de rendre, aux uns comme aux autres, la vie beaucoup plus sûre et beaucoup plus agréable.

XXVIII

Quelques amis d'Orient, Musulmans, Juifs, Chrétiens, avec qui je m'entretenais de ces graves choses, témoignaient, sur ces derniers points, d'un scepticisme inquiet.

« En admettant même, disaient-ils, que le barbare système du lotissement du cheptel humain soit solennellement condamné, et qu'on adopte, comme norme des futurs règlements internationaux, la manière douce et véritablement équitable d'une tutelle éducatrice et soucieuse des intérêts des pupilles, les résultats pratiques d'une orientation si honorable répondront-ils bien à la noblesse

de la théorie ? La victoire acquise, les vainqueurs, oublieux de leur rhétorique de combattants, insoucieux des programmes où sont imprimés en caractères si gros les mots de liberté, de justice, de respect du droit des peuples, ne se laisseront-ils pas rapidement entraîner à une politique de pure conquête, et à transformer le paternel conseil judiciaire en une mainmise brutale, œuvre cruelle de contrainte et de force, s'appliquant à tout niveler et centraliser, en faisant litière des traditions nationales ? »

Parler ainsi, c'est, je crois, manifester une myopie singulière, une méconnaissance totale de la philosophie de ce présent combat, « combat » véritablement « du jour et de la nuit », de l'esprit d'indépendance et de générosité des peuples contre l'esprit de despotisme et d'égoïsme de la féodalité germanique. L'idéal, dans le camp adverse, a été formulé d'une façon frappante en l'invoca-

tion latine de Ferdinand de Cobourg : briser, en Europe, tous les centres de résistance non-germaniques, les asservir par l'effet d'une occupation militaire, puis s'agenouiller devant le Kaiser, chef du Saint-Empire germanique, seul supérieur et chef admissible pour un aristocrate allemand, mettre les mains dans les siennes, et s'avouer son homme-lige, en disant, dans la langue même du moyen âge : *Ave*, *Cæsar*, *imperator et rex*... Bref, un saut de mille ans en arrière, la reconstitution de l'Europe suivant les conceptions de Frédéric Barberousse.

Dans notre camp, camp où s'alignent, en interminables files, les tentes des plus vieux champions des libertés politiques et nationales que le monde moderne ait connus, l'idéal est tout autre. Bien qu'on y rencontre toute la noblesse non-tudesque, qui sert merveilleusement, c'est un camp foncièrement libéral ; on n'y aspire ni à s'agenouiller soi-

même, ni à faire s'agenouiller les autres. J'ajouterai que c'est un camp peuple, oui, et qui a pleinement conscience que la victoire sera due à la valeur et à la constance des peuples, beaucoup plus qu'à quelque transcendant génie de leurs gouvernants. Ce peuple armé ne se bat ni pour la domination, ni pour la gloire, et encore moins pour sanctionner aveuglément tel ingénieux système de faits accomplis qu'il aurait pu plaire à la diplomatie de ces gouvernants de préalablement combiner dans l'ombre. Il se bat pour avoir, une fois pour toutes, la paix, tout simplement ; pour que, dorénavant, par gloutonnerie ou par bêtise, les hauts barons allemands, les aghas de janissaires turcs et autres seigneurs de même cervelle ne puissent plus faire souffrir personne. Et cette néfaste carrière leur sera à jamais close, ils peuvent en être bien assurés. Mais quant à faire du mal aux peuples pour rien, pour

le plaisir, ou pour satisfaire à quelque monomanie d'ivresse dominatrice, qu'ils se rassurent ; ce ne sont pas nos façons. Jamais les libéraux d'Angleterre, de France, d'Italie, de Russie, je dis de Russie[1], qui forment la masse immense des armées alliées, ne collaboreraient à une œuvre de tortionnaires. Bourreaux ne daignent. Ils ont pour cela le cœur trop haut placé et l'esprit trop averti. Ils savent trop bien que tout état de choses politique qui repose sur une base d'inutile souffrance est un état d'équilibre instable, menaçant à toute heure de provoquer, par sa rupture, des saccades désespérées, des révoltes, d'horribles boucheries. Or, sous quelque prétexte que ce soit, d'une politique de boucherie humaine, ils ne veulent plus entendre parler. Et leur sang, largement répandu dans trois parties du monde, leur

1. Écrit en février 1916.

donnera, à tous conjointement, une haute et claire voix au chapitre quand il s'agira d'arrêter définitivement les accords devant constituer le statut du monde de demain. Le Congrès de Bruxelles ne sera pas un Congrès de Vienne. En vérité, s'il y a une chose que cette guerre aura tuée, c'est l'État garde-chiourme. L'idée de peuples exploités avec un dur égoïsme par une poignée de gouvernants étrangers est une idée morte. Un œil clairvoyant perçoit, dans l'avenir immédiat, le spectacle de peuples déjà majeurs, mûrs et pleinement indépendants, et de peuples encore mineurs et en tutelle ; mais d'aucun peuple au bagne ; et dans la brume d'un avenir moins proche, il distingue le spectacle plus lumineux encore d'une collaboration pacifique et ordonnée de tous les peuples de la terre, les plus maltraités comme les plus dominateurs dans l'histoire ancienne : Juifs, Polonais, Arméniens, Arabes, aussi

bien que Français, Anglais, Russes, Turcs ou Allemands ; tous définitivement éclairés, assagis, mûris, et ne concevant même pas la possibilité d'autres rapports entre eux que ceux qui régissent de nos jours, dans un État policé, les relations de familles honorables et cultivées.

Cet avenir peut paraître très éloigné, situé à l'extrême horizon vaporeux de la vision humaine. Il n'importe : par ainsi, dans la grande misère présente de l'humanité, la plus déplorable peut-être qu'ait connue notre pauvre race, tout au bout de la sombre route maculée de sang, jonchée d'innombrables cadavres, embarrassée de ruines fumantes sentant affreusement l'incendie, une apparition de suprême réconfort luit divinement : la Liberté secouant haut sa torche de glorieuse clarté et rendant lisible aux plus faibles yeux l'axiome si simple, si méconnu, si nécessaire : « Chaque peuple gouverné

comme il veut, par qui il veut ; ne faisant à aucun autre peuple ce qu'il ne voudrait pas que l'on fît à lui-même. »

Ainsi ordonne le spectacle la plus cachée, la plus patiente, mais la plus irrésistible force du monde : la Force des Choses, dont la Tendance à la Moindre Souffrance est un des modes perceptibles à notre courte vue. Les anciens, prosternés devant sa toute-puissance mystérieuse, lui donnaient le nom prestigieux de Destin, et, ayant connu qu'il n'est d'autre sagesse que d'en pénétrer les intentions et de s'y conformer, ils adressaient, par la voix d'un de leurs sages, ce célèbre avertissement à la rapacité et la superbe humaines :

Le Destin guide qui consent, et traîne qui résiste.

Paris, juillet 1915-février 1916.

Depuis que ce livre a été écrit sont survenus des événements d'une portée immense, de ces événements rares et capitaux qui, transmuant des valeurs essentielles de l'éthique, changent à jamais le cours de l'histoire.

Doué du rare génie de concevoir que les choses peuvent être autrement qu'elles ne sont, le Président Wilson, bravant les sarcasmes des aveugles et les clameurs des ambitieux, a osé poser le principe de la paix nécessaire du monde, introduire la moralité dans le droit des gens, réclamer l'organisation des États en une société policée où la guerre sera tenue pour un mode de jugement aussi primitivement barbare

que nous apparaît, aujourd'hui, le duel judiciaire.

Ce fut, sur la terre, la stupeur, un court silence et soudain l'assourdissant tonnerre des applaudissements de l'humanité. La pensée était d'une beauté si grande et d'une vérité si manifeste que la Prusse même n'osa contredire.

Mais il y a plus et beaucoup mieux.

La morale devient du droit alors seulement que la force humaine se met à son service. Au service du principe de la paix nécessaire dans la Société des Nations, le Président Wilson mit toute la force du plus pacifique et plus grand État du monde. Écœuré par la lâche cruauté de la guerre sous-marine, convaincu qu'il n'y aurait point de droit de la paix sur la terre tant que l'Europe centrale demeurerait un champ de manœuvres prussien, il déclara hautement que les États-Unis en-

gageaient une guerre de pur principe, mais une guerre implacable, qui ne cesserait qu'avec le Crépuscule des Dieux de la Guerre, le renversement final du Walhalla.

Voici donc aboli à jamais le principe contraire de la raison suffisante de la force pure, de la légitimité de la conquête à main armée, du droit à l'autorité par la puissance des baïonnettes. Dorénavant le rapt d'une province, l'asservissement d'un peuple est défini : crime. La Société des Nations comporte, comme perpétuelle assise logique, des nations libres, gouvernées par qui bon leur semble. L'État garde-chiourme est bien mort. Son antique masque de lauriers tombe. Sur sa face dévoilée, ce qui semblait gloire devient honte.

Cependant, à l'autre extrémité du monde, se manifestait l'application la plus inat-

tendue, la plus extraordinaire de ce nouveau droit des peuples. L'âme slave, se soulevant enfin puissamment contre le régime mongolo-prussien du tsarisme, le fracassait tout entier en quelques jours, déclarait la Russie acquise au dogme de la Société des Nations libres, et, avec une rigueur dans la logique et un courage dans les idées dont on ne saurait présenter d'autre exemple dans l'histoire, proclamait l'indépendance de la Pologne et la renonciation de la Russie à tout dessein d'annexion.

Et, par ainsi, les thèses soutenues dans ce livre — tenues jadis, en bien des lieux, pour audacieuses ou chimériques — se trouvent, miraculeusement, confirmées toutes, ou dépassées. Constantinople, notamment, ne sera pas une « ville de province russe ». Même il y a bien de l'apparence, — il n'y a même point de doute —

que les agents et la presse tsaristes nous trompaient quand ils représentaient le désir de Constantinople comme le principal, l'intangible facteur d'enthousiasme guerrier des soldats russes. Ce n'était point une aspiration nationale, c'était un impérialisme de chancellerie.

Donc, la nationalité turque sera respectée, équitablement, honorablement, comme toute autre nationalité quelconque. Je n'ai pas à répéter pourquoi il faut s'en applaudir. Mais il faut aussi prendre garde que certains faits demeurent, parce que ce sont des faits : la souffrance arménienne, — la souffrance grecque, — la souffrance arabe, — la souffrance turque, — le fait géographique qu'entre les ports russes de la mer Noire et les espaces libres de la Méditerranée serpente le mince couloir des Détroits, fait si capital que la Russie ne saurait s'abandonner à le contempler avec

indifférence sans accepter le suicide. A tous ces faits si graves, il y a enfin lieu d'ajouter le fait très inquiétant de l'effondrement certain des finances turques, de l'intégrale banqueroute.

Autant de faits, autant de questions. Ce sera à la diplomatie des peuples d'y répondre. On peut tenir pour assuré que la réponse en sera conçue dans l'esprit des Wilson et des Kérenski, honnête, généreuse, et par conséquent excellente, tout imbue du principe de la Moindre Souffrance.

Paris, juin 1917.

4308. — Tours, imprimerie E. ARRAULT et Cie.

